



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Bandi legal yo piye kay Madan Manics St Vilca nan Senlwidisid
Page 6

L'AMBASSADE AMÉRICAINE AU SECOURS DE MARTELLY!



Voir page 4

L'ambassade américaine qui intervient en faveur de Michel Martelly à chaque fois que l'étau se resserre sur lui, n'a toujours pas dénoncé les menées inquiétantes du pouvoir. Au contraire, les Etats-Unis envisagent de reprendre son aide directement au gouvernement en guise de la faire transiter par les ONG. Une façon de récompenser le régime pour services rendus.

English
Page 9



Martelly lance des flèches contre Mirlande Manigat!

Page 7

MARTELLY, COMME PONCE PILATE, IGNORE TOUT !



Voir page 4

Martelly a non seulement nié avoir exercé des pressions sur le juge d'instruction Jean Serge Joseph mais également avoir participé à une réunion avec lui.

LA REVOLUCIÓN ES EDUCACIÓN

Éducation bolivarienne au Venezuela !

Page 10



Déjà 2,5 millions de dollars investis pour assassiner le président Maduro !

Page 17

Appel à la vigilance pour le départ de Martelly et de la Minustah !

Par Berthony Dupont

Combien d'autres insupportables dérives, violations outragantes de la loi doit-on s'attendre de la part du gouvernement Martelly-Lamothe pour justifier la mise en berne de cette démocratie que le cafouillage et le viol de la Constitution ont fini par réduire à une peau de chagrin à cause d'une gestion politique arbitraire, si ce n'est totalitaire. Ce régime est vomé par le peuple. Les slogans et graffitis sur les murs de certains quartiers populaires suffisent pour se convaincre que l'image du gouvernement de Martelly-Lamothe est totalement ternie par sa politique de répression morale atroce et d'odieuse corruption.

La situation est tellement tendue que l'on craignait sans doute une explosion populaire. Est-ce ce qui expliquerait cette fuite en avant de la Communauté Internationale qui a grand intérêt à ce que Martelly continue son règne en forgeant un semblant de stabilité politique ; à la vérité un faux-semblant démocratique dans la mesure où les puissances impériales exploiteuses qui savent se faire à la fois sirène et ogre ne se sont pas privées de continuer le pillage des ressources minières du pays.

C'est fort possible, face à cette situation de plus en plus indésirable, que l'éventualité d'un dérapage populaire n'est pas à exclure. Et ce n'est nullement étonnant, si cette semaine l'ambassade américaine par la filière de Mme Pamela White apporte un soutien ouvert à son agent le plus fidèle qu'est Martelly, quand elle appelle les pouvoirs exécutif et législatif ainsi que les différents acteurs concernés à trouver un moyen pour résoudre les différentes crises politiques auxquelles le pays fait face, en vue de réaliser les élections.

La nature de l'impérialisme ne changera jamais, et cela est tellement vrai qu'il n'a montré auparavant le moindre signe d'empressement à éteindre un brasier qui ne leur permettrait pas d'affermir leur emprise. Les arguments de Mme White avec dans ses mains de fer sa valise de 10 millions de dollars pour ces soi-disant élections ne diffèrent guère des manoeuvres que les impérialistes utilisent toujours pour recourir partout au sauvetage de leurs hommes de main rejetés par la volonté populaire.

Pourtant, drôle de coïncidence, l'organisation politique Fanmi Lavalas par le truchement du Dr Jean Myrtho Julien dans un entretien au Nouvelliste dit se jeter dans la même stratégie électoraliste pour résoudre une situation déjà assez abracadabrante et dangereuse : « *Je dénote une sorte de trouble au niveau du pouvoir lui-même. La solution de la situation, c'est la réalisation des élections avant la fin de l'année. Nous autres au niveau de Fanmi Lavalas, c'est sur ce point que nous travaillons et nous y croyons. Nous encourageons le pouvoir à comprendre que la solution, c'est la voie des élections libres, démocratiques, honnêtes et inclusives. Ce sera bon pour tout le monde et cela doit être la revendication de tous* »

La réalité est à notre avis tout autre. Les faits sont pour-

tant difficilement récusables. Chaque jour apporte son lot de témoignages et de pièces à conviction et les démentis courroucés n'y peuvent rien changer.

A vue d'oeil la situation se décline et les positions des uns et des autres se précisent dans la perspective des luttes politiques à venir pour combattre fermement le régime mercenaire en place et l'occupation du pays comme l'expriment les Sénateurs John Joël Joseph et Moïse Jean Charles qui dénoncent l'irresponsabilité et l'immoralité du chef de l'Etat haïtien. Nous ne pouvons faire aucune confiance à l'homme dont les mains sont souillées du sang du peuple lors des coups d'état de 1991 et 2004. Nous ne pouvons collaborer avec l'appareil d'Etat pour le changer et dans ce sens nous appuyons totalement la position du Sénateur John Joël Joseph qui appelle au départ de Martelly et à des élections générales anticipées. Il invite l'ensemble de l'opposition à demander d'une seule voix la démission du Président Michel Martelly qui, selon lui, n'inspirant aucune confiance, doit partir pour faciliter l'organisation d'élections générales.

Cette menace de l'opposition avec le slogan : Elections ou démissions est une farce. Seul le masque va changer avec ces élections manipulées et imposées à dessein par les stratèges de Washington pour étendre leurs tentacules. Face à cette stratégie, on ne peut qu'être opposé aux élections bidon pour exiger le départ de Martelly et des forces occupantes de la Minustah. C'est la seule voie possible dans cette phase décisive de la lutte. Alors, à ce stade là, nous pourrions parler d'élections générales, libres, honnêtes, inclusives et crédibles avec nos faibles moyens, sous la supervision des masses conscientes et des citoyens honnêtes du pays.

Et c'est fondamentalement dans cette perspective, que nous devons tous combattre le triumvirat impérialiste France, Canada et Etats-Unis qui ne sont que les perturbateurs de la paix et de la sécurité des peuples. Ils sont l'obstacle principal qui empêche le développement indépendant des pays pauvres et l'ennemi numéro un des peuples luttant pour un avenir meilleur.

Il nous faut aller à la racine du mal qui nous ronge, pour dissiper les nuages de la confusion que nous créent les impérialistes. Nous croyons fermement que les élections législatives à venir ne pourront en aucune manière nous affranchir de nos malheurs sans le départ de nos envahisseurs, ces nouveaux conquérants de la Minustah et leurs laquais du régime Martelly-Lamothe !

On ne refait pas l'histoire, on la fait ! Le moins que l'on puisse réaliser aujourd'hui pour défendre nos droits, c'est tout d'abord la désoccupation du pays ! Nous estimons légitime donc que le peuple haïtien pour recouvrer son patrimoine et pour organiser sa vie politique, sociale, économique et culturelle dans les conditions normales se débarrasse des forces occupantes et de ces alliés locaux. Et c'est pourquoi nous lançons cet appel à la mobilisation et nous appuyons sans réserve les propositions des sénateurs Joseph et Jean Charles pour le départ de Martelly et de la Minustah.

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haïti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAÏTI
Wendell Polynice
Daniel Tercier

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudé C. Loiseau
Anthony Mompérouse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514) 727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
718-713-6863 • 647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Etat/Pays: _____

Zip Code/Code Postal: _____

Tél: _____

E-mail: _____

Modalités de paiement

Montant : \$ _____

Chèque Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : _____

Date d'expiration : _____ / _____

Code de sécurité : _____

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
 \$100 pour un an
 \$50 pour six mois

Canada

\$125 pour un an
 \$65 pour six mois

Europe

\$150 pour un an
 \$80 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an
 \$80 pour six mois

Afrique

\$150 pour un an
 \$85 pour six mois

Quand le Pouvoir Kaletèt se leurre et se perd

Par Sadrac Dieudonné

Il est certain que le président Martelly n'a pas la sincérité de joindre la parole aux actes : son discours tonitruant relatif à la promotion d'un État de droit ne véhicule que des slogans de propagande politique. À ce compte, le Pouvoir Kaletèt s'applique avec un talent surprenant à se suicider avant la fin de son quinquennat.

Et pour cause : le président Martelly, seul maître-aveugle à bord du bateau, après ses patrons et maître-chanteurs internationaux bien sûr, n'adopte comme modèles de chefs d'État que les Duvalier - père et fils. Ce qui le fascine et l'intéresse surtout, ce ne sont pas les improbables aspects positifs du duvaliérisme et du jean-claudisme tels, par exemple, l'indigénisme et le respect de la compétence bureaucratique, mais les traverses détestables, la confusion et la concentration des pouvoirs, le caractère personnel, autoritaire et jouissif de ces régimes. Voilà pourquoi il nourrit le rêve insensé de conduire le pays vers un fait accompli : impossibilité - bien concoctée - de réaliser des élections cette année faute de temps; constat de la caducité du Sénat quand il aura été amputé de vingt (20) membres, et conséquemment dysfonctionnement du parlement tout entier; délectation pour le Pouvoir exécutif de verser dans l'autocratie en dirigeant par décrets ayant force de lois; et autres dérives plus liberticides les unes que les autres.

L'actuel chef de l'État ne semble pas doté de la capacité de comprendre que les temps ont changé, que l'ordre ancien, c'est-à-dire l'ancien système, même s'il perdure à bien des égards, ne pourra plus s'installer confortablement en Haïti dans toutes ses dimensions. Un chef d'État sans discernement et un Gouvernement irresponsable peuvent bien s'évertuer, comme c'est le cas aujourd'hui, à ériger la corruption, le népotisme, le gaspillage de l'argent



Me André Michel

des contribuables et l'improvisation en normes de gouvernement et en instruments de manipulation des masses démunies. Mais ils n'arriveront jamais, avec succès, à restreindre les libertés individuelles, instrumentaliser la justice, empêcher l'exercice du pluralisme idéologique et l'alternance politique...

Désormais, suite au Mouvement politique de 1986, il est clair que tous ceux qui s'aviseront donc d'instaurer dans le pays un régime rétrograde ne font que perdre leur espace-temps... Car la vigilance citoyenne se tient sur ses gardes, toujours prête pour les rendez-vous du redressement et de la correction démocratique.

A cet égard, il convient de dire haut et fort que le complot machiavélique et inintelligent du pouvoir en place de museler Me André Michel et toute l'opposition démocratique parce qu'ils font obstacle à son projet abracadabrante et totalitaire, est tout simplement condamné dans le court terme à un cuisant échec. Dans l'étourderie d'une telle aventure, le monstre ne fait que dévorer ses géniteurs et ses propres entrailles. Il est encore temps que l'équipe au pouvoir revienne à la raison. Nous le souhaitons ardemment afin que la Nation soit épargnée d'autres déboires aux conséquences funestes.

Sadrac Dieudonné
Avocat, Député
Président du Groupe PRI

Le sénat Dominicain va enquêter sur les fonds de Michel Martelly



La journaliste Nuria Piera

En Avril 2012 dernier, la journaliste Nuria Piera avait révélé que le sénateur et entrepreneur dominicain Félix Bautista aurait financé la campagne électorale de Michel Martelly en 2011 et celle de l'ancien président péruvien Alejandro Toledo. Sur ce fait, le sénat dominicain a mis sur pied une commission chargée d'enquêter sur la véracité de ces dénonciations.

Dans le cadre de cette enquête, Nuria Piera, Josefina Juan de Pichardo et son fils Remberto Pichardo Juan qui, eux aussi, ont soutenu ces accusations, auront à se présenter jeudi matin devant le parlement dominicain pour être interrogés. Ensuite, la commission sénatoriale se rendra au Pérou et en Haïti, pays où les deux présidents auraient reçu l'argent des entreprises de Félix Bautista



Le sénateur et entrepreneur dominicain Félix Bautista

pour leur campagne.

Selon les dires de Nuria Piera, Martelly pour sa part aurait reçu durant et après son investiture plus de 2,5 millions de dollars tandis que Mme Mirlande Manigat aurait \$250.000; allégations refutés par les deux candidats qui s'étaient affrontés aux élections de 2011.

Félix Batista est un sénateur dominicain et un homme d'affaires très riche dont les compagnies de construction sont surtout opérationnelles en Haïti et au Pérou où elles décrochent des contrats élevés, de plus de 385 millions de dollars.

Prim Pujals, Félix Vasquez, José Rafael Vargas, Rafael Calderón, Dionis Sánchez, Amarilis Santana et Sonia Mateo sont les principaux membres de cette commission sénatoriale d'enquête.

Des manifestations contre le pouvoir kaletèt

Par Isabelle L. Papillon

Malgré des pressions, des persécutions et des intimidations politiques, des manifestations en série ont été organisées à travers le pays contre le pouvoir kaletèt de Michel Martelly. La population de Miragoane, de Petit-Goave et des organisations populaires de la capitale ne cessent de manifester pour exiger l'amélioration de leurs conditions de vie, de l'eau potable, de l'électricité, la construction de marchés, la révocation des autorités locales entre autres.

A Miragoane, depuis le mardi 23 juillet, presque toutes les activités sont paralysées spécialement à la mairie de la ville et au bureau de la Délégation par une série de manifestations réclamant la révocation du Délégué, Alex Tropnas, le représentant de l'Exécutif et l'agent intérimaire de l'Exécutif, Marie Denise Belabre à la tête du conseil municipal de la ville. Les employés de la Délégation revendiquent le paiement de 18 mois d'arriéré de salaire, ils accusent le délégué de détournement de fonds et de gabegie administrative. Des fonds destinés à la réalisation d'activités municipales ont été détournés par le Délégué, selon les protestataires: « On nous doit 18 mois de salaire, nous sommes obligés d'observer

des arrêts de travail et de protester contre cet état de fait. Nous exigeons la révocation immédiate du Délégué Tropnas.» Ainsi vociféraient certains employés de la Délégation des Nippes. D'un autre côté, le Délégué est introuvable dans le département, il ne reçoit pas d'appel, donc il est difficile de savoir ses réactions sur cette situation qui se développe depuis trop longtemps à Miragoane.

La population de cette ville exige de la Mairie la construction d'un marché et des services sanitaires. Elle critique la passivité de l'agent de l'Exécutif face aux revendications des Miragoanais. Elle a déjà un an à la tête de la Mairie de Miragoane. Elle n'a rien fait pour améliorer l'environnement sanitaire de la ville qui accueille des centaines de personnes, tenant compte du port de la ville.

A Petit-Goave, des dizaines de personnes ont gagné les rues au début de la semaine pour protester contre les mauvaises conditions de vie de la population, les pressions et intimidations d'autorités locales qui empêchent la population de protester. « Aujourd'hui, c'est un début, les autorités de la ville nous faisaient croire que nous n'avons plus le droit de manifester pour revendiquer nos droits à la vie et à la satisfaction de nos besoins primaires tels : eau potable, électricité, l'emploi et la baisse du cout

de la vie », ont indiqué des manifestants.

A Port-au-Prince, le Mouvement de Liberté, Egalité des Haïtiens pour la Fraternité (MOLEGHAF), continue sa mobilisation chaque mardi devant les locaux du ministère des Affaires sociales et du Travail pour exiger l'amélioration des conditions de vie de la population des quartiers pauvres du pays, particulièrement Fort-National. Le secrétaire général de cette organisation, Oxygène David et d'autres membres du secrétariat ont donné une conférence de presse hier lundi 5 Août pour continuer de dénoncer la politique d'exclusion du pouvoir kaletèt de Martelly à l'endroit des quartiers populaires. Ils ont appelé à la mobilisation de la population pour forcer l'équipe kaletèt à organiser des élections à la fin de l'année sans quoi on le forcera à partir.

Ces derniers jours, face à l'incapacité du pouvoir de Martelly-Lamothe à répondre aux revendications de la population, les dirigeants cherchent par tous les moyens à distraire les gens. Ils inventent toute une série de dossiers pour faire passer le temps. Les derniers en date répondent à la tentative d'arrestation de Me André Michel, le soi-disant coup d'Etat contre le pouvoir qui est déjà sur la sellette. Mais, paraît-il, la population reste très vigilante face à une situation qui tend à se détériorer à n'importe quel moment.

Papeterie & Imprimerie

Nouvelle adresse:
101 Lalue,
Port-au-Prince, HAITI

Tel: 4269-2770
3643-2906

IMPRIMERIE & Papeterie Imprimerie commerciale
Furnitures de bureau, fournitures scolaires

Radio Soleil d'Haïti

Nouvelles • Opinion
Analyse • Musique

www.radiosoleil.com

1622 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226

(718) 693-1025
(718) 693-5100
(718) 693-7806

APPARTEMENTS À AFFERMER

2 appartements en mosaïque pour fermage à Bon Repos, Impasse Josaphat sur ¼ de carreau
Espace entouré mais murs fissurés
Cocotier, manguiers
Dépendance

1^{ère} étage : 22.000 dollars haïtiens par an
2^{ème} étage : 18.000 dollars haïtiens par an

Pour information:
305-788-4295

AVIS

RADIOTIMOUN.com

Suivez les émissions de Radio Télé-Timoun sur le 90.9 FM Stéréo et la Chaîne 13, ainsi que sur le www.radyoteletimoun.ht
BLV 15 Octobre, Tabarre 26, Fondation Dr. Jean Bertrand
Aristide pour démocratie Haïti, Tel : (509) 2811-0409/2811-0410
Phone étranger : 617-614-7328
Radio Télé-Timoun, le média de l'éducation et de l'avenir du peuple haïtien !

Radio Optimum - 93.1 sca
La direction et le personnel de la Radio Optimum remercient chaleureusement leur audience et annoncent à tous ceux qui ont perdu leur contact que depuis plus de deux ans, la Radio Optimum travaille quotidiennement sur la fréquence de 93.1 sca.
Vous avez aussi la possibilité de la capter sur le site www.radio-optimum.com et bientôt sur www.radiooptimuminter.com
Captez chaque jour, à toutes les heures le 93.1 sca.

KAPTE BOUKAN

101.9 FM • SCA
Radyo Pa Nou
Emisyon KAKOLA
Konbit Ayisyen pou Kore Lit la ann Ayiti

- Nouvèl •
- Analiz •
- Kòmantè •
- Deba •

Pou yon Ayiti Libere
(917) 251-6057
www.RadyoPaNou.com
Mèkredi 9-10 pm

L'ambassade américaine au secours de Martelly!

Par Francklyn B. Geffrard

Dans tous les pays du monde, les élections constituent un acte de souveraineté nationale. C'est aussi l'acte par lequel les citoyens désignent leurs représentants au niveau des postes électifs. Depuis bientôt deux (2) ans, des élections sénatoriales partielles, municipales et locales devaient être organisées en Haïti. Ces élections qui sont vitales pour le renouvellement du personnel politique et des institutions démocratiques du pays n'ont toujours pas eu lieu. Elles ne semblent pas figurer parmi les priorités de ceux qui détiennent les rênes du pouvoir politique.

Le Sénat de la République est amputé d'un tiers (1/3) de ses membres. Avec vingt (20) sénateurs sur trente (30), le Sénat Haïtien fonctionne difficilement avec un quorum fragile. Si deux ou trois sénateurs sont en voyage, le Grand Corps éprouvera toutes les peines du monde pour tenir séance. Mais cela ne semble préoccuper nullement ceux qui sont chargés de veiller sur la bonne marche des institutions du pays. L'article 136 de la Constitution de 1987 fait du président de la République, « Le garant du strict respect de la Constitution et de la stabilité des Institutions nationales en assurant le fonctionnement régulier des pouvoirs publics et la continuité de l'Etat. » Au regard de cet article, le chef de l'Etat remplit-il sa mission ?

Les élections sont à la fois une exigence de la Constitution et de la démocratie. C'est la Constitution qui établit les échéances électorales et la fréquence des élections. Ne pas respecter les échéances électorales constitue une violation grave de la Constitution et un accroc à la démocratie. Le régime «Kaletèt» qui prétend promouvoir un Etat de droit, ne fait pas de l'organisation des élections une priorité. Pourtant, le régime qui affiche son goût démesuré pour le plaisir, les bamboches et la jouissance se permet d'organiser au moins deux carnavaux tous les six mois dans un pays en proie à la misère extrême. Selon la Coordination Nationale pour la Sécurité Alimentaire (CNSA) au moins deux haïtiens sur trois (2/3) souffrent de faim. En fait, ils n'ont pas de quoi manger.

Depuis plusieurs semaines, le Collège Transitoire du Conseil Electoral Permanent (CTCEP), l'organisme d'exception chargé d'organiser les élections, a remis le projet de loi électorale au pouvoir exécutif qui doit l'acheminer au parlement aux fins de ratification. Le président qui a le document en sa possession ne l'a toujours pas transmis au parlement. Quand l'opposition fait pression pour qu'il transmette au plus vite le document aux parlementaires pour ratification, il déclare ceci, « Que ceux qui sont pressés, utilisent la loi électorale de 2008 pour organiser les élections. » On dirait que le chef de l'Etat n'a aucune responsabilité dans l'organisation des élections. C'est une façon pour Michel Martelly de dire qu'il n'est pas pressé et qu'il prendra tout son temps avant de faciliter la tenue des élections. Certains secteurs de l'opposition le désignent déjà comme étant à la base du blocage du processus électoral. Sans une loi électorale, les conseillers électoraux ne pourront pas réaliser les élections. Le président le sait aussi.

Cependant, le chef de l'Etat est déjà averti sur ce qu'il attend si les élections ne se tiennent pas cette année. En réaction à ses propos que plus d'uns jugent légers, Sauveur Pierre Etienne, coordonnateur national de l'Organisation du Peuple en Lutte (OPL) a fait savoir « Qu'il viendra un jour où Michel Martelly sera pressé et à ce moment c'est l'opposition qui prendra son temps pour le regarder se débrouiller ». Même si M. Martelly jouit encore du soutien de l'ambassade des Etats-Unis qui prend toujours fait et cause pour lui, il doit prendre cet avertissement au sérieux. Déjà, un secteur de l'opposition presse Michel Martelly d'organiser au plus vite, les élections législatives partielles, municipales et locales à la fin de cette année. Le Mouvement Patriotique de l'Opposition Démocratique (MOPOD) qui regroupe plusieurs partis de l'opposition a, le 24 juillet dernier, donné le choix au président Martelly entre la tenue des



Ce qu'il faut voir dans l'intervention de Mme White, c'est une volonté de casser la mobilisation de l'opposition anti-Martelly

élections et la démission. Une clause de la déclaration de Léogane dit ceci, « Le droit du peuple haïtien d'exiger souverainement et pacifiquement la fin anticipée du mandat de cinq ans confié à tout président de la République, si celui-ci s'écartere des règles du jeu démocratique ».

Peut-être que l'on dira qu'on a déjà entendu ces genres de déclarations. Cette prise de position de l'opposition semble avoir semé la panique dans le camp du pouvoir. Elle a fait réagir Michel Martelly qui semble avoir perdu les pédales. A l'issue de son carnaval des fleurs, il a accusé la dirigeante du Rassemblement des Démocrates Nationaux Progressistes (RDNP), Myrlande Manigat de fomenter un complot pour le renverser. S'agit-il d'une tactique propre à détourner l'opinion publique sur un ensemble de scandales qui éclaboussent la présidence et le reste du gouvernement ? Peut-être que Michel Martelly veut déstabiliser l'opposition qui se lance dans un effort timide de concertation. A plusieurs reprises, Michel Martelly a déclaré qu'il était à l'abri de tout coup d'Etat en raison de la présence de la MINUSTAH sur le territoire national. Comment peut-il craindre un coup d'Etat alors que ses protecteurs sont toujours présents en Haïti ? De l'incohérence pure !

La position exprimée par l'opposition n'a pas fait réagir Martelly seulement. L'ambassadrice des Etats-Unis en Haïti, Pamela White est vite intervenue pour tenter de calmer le jeu. Elle qui, dans un passé récent, estimait irréaliste que des élections aient lieu à la fin de l'année, s'est ravisée. Aujourd'hui, elle tient un autre discours : « Je suis toujours optimiste. Je crois qu'on va trouver une solution, je crois toujours qu'il y a toujours la possibilité de tenir les élections en 2013, a-t-elle déclaré à des journalistes. » Toutefois, elle a admis que le temps fuit. Pamela White a renouvelé l'engagement des Etats-Unis à aider Haïti à garantir des élections transparentes, crédibles et pacifiques avec une contribution de 10 millions de dollars. En fait, la diplomate parle et déparle. Tantôt c'est possible, tantôt ce n'est pas possible! Que doit-on croire ? Qui doit déterminer quand les élections sont possibles ou non en Haïti ? Est-il déjà arrivé aux Etats-Unis que des élections n'aient pas lieu à la date prévue pour des raisons fantaisistes parce qu'un chef d'Etat voudrait s'acquiescer du processus électoral ?

Ce qu'il faut voir dans l'intervention de Mme White, c'est une volonté de casser la mobilisation de l'opposition anti-Martelly. Elle veut s'assurer que rien n'arrive au régime qu'elle défend auprès de ses supérieurs hiérarchiques. Pris dans un étau à cause de son entêtement à diriger le pays en fonction de ses pulsions, Michel Martelly se trouve englué dans un ensemble de scandales les uns plus accablants que les autres. Pour en sortir, il a encore droit à l'intervention de l'ambassade américaine pour tenter de sauvegarder son quinquennat qu'il a lui-même fragilisé. En fait, Pamela White marche sur la trace de son prédécesseur, Kenneth Merten qui a dû intervenir pour tenter de faire croire à l'opinion publique nationale et internationale que Michel Martelly n'avait pas la nationalité américaine. Mme White vole donc au secours de M. Martelly, son protégé, à un moment où l'opposition semble déterminée à en découdre avec son régime que le directeur exécutif du RNDH, Pierre Espérance a qualifié récemment de pouvoir délinquant.

Cependant, cette intervention de

Pamela White n'est pas innocente. Elle préfère traiter avec un Martelly très affaibli que d'avoir affaire avec des éléments issus de l'opposition qui pourraient refuser de se soumettre aux injonctions du puissant voisin. La faiblesse de M. Martelly le place donc en position idéale pour la liquidation de ce qui reste encore des ressources minières du pays. Il faut remarquer qu'aucune pression internationale sérieuse ne s'est exercée jusqu'ici sur Michel Martelly pour l'organisation des élections. On le laisse faire comme bon lui semble. La communauté internationale ne s'est pas montrée préoccupée par l'absence de volonté du président d'organiser les élections pour renforcer les institutions. Cette communauté internationale se tait sur les dérives totalitaires du régime qui instrumentalise la justice pour persécuter ses adversaires politiques. Le pouvoir s'entête à arrêter un de ses adversaires, Me André Michel, juste parce que celui-ci est à la base des dénonciations et poursuites judiciaires enclenchées contre la famille présidentielle pour implication présumée dans le détournement des fonds publics. La Communauté internationale joue la carte de spectateur.

L'ambassade américaine qui intervient en faveur de Michel Martelly à chaque fois que l'étau se resserre sur lui, n'a toujours pas dénoncé les menées inquiétantes du pouvoir. Au contraire, les Etats-Unis envisagent de reprendre son aide directement au gouvernement en guise de la faire transiter par les ONG. Une façon de récompenser le régime pour services rendus. Personne n'est dupe. C'est un signal lancé à l'opposition qui veut déboulonner le régime Kaletèt. C'est pourquoi d'ailleurs, l'ambassade américaine ne s'embarasserait pas de supporter les bandits « légaux » même si, au deuxième lundi de janvier 2014, le Sénat de la République était frappé de caducité. Cela pourrait certainement faciliter beaucoup de choses. Sans le parlement, l'exécutif pourrait diriger par décret. Il n'y aurait pas d'obstacle quand il s'agirait de concéder sans contrôle l'exploitation des mines d'or, de cuivre, de bauxite etc. dont disposent les sous-sols haïtiens.

L'enjeu majeur des prochaines élections ne consiste pas seulement à renouveler le personnel politique au niveau sénatorial, municipal et local. Les intérêts économiques de certains secteurs internationaux puissants en constituent la toile de fonds. Ceux qui gagneront les élections devront être souples et prêts à négocier l'exploitation des mines d'or dont regorgent les sous-sols du pays que l'on dit pauvre. Michel Martelly est celui sur qui, ces secteurs comptent le plus en raison de son passé et de la façon dont il est arrivé au pouvoir. Leur leur doit beaucoup de choses. Déjà, de nombreux contrats bidon ont été passés entre le régime en place et certaines firmes pour la prospection, l'étude et l'exploitation de ces ressources précieuses pour le développement du pays. La résolution adoptée le 20 Février 2013 par le Sénat de la République demandant à l'exécutif de sursoir immédiatement à l'exécution de permis d'exploitation déjà signés avec la Somine S. A. le « VCS Mining », ou toute autre entité, a asséné un gros coup à ceux qui se préparaient à liquider les mines d'or du pays. Le Sénat devient donc embarrassant. Il dérange les intérêts des potentats nationaux et internationaux.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer le soutien sans faille des puissances dites amies d'Haïti à Michel Martelly. Ce n'est pas étonnant si les donateurs de leçons démocratiques jouent le double jeu sur la question des sénatoriales partielles haïtiennes. C'est un jeu dangereux qui peut même coûter des vies si on le prend avec légèreté. Les récentes déclarations de Mme White, peuvent être interprétées même comme un blâme pour l'opposition. Aujourd'hui, les dés sont jetés. Les jeux sont clairs. Sans un éveil national, rien ne pourra arrêter le processus lent, mais certain de l'instauration d'une dictature en Haïti avec la complicité d'un secteur puissant de la communauté internationale en vue d'achever le pillage des ressources du pays.

Francklyn B. Geffrard
Centre International d'Etudes et de Réflexion (CIER)

Martelly, comme Ponce Pilate, ignore tout !



Ernest Edouard Laventure, alias Moloskot « J'ai été employé par le président pour faire un travail précis. Je ne comprends pas pourquoi aujourd'hui les choses se passent de cette façon »

Par Mona Péralté

Quelque temps après l'investiture de Martelly, le président n'a jamais caché sa nostalgie du temps de l'arbitraire duvaliériste. Ainsi, sa première sale tâche dictatoriale pour manifester sa violence politique fut de mettre la main au collet du député Arnel Bélizaire, de force, le jeudi 27 Octobre 2011, à l'aéroport international Toussaint Louverture de Port-au-Prince, alors que le parlementaire revenait d'un voyage officiel en France pour le Parlement, muni d'un passeport diplomatique. L'arrestation fut faite sur ordre du commissaire du gouvernement de Port-au-Prince, Félix Léger, exécutée par les agents de la Police Nationale d'Haïti, et les soldats des forces d'occupation de l'ONU, la MINUSTAH. Ce sont des agents de la PNH qui ont effectivement procédé à l'arrestation du député à sa descente de l'avion, et l'ont conduit au Pénitencier national, où il a passé une nuit.

De retour au pays, après qu'il s'est fait opérer à l'épaule, le président Martelly a soutenu devant la presse à l'aéroport peu de temps après l'atterrissage de son avion que « De près comme de loin, la présidence n'a rien à voir avec ce qui s'est passé sur l'arrestation du député Bélizaire » Une réaction qui a étonné plus d'un. Quand un président ment aussi ouvertement à la république, n'est ce pas une menace pour la société ?

Continuant sur sa lancée de mentir effrontément, Martelly nie toute implication de son fils Olivier dans le gang de Clifford Brant qui trafiquait le kidnapping dans le pays.

Tout récemment dans un autre scandale de corruption, Martelly a récidivé. Il s'agit de l'affaire du journaliste Ernest Edouard Laventure, alias Moloskot. Dans une interview accordée à la radio privée Signal FM, il a ignoré complètement qu'il a embauché le journaliste Ernest Edouard Laventure (Moloskot) dans aucune institution publique. « Je connais Moloskot très bien. Nous nous sommes déjà rencontrés en Haïti ou à Miami où nous avions l'habitude de participer à des activités ensemble. Il est habitué à m'interviewer, mais, je ne connais pas cette histoire de carte. Que la justice fasse son travail. »

Et au journaliste pour sa part de revendiquer « J'ai été employé par le président pour faire un travail précis. Je ne comprends pas pourquoi aujourd'hui les choses se passent de cette façon »

La seule chose pour laquelle le président n'a jamais menti, c'est l'usage de la drogue, dont il ne s'est à aucun moment caché, reconnaissant qu'il avait fait de la cocaïne et même volé pour trouver de l'argent à s'en procurer.

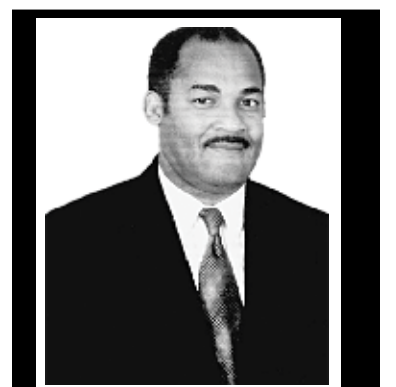
En ce sens, qui pourrait croire Martelly qui a nié sa présence à cette fameuse réunion qui aurait eu lieu le

jeudi 11 juillet dernier au cabinet de Me Gary Lissade, alors que le jour suivant soit le vendredi soir 12 juillet, déjà la presse relatait qu'un juge d'instruction subissait des pressions de la part du président Martelly et du Premier ministre Lamothe dans le cadre d'une action pour corruption contre sa femme Sophia et son fils Olivier.

Cependant, Martelly a non seulement nié avoir exercé des pressions sur le juge d'instruction Jean Serge Joseph mais également avoir participé à une réunion avec lui. « Je n'ai jamais rencontré ce juge, même si c'est nous qui l'avions nommé. Je ne crois pas que c'est moi qui devrais prouver que je n'étais pas à la réunion, mais à eux de prouver que j'étais là. Je n'étais pas à la réunion, je ne sais pas où elle a été faite, et même si l'y en avait une », jura le Ponce Pilate.

Soulignons que toutes ces déclarations ont eu lieu après le décès du juge le samedi 13 juillet, soit deux jours après la réunion. Son cadavre a été rapatrié à Montréal le 22 juillet dernier, où une autopsie a été pratiquée.

Cependant, l'enterrement du juge Serge Joseph n'a pas eu lieu comme annoncé le dimanche dernier au Canada, bien qu'il ait été exposé le vendredi 2 Août, à la maison funéraire « La Renaissance », faute de la présence de l'épouse du juge Mme Rachel Acélat Joseph à qui le Canada n'avait pas octroyé un visa d'entrée. Mais, il semblerait que tout soit rentré dans l'ordre, et que le visa a été délivré à Mme Joseph de sorte que les funérailles aient lieu très probablement ce vendredi 9 août 2013 à Montréal. Jusques qu'à quand Martelly finira-t-il de mentir et de nier tous les actes malhonnêtes qu'il a posés ?



Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la
Communauté Haïtienne
à New York

C'est le premier pas qui coûte

Par Fanfan la Tulipe

L'âge est venu d'apprendre à lire. Voici bébé devenu grand. C'était la rengaine à l'époque où nous étions encore des bambins. Pour un certain Joseph Michel Martelly, en 2010, l'âge était venu pour lui de se constituer l'homme de paille, l'homme de main de Washington. On ne sait par quelles maudites filières il a pu bénéficier de la grâce des Clinton. Toujours est-il que le consommateur de crack a réalisé qu'il fallait quitter non pas papa, maman, mais bien ses excentricités grouilladesques et carnavalesques. Puis, résigné, il s'est mis en route pour servir de paillason à Bill et Hillary Clinton, car c'est le premier pas qui coûte.

Le 30 janvier 2011 a été une date *madichon* pour le peuple haïtien lorsque la peste Hillary, la «peste blanche» est accourue en toute urgence à Port-au-Prince, avec comme mission de «doyer» les cartes électorales, menacer d'annuler les visas américains de plusieurs responsables gouvernementaux et de membres du CEP, terroriser Jude Célestin, mystifier Mme Mirlande Manigat *nan gou Jezi*, chloroformer Préval abasourdi, éviter la presse haïtienne, finalement sommer Gayot Dorsainville d'accoucher au forceps de la magouille son seul garçon âgé de 50 ans, imposant ainsi à la nation un *pichon* nommé Michael Clinton Martelly tenu sur les fonts baptismaux par son parrain, le pichonnard Edmond Mulet. Pour Mme Clinton, la marraine, c'était le premier pas qui coûte. Elle s'est avancée hardiment et allègrement, cuipant tout protocole, toute éthique, tout décorum, tout respect de la souveraineté d'Haïti.

Cette cuipade fit librement son chemin dans l'esprit dépravé du fil-leul qui, comme terre sèche, attendait la pluie d'une opportunité. Cette chance lui fut donnée, le mercredi 9 mars 2011, lors d'un débat *grann siwèl* avec Mme Manigat. Martelly le malandrin proféra alors des menaces à l'éditeur et journaliste de l'agence en ligne AlterPresse, Gotson Pierre. Ce dernier eut le malheur d'interroger le mufler sur ses capacités de gestion en référence à un dossier d'intérêt public concernant ses dettes envers les banques américaines et son aptitude à assumer ses responsabilités. L'animal banda et s'exhiba en hurlant: «*Kite l'vint... Se voye yo voye l: m ap tann li*». C'était le premier pas de Martelly dans ses démêlés avec la presse, le premier pas qui coûte.

Lors, on n'entendit point Lucien Jura dénoncer de sa voix sirupeuse et aristocratique cette dérive pré-présidentielle. Il se tut, sachant qu'il lui avait déjà été promis, sans doute, son poste actuel de porte-parole de la présidence dont, en passant, on ne sait quel gras salaire est attribué à cette semi-sinécure. Vers la fin du mois de juillet 2011, Martelly fit un autre pas dans la mauvaise direction, provoquant une nouvelle et sérieuse controverse, lorsqu'il appela de ses vœux le bannissement du discours politique critique tout en exprimant de manière à peine voilée son intolérance vis-à-vis des médias dont il n'a cure du soutien et dont il peut «aisément s'en passer». Sans crier gare, le *ti frekan* leur a lancé, condescendant et méprisant: «vous qui avez déjà échoué, qui exploitez la misère, les faiblesses d'Haïti, taisez-vous».

Au début de février 2012, Martelly fit une sortie assez intempestive contre les médias peu avant son départ pour le Venezuela, manifestant intolérance, irrespect frôlant

même l'indécence contre la presse. Dans un premier temps, le malotru a refusé délibérément de répondre à une question de Eddy Jackson Alexis, journaliste de radio Kiskeya, relative à sa nationalité tout en prenant soin d'épingler le média pour lequel Alexis travaille. Ce n'était que le «troquet». La «charge» devait suivre.

Dans un second temps, le président Michel Joseph Martelly, en réaction à la question d'un journaliste de la radio Mélodie FM sur les incidents survenus en la résidence du Premier ministre Garry Conille dans la soirée du mercredi 1^{er} Février, s'est érigé en donneur de leçons. Son esprit tordu voulait plutôt entendre des questions orientées en fonction de ce qui l'intéressait. Le confrère faillit tomber d'émotion lorsque sans s'y attendre, sans que personne s'y attendît, il se fit *tuiper* par l'énergumène comme l'aurait fait une *machann piskèt* à la Croix des Bossales. Une bossalitude dont les ondes de choc secouent encore les assises de Mélodie FM.

La goutte d'eau qui fit renverser le vase à vulgarités de Martelly survint le 3 octobre 2012 lorsqu'un journaliste de Scoop FM osa demander au président, de façon répétée, une question relative à l'entrée en fonction du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire (CSPJ). Le journaliste fit remarquer à Martelly qu'il l'avait ignoré alors qu'une étrangère avait reçu une réponse, en anglais du reste, pour la même question. Fonçant tête baissée, le mors aux dents, le rustre Sweet Micky débita des insultes d'une extrême trivialité en menaçant d'entrer dans le saint des saints anatomique de la mère du journaliste de Scoop FM: «Attention, si vous persistez, je vous dirai...votre mère». Une koulanguiettade qui fit trembler plus d'un des kilomètres à la ronde. Une bobôtede passée dans les annales journalistiques du pays.

Après avoir cloué le bec aux membres de la presse et croyant les avoir intimidés, le pauvre mec entreprit un autre premier pas qui coûte, cette fois-ci en direction du parlement. Durant une koulanguiettante et tumultueuse rencontre avec une cinquantaine de députés au palais national, en présence de l'ex-Premier ministre Conille, le malotru Martelly s'en prit au député Arnel Bélizaire qui avait osé lui tenir tête. La séance dégénéra en salves d'obscénités, de koulanguietteries, de bobôteries, de mesquineries, d'accusations massives réciproques et de menaces de mort. Les députés partis, on dut laver les murs et les parquets à l'eau de Javel. Et le goujat, lui, se réfugia dans l'ingestion de poudre blanche pour calmer ses nerfs, son sang, et laisser se reposer sa langue encore lourde de vulgarités. Ce premier pas qui coûte fit couler beaucoup d'encre et de salive, mais Bébé Micky au moins savait sa leçon.

Environ trois semaines plus tard, le pulsionnel, vindicatif et orgueilleux Martelly donnait l'ordre d'arrêter Bélizaire qui revenait d'un voyage en France pour le parlement haïtien. Malgré ses immunités parlementaires, Bélizaire, muni d'un passeport diplomatique, fut appréhendé à sa descente de l'avion par des policiers exécutant un ordre de Me Félix Léger, chef a.i du parquet de Port-au-Prince, et conduit au Pénitencier national, où il passa une nuit. Malgré les rodomontades, fanfaronnades, gasconnades, bravades, de la chambre des députés, les culs de pintade se laissèrent masser par les billets verts à l'effigie de Washington, et l'affaire finit en queue de poisson.



Avant même la confirmation officielle de son élection, le président «élu» Michel Martelly était en visite à Washington pour trois jours. On le voit ici durant une conférence de presse à Washington en compagnie de la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton, le mercredi 20 avril 2011, les deux savourant secrètement leur sale coup de vakabon fait au peuple haïtien (Photo: PC/Alex Brandon Radio Canada et AFP)



Le président Michel Martelly brandissant ses huit passeports haïtiens. Le mensonge en action.

Bébé Micky se sentit alors en position de force pour amorcer un nouveau premier pas qui coûte, celui du mensonge et de la négation de faits avérés ou hautement suspects de véracité.

De retour au pays le jeudi 3 novembre, après un voyage médical aux Etats Unis d'Amérique, Martelly lors d'un point de presse aborda plusieurs thèmes dominant l'actualité notamment le dossier du député Arnel Bélizaire. Un gros mensonge lui est alors tombé de la bouche, lorsqu'il a prétendu que, dans l'arrestation du député de Delmas-Tabarre, il n'était impliqué «ni de près, ni de loin». Or une commission de parlementaires avait bien établi la responsabilité directe de Martelly dans l'affaire. Depuis, c'est la présidentialisation du mensonge éhonté drapé dans les plis de scandale après scandale.

Le parlement, l'opposition ou bien le citoyen lambda s'intéressent-ils à la vraie citoyenneté du président? Vite une octogonale menterie vient faire l'affaire: huit passeports *santi bon* aux pages vierges d'écriture, fabriqués bride sur le cou par le «laboratoire» et dont l'un montre de façon inattendue une page en plus vinrent «prouver» que le président est bel et bien haïtien, bardé de ses passeports haïtiens. Qui pis est, «l'authenticité» de la manœuvre fut «confirmée» dans toute son octogonalité et audacité par l'ambassadeur *meriken* qui, sans scrupule aucun, délivra en public, à la face du monde éberlué, oralement, un certificat de non-citoyenneté américaine et de citoyenneté haïtienne à Martelly, en présence d'un parterre de nigauds, de dadais, de gros bêtas et de grosses bêtasses, de petits cons et de gros couillons fascinés par l'interven-

tion du Blanc.

Manifestement, le mensonge tel que théâtralisé par Martelly s'est révélé contagieux puisque l'ambassadeur américain a été contaminé, la MINUSTAH également, elle qui a nié au même titre que Martelly l'implication onusienne dans l'introduction du choléra en Haïti par le contingent népalais. Le mensonge en lettres majuscules. Ainsi, il advint que le jeune mafieux d'un gang jacmélien, Sherlson Sanon, dénonça avec un luxe de précisions des actes criminels graves imputables à deux proches de Martelly, son conseiller Joseph Lambert et le sénateur Edo Zenny. Les deux compères, menteurs invétérés, nièrent tout bonnement.

Martelly a menti quand il a nié ne rien savoir des pots-de-vin reçus du sénateur mafieux dominicain Félix Bautista, accusations basées sur des preuves présentées par la journaliste dominicaine Nuria Piera lors d'un programme télévisé. De façon bizarre, Piera n'a pas été poursuivie pour diffamation ou pour atteinte à «l'intégrité» du premier menteur de la nation. Tout récemment, sur les ondes de Signal FM, Martelly a menti en déclarant avoir nommé le juge Jean Serge Joseph, alors que la nomination a été le fait de Paul Denis, alors ministre de la justice qui avait recommandé Joseph au président René Préval.

La pratique du mensonge est contagieuse dans la sphère martellyste. On en veut pour preuve le gros papa mensonge de Lamothe qui avait promis l'électricité 24 sur 24 en juillet. Or, on est en août...Comment passer sous silence la cascade de mensonges venus du président, du Premier ministre, du doyen du tribu-

nal de première instance, du ministre de la Justice qui tous ont nié n'avoir pas été présents au cabinet de Me Lissade pour rencontrer le juge Jean Michel Joseph et le forcer à laisser tomber un dossier brûlant concernant la première dame et fiston Olivier. Ils ont tous menti, y compris Lissade, alors que *se vre: yo te la*.

Après avoir fait le premier pas qui coûte pour intimider la presse, vassaliser le parlement, ériger le mensonge comme moyen de communication avec la population, Martelly allait tenter un autre premier pas qui coûte, celui de nommer des juges d'instruction, valets inconditionnels du pouvoir pour servir aveuglément la présidence. En effet, un premier pas a été fait dans ce sens avec la nomination du juge d'instruction Paul Feraud Jude, au passé décidément sulfureux, qui a signé une ordonnance de main levée d'écrou en faveur de Calixte Valentin, un très proche collaborateur de Martelly et de son épouse, accusé d'avoir tué, délibérément, en avril 2012, le commerçant Octanol Dérisaint dans la foulée d'une vive altercation qui avait opposé les deux hommes à la frontière haïtiano-dominicaine. Après six mois de détention, et sans jugement aucun, Valentin bénéficiait le mercredi 7 novembre d'une main levée d'écrou. Il est libre, avec un crime sur la conscience.

C'est maintenant *jwèt lage*. Patrick Maitre, le chauffeur du président Michel Martelly, écroué au pénitencier national dans le cadre du fameux dossier Moloskot a été entendu le 28 juillet dernier par le juge Lamarre Bélizaire. Ce dernier a décidé de le libérer... provisoirement (Le Matin, 23 juillet 2013). Oui, provisoirement. Ha! Ha! Ha! Dire que Bélizaire ne remplissait même pas les conditions requises quand il a été nommé à son poste par le très controversé Conseil supérieur du pouvoir judiciaire (CSPJ).

Dans son édition du 3 août 2013, le journal Le Matin rapporte que «La cour d'appel de Port-au-Prince vient de rendre un arrêt ordonnant la libération de 6 policiers accusés d'implication dans l'affaire Brandt». Ces policiers, dont Marc Arthur Phébé du Cat Team du président Martelly, sont accusés d'enlèvement, de séquestration de personne contre rançon, d'association de malfaiteurs, de blanchiment des avoirs et de détention illégale d'armes à feu, entre autres chefs d'accusation.

Or selon Pierre Espérance du RNDDH, l'incarcération de ces inculpés a permis une diminution des activités criminelles dont le kidnapping. Que penser du commissaire du gouvernement de Port-au-Prince, Me Lucmane Dellile, une créature et valet de Martelly, lorsqu'il déclare de façon inattendue: «Je suis touché par cette décision de la cour d'appel. Je ne signerai pas l'exequatur. On va aller en cassation»? Une telle réaction nous laisse perplexe. S'agit-il de théâtre, de jeux de coulisse, ou d'un sursaut de conscience de Dellile? Bien malin est celui qui pourrait répondre à cette question. On ne peut le savoir d'autant que le mensonge, comme disait feu Daniel Fignolé, est «dans leur chemise».

À quand la libération de Brandt suite à une main levée d'écrou émanant d'un Paul Feraud Jude ou d'un de ses pareils? On doit certainement s'attendre à un autre premier pas qui coûte de la part de Martelly... Une grâce présidentielle pour le jeune criminel Clifford Brandt? Ce serait le dernier coup qui tuerait le coucou de la décence politique, captif depuis trop longtemps dans la cage à mauvais coups de Martelly.

Bravo pou vot lwa sou Akademi Kreyòl Ayisyen an nan Palman an!

Palman Ayisyen an Konfime Vot Lalwa Sou Akademi Kreyòl Ayisyen : Valorisasyon Nan Direksyon Yon Chanjman Epistèmik An Ayiti

Avèk vot de chanm Palman Ayisyen An jounen 1e ak 2 jiyè 2013 ki sot pase yo kont objeksyon Martelly pou tablisman lalwa sou Akademi Kreyòl Ayisyen an, yon travay ki posib gras ak kouraj depite ak senatè yo e gras ak travay san lachepriz Komite Pou Tabli Akademi Kreyòl Ayisyen an, lang kreyòl ayisyen an antre nan yon faz pratik e itilizatris kote sa m rele yon chanjman epistèmik ap lanman e asireman pran pye. Premye vot lwa a an desanm 2012, ki gen tit ofisyèl « Lwa Pou Kreyasyon Akademi Kreyòl Ayisyen An », ansanm ak konfimasyon dezyèm vot Palman an, ki enfimize objeksyon Martelly yo, se yon aksyon pozitif. Objeksyon Martelly yo pa etonan lè n mete yo nan kontèks desizyon li pran pou se lang franse ki sèvi nan CARICOM. Vot la reyisi kont yon opozisyon anti-kreyòl kay Martelly ak anpil lòt an Ayiti e ki sanble li motive plis nan refleks frankolonyal ke konviksyon. An n espere Martelly pap kontinye ap jwe yon wòl obstriksyonis kont yon pwòje nasyonal ki gen enplikasyon ak konsekans e benefis estratejik si enpòtan pou alafwa yon nouvo naratif sou Ayiti ak yon pwòje devlopman kalitatif.

Lalwa a gen 17 konsiderasyon jistikatif ki ale sou afimasyon dwa konstitisyonèl pou kreye e fonde an Ayiti yon Akademi Kreyòl Ayisyen, ak modalite pratik pou li akonpli misyon li. Lalwa a te orijinalman prezante e parene ak Senatè Jean William JEANTY, Westner POLYCARPE, Jean Maxime ROUMER, Francois Lucas SAINVIL, Simon Dieuseul DESRAS, Jean Baptiste BIEN AIME, Riche ANDRIS, Joseph Joel JOHN, Pierre Franky EXIUS. Kò Lejislatif la vote lalwa sa a avèk yon majorite nan tou de chanm yo.

An n site kèlke grenn nan konsiderasyon yo : « Lè nou konsidere reyalyite lengwistik Ayiti kote tout popilasyon an pale kreyòl, konprann kreyòl epi viv tout lavi li an kreyòl ; »

« Lè nou konsidere dwa popilasyon an genyen pou li viv nan lang li san rezèv kit se nan pale kit se nan ekri ; »

« (...) Lè nou konsidere pwoblèm edikasyon an Ayiti se yon baryè pou popilasyon ayisyen an fè devlopman politik, ekonomik, sosyal peyi a ... »

Lwa a site wòl prensipal jwe pa Komite Inisyativ pou mete Akademi Ayisyen an kanpe (konnen tou sou son Komite Pou Tabli Akademi Kreyòl Ayisyen an), nan kreyasyon lalwa a, li raple pwewogatif konstitisyonèl desizyon an : « Lwa sa a kreye «Akademi Kreyòl Ayisyen» an jan Konstitisyon 1987 amande a mande 1 nan atik 213 ak 214-1. »

Atik 2, 3 yo endike : « Syèj ofisyèl Akademi Kreyòl Ayisyen an nan Pòtoprens. Konsèy Akademisyen yo ka deside transfere li nenpòt kote sou teritwa nasyonal la si sa nesese. »

« Akademi Kreyòl Ayisyen an se yon enstitisyon Leta. Li endepandan e li kouvri tout peyi a. Li gen karaktè administratif, kiltirèl ak syantifik. »

Premye pwen nan Chapit 1 Chat enstitisyon an gen awè ak estrikti administratif li : « Akademi Kreyòl Ayisyen an ap fonksyone ak kat (4) ògàn : a) Yon Konsèy Akademisyen ; b) Yon Konsèy Administrasyon ; c) Yon Konsèy Konsiltatif ; d) Yon Sekretarya Egzekitif. » (Atik 13)

Plizyè lòt seksyon ak souseksyon endike wòl respektif chak ògàn yo. Premye seksyon an souliye misyon ak travay Konsèy Akademisyen an : « Konsèy Akademisyen an se pi gwo otorite Akademi Kreyòl Ayisyen an. Se li ki dwe bay oryantasyon pou Akademi an fonksyone kòmsadwa » (Atik 14).

« Konsèy Akademisyen an gen pou li : a) Defini politik jeneral Akademi an ; b) Fè eleksyon pou chwazi manm Konsèy Administrasyon yo ; c) Pran desizyon kraze Konsèy Administrasyon an si sa ta nesese apre dizon 2/3 nan Konsèy Akademisyen an ; d) Konvoke Konsèy Administrasyon an pou mande li rann kont sou travay li ap fè. » (Atik 14, 15)

Souseksyon 1.2 ki vin apre a, titre « Kondisyon, kantite, reprezantasyon ak manda Akademisyen an », bay plis detay sou kesyon ki nan bouch tout moun : Ki sa yon Akademisyen ? Ki wòl li jwe ? Atik 19 lan reponn li : « “Akademisyen” se yon tit onorifik. Moun ki gen tit “Akademisyen” p ap travay pou lajan, li pa gen salè, jan atik 214 Konstitisyon 1987 amande a mande li. » Atik 20 an etale kondisyon kalifikatif elemantè yo : « Pou yon moun vin gen tit Akademisyen ... li dwe : a) Ayisyen, fi kou gason ; b) gen 40 lane pou pi piti ; c) ap jwi dwa sivil ak politik li, epi li pa gen pwoblèm ak lajistis ; d) moun ki travay, ki fè rechèch nan lang kreyòl la osnon sou lang kreyòl la ; ki pwodui an kreyòl osnon sou lang kreyòl bon jan travay ki gen bon jan valè pou avansman ak devlopman lang kreyòl la ; moun sòsyete a deja rekonèt zèv li ap fè pwomosyon pou avansman lang kreyòl la. » Atik 21 an endike : « Kantite Akademisyen yo nan Akademi Kreyòl Ayisyen an se 33 pou pi piti, 55 pou pi plis. » Atik 22 : « Akademisyen yo ap soti toupatou nan peyi a nan tout domèn. Se enstitisyon ki ap travay sou lang kreyòl la k ap pwopoze moun sa yo. »

Sou kesyon ki reprezantasyon ak kalifikasyon moun ki deyè vot lalwa e ki pral dirije li, Atik 23 a klarifye ke se : « Enstitisyon ki fòme “Komite Inisyativ pou mete Akademi Kreyòl Ayisyen an kanpe” ak enstitisyon ki te aktif

nan oganize Kolèkt oktòb 2011 lan, k ap gen pou chwazi premye manm yo nan lis yo va resevwa. Enstitisyon sa yo se : Inivèsite Leta d Ayiti ; Ministè Levasyon Nasyonal ak fòmasyon Pwofesyonèl ; Ministè Kilti ; Fakilte Lengwistik Aplike (FLA) ; Jounal Bon Nouvèl ; Konfederasyon Nasyonal Vodouyizan Ayisyen ; Sosyete Animasyon ak Kominikasyon Sosyal (SAKS). » Atik 23-1 di se « Konsèy Akademisyen an ki ap genyen pou chwazi lòt manm ki pou rantrè yo ».

Atik 24 la klarifye : « Akademisyen yo kapab soti nan nenpòt sektè, nan nenpòt kote nan peyi a, depi yo respekte kondisyon ki nan atik 20 an. » Kèk pwen enpòtan : « Yon moun Akademisyen pou lavi diran. (...) Yon Akademisyen pèdi tit li lè li pèdi dwa sivil ak politik li, lè li pa respekte prensip etik Akademi an tabl. » (Atik 25)

Se nan dènye atik lwa yo ou jwenn endikasyon ke fondasyon Akademi an, menmsi li se yon enstitisyon « kiltirèl », li ka jwe enflyans konsiderab nan rapò fòs yo avèk lòt pouvwa ak enstitisyon Leta yo : « Chak lane, Akademi Kreyòl Ayisyen an ap fè yon rankont travay ak chak pouvwa yo separeman : youn ak Palman an, youn ak Pouvwa Jidisyè a epi yon lòt ak Pouvwa Egzekitif la sou travay yo fè pandan lane a, pou pataje satisfaksyon ak pwoblèm yo genyen – youn parapo ak lòt – epi pou diskite sou bidjè Akademi an. »

Atik 47 la etale pouvwa fòs Leta Akademi an genyen : « Akademi Kreyòl Ayisyen an gen pou li veye : a) Pou tout fonksyonèl Leta jwenn fòmasyon nan lang kreyòl, nan yon delè 3 lane ; b) Pou tout Iwa yo tradui nan lang kreyòl nan yon delè ki pa depase 3 lane ; c) Pou Palman an vote tout Iwa yo ni an kreyòl ni an franse nan yon delè 6 mwa ; c) Pou Leta pran angajman pou tout anplwaye li yo ak tout administrasyon li yo kapab fonksyone nan lang kreyòl. »

Atik 48 la afime « Lwa sa a anile tout Lwa ak Dispozisyon Lwa, tout Dekre Lwa ak Dispozisyon Dekre Lwa, tout Dekre ak Dispozisyon Dekre ki depaman ak li ». Epi Atik 49 la konkli : « Lwa sa a gen pou pibliye epi pou aplike san pèdi tan sou tout teritwa nasyonal la. Vote nan Sena Repiblik la, jou ki lendi 10 desanm 2012, nan 209èm ane Endepandans lan. » Siyen pa Steven Irvenson BENOIT, Simon Dieuseul DESRAS, Joseph Joel JOHN, Gluck THEOPHILE, Jean Tholbert ALEXIS et Ogiine PIERRE.

Se lwa sa a, ki pase depi ane pase Martelly te bloke a eke toude chanm Palman yo debloke e reyafime jounen 2 jiyè 2013 la.

Atik la poko fini gen rès toujou Tontongi (28 jiyè 2013) Revi Tanbou

Bandi legal yo piye kay Madan Manics St Vilca nan Senlwidisid



Jean Richard ak Madan Manics St Vilca

Samdi 29 Jiyè a ki sot pase a, li te Sanviwon 9 vè diswa nan komin Senlwidisid ki chita nan awondisman Aken nan Depatman Sid la, kèk bandi legal ki nan kò Polis la te fè yon desandelye lakay Madan Manics St Vilca sou pretèks yo t ap chache yon bato ki te echwe sou plaj la.

Se anndan lakay yon moun bandi legal yo vin chache yon bato, men ki kalte koze sa a e ki sa bato sa a te pote? Madan St Vilca te deklare bay jounalis Ayiti Libète yo se pa premye fwa l ap resevwa menas sa yo, men fwa sa a vyolans atoufè sanfwaniwa yo te twòp pou li.

Bandi legal yo te debake san manda avèk Jij Agousto ki se frè Depite Ghandy. Jij la te prezante ak yon bout kanson abako ble sou li ak yon sandal nan pye l. Bandi Legal yo bat tout moun yo te jwenn nan kay la, kraze-brize chèz, Tab, frijide ak yon amwa ki te nan kay la epi yo kraze tout aparèy disko ki te sou plaj la, epi yo pote ale swasant mil dola Ayisyen (60.000) ak 2 Dèlko, yon Laptop ak plizyè sistèm sonorizasyon moun yo konn sèvi pou yo degaje yo mete mizik pou anime plaj la.

Madan St Vilca kontinye pou l di nou: li pa dwe leta yon goud paske chak mwa li toujou peye yo. Li gen plis pase 40 moun k ap travay avè l epi li gen yon chanmfwad kote li konsève pwason ak lòt bèt lanmè, bandi legal



Yon amwa bandi legal yo dechèpiye pran tout sa ki te ladann

ak jij la pote pi fò pwason yo, woma ak yon malèt ki te gen anpil bijou ak rad enpòtan moun yo.

Madan St Vilca mande jistis ak reparasyon pou zak kriminel bandi legal ansanm ak jij Agousto vin fè lakay li. Selon sa l di nou: gen anpil moun nan katye a ki pran kalòt ak kout pye mennjan ak Jean Richard ki viktim. Tout tèt li kase ak figi l dechire ak kout zam, Operasyon malonèt sa a te fini jiska 2 zè nan maten.

Daniel Tercier / Wendel Polynice

1915-2013: 98 lane dominasyon ak eksplwatasyon Meriken sou peyi Ayiti

Apèl pou patriyòt yo, pwogresis yo, demokrat yo ak militan, militant yo

Sitiyasyon dominasyon, piyaj, eksplwatasyon, imilyasyon ak diskriminasyon yon pèp ap sibi anba yon pisans etranje toujou genyen orijin li nan fason Leta lakay li trete popilasyon an, nan relasyon klas dominant peyi a devlope ak mas popilè yo, nan rapò majorite dirijan, dirijant politik yo genyen ak peyi yo. Si anndan lakay pa vann moun deyò pap ka achte w! Nan lavi yon pèp chak peryòd endiyite genyen yon kòmansman men li dwe tire tout leson ki gen ladan yo pou rive mete yon fen nan sa.

28 jiyè sa a ap fè 98 lane depi peyi Ayiti anba lokipasyon meriken. Nan lane 1934 okipasyon fizik militè a ak merin yo fini, men okipasyon politik, ekonomik, sosyal ak kiltirèl la te kontinye pi red. Kontwòl dirèk finans peyi a te kontinye jis 1947. Nan 2 lane ankò okipasyon sa a ap genyen 100 lane. 19 ane okipasyon fizik militè a te deja twòp! 100 lane okipasyon ak rimòt kontwòl la setwòp atò!

Premye entèvansyon meriken nan lane 1915, te fèt nan yon bi byen klè: wete Ayiti anba lobedyans Lafrans

pou foute l anba grif pa l. Pwosesis sa a pral fèt etap pa etap. Meriken kòmmanse pa pran kontwòl finans peyi a, nan pran rezèv lò nou te genyen nan Bank Nasyonal veye lakay li. Nan chanje konstitisyon an pou pèmèt militasyon lakay li akapare bon tè nan peyi a. Nan fèmen tout pò pwovens yo pou santralize kòmès la sou Pòtoprens epi reyorante l an direksyon Etazini. Nan mete politisyen souflantchou sou pouvwa a epi pran kontwòl administrasyon piblik la pou pran direksyon politik peyi a.

Pou rive tabl dominasyon l sou peyi a, meriken mare sosis li ak plizyè zèl nan boujwazi a, espesyalman oligachi bodmè a, grandon yo, notab nan vil yo epi kèk sektè nan boujwazi arab ki nan peyi a. Meriken te masakre plis pase 20 mil peyizans Kako ki t ap reziste kont lokipasyon an avèk Chalmay Peral epi Benwa Batrivil nan tèt yo. Li dezame tout peyizanti an epi li mete yon lame kraze zèl sou peyi yo. Lè patriyòt ak demokrat ayisyen mete ansanm ak popilasyon an pou rele chalbare deyè l, meriken wete lame merin li yo nan peyi a an 1934. Men li te gen tan fè mizanplas tout aparèy mekanis pou okipasyon politik, ekonomik, sosyal ak kiltirèl peyi a kontinye.

Pandan 52 lane sou okipasyon ak rimòt kontwòl meriken, soti 1934 rive 1986, piyaj, divizyon ak diktati nan peyi a pral pran yon vitès siperyè. Militasyon meriken pral atake tout lòt peyi a pou dechèpiye bwa gayak ak tout lòt bwa ki gen valè pou veye lakay yo. Atravè yon seri pwòje agwo biznis ki nan enterè enperyalis meriken sèlman tankou Mac Donald ki te kòmmanse depi anvan, Plantasyon Dauphin, Standard Fruit, SHADA, elatriye. SHADA pou kont li koupe pase

yon milyon 200 mil pye bwa e li mete deyò sou tè yo plis pase 250 mil peyizans. HASCO akapare plis pase 30 mil kawo tè e li deposede pi fò peyizans nan plèn Kildesak ak plèn Leyogàn. Lè piyaj forè yo ak tè kiltivab yo rive nan bout, militasyon yo antre nan min boksit pou fè aliminyòm ak Reynolds nan Miragwàn epi lò ak kwiv nan Gonayiv ak SEDREN.

Piyaj peyi a fèt tou nan vòlè fòs kouraj travayè ayisyen, dabò sou gran plantasyon militasyon yo isit ak nan veye travayè yo nan lesklavaj Kiba. Lè li te anba dominasyon yo, ak Dominikani. Answit nan ankourajeyo pati kòm “boat people” pou al bourike nan plantasyon fwi lakay li an Florid oubyen kòm “boeing people” pou al nan faktori nan Nouyòk, Nwou Jèze, Monreyal, elatriye. Apre nan fè travayè yo bourike pou granmesi nan faktori meriken nan Pòtoprens. Pou rive fè piyaj san wont sa a, Meriken anvlimen prejije koulè ant nwa ak milat, li òganize plizyè kanpay rejete e li anvayi peyi a ak sèk pwotestan pou kraze idantite ak kilti pèp la, li enstale diktati pi fewòs peyi pat janm konnen ak rejim Duvalier yo ki, ak lame kraze zo a epi kò tonton

Suite à la page (16)

Position politique du Mouvement patriotique de l'opposition démocratique (MOPOD) dans la conjoncture

Qu'il nous soit tout d'abord permis de présenter à la famille et aux parents du juge Jean Serge Joseph l'expression de nos sincères condoléances en cette circonstance pénible que la république ne va pas oublier de sitôt. Nos condoléances s'adressent également aux familles et parents des autres victimes de la répression qui s'est abattue sur l'Estère, communauté d'origine du juge, à la suite d'une manifestation de solidarité de la population. Nous saisissons l'occasion pour étendre nos sympathies à la corporation des magistrats et juges de la république ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature qui d'ailleurs s'est empressé de diligenter une enquête autour de la disparition tragique du juge Joseph. Nous présentons aussi nos condoléances aux parents, amis et collègues du policier Duffaut Jacques Jr. de l'USGPN ainsi qu'aux membres de l'institution policière, décédé à l'hôpital Justinien du Cap-haïtien à l'occasion d'un déplacement du Président dans le Nord du pays. Nous adressons également notre profonde gratitude aux représentants et délégués des regroupements et partis politiques suivants : PNDPH, RDNP, KID, PLH, PDCH, PLB, MOCHRENA, MRN, PROP, VEYE YO, Plate-forme Libération, KOMBIT, INITE et Ansanm nou fò. Ce sont ces quinze entités politiques qui ont décidé d'adresser le présent texte de positionnement politique au peuple haïtien tout entier pour lui dire que nous sommes conscients des souffrances et des privations que connaissent actuellement les différents membres de la collectivité nationale.

Nous sommes particulièrement sensible au sort des sans-abris, des victimes de la famine chronique, des sans-travail et des sans-terre, lesquels n'ont pas d'autre choix que d'exposer leur vie pour survivre dans l'indignité la plus totale. C'est pour cela que nous nous faisons le devoir de dénoncer les dérives actuelles de l'administration Martelly-Lamothe et les conséquences déplorables qu'elles engendrent pour le plus grand malheur de la république actuellement sous tutelle étrangère. Nous rappelons pour cela le positionnement du MOPOD suite à la résolution adoptée aux Gonaïves en avril dernier, les manipulations de l'Exécutif pour le contrôle des trois pouvoirs et les grands scandales qui ont jalonné le cheminement de l'administration Martelly-Lamothe, laquelle administration risque d'entraîner la nation sur la pente de la pauvreté chronique et de l'indignité la plus totale.

L'Assemblée du MOPOD tenue au Gonaïves a entériné les résolutions du premier forum au Cap-Haïtien, de celui de l'Archaïe et de Léogane, lesquelles résolutions avaient jeté les bases pour la mise en œuvre d'une stratégie partagée de l'opposition démocratique. En addition à ces résolutions, l'Assemblée des Gonaïves a consacré l'option historique qui pourrait se résumer dans les termes suivants : **élections en 2013 ou démission du Président en exercice.**

Nous constatons malheureusement que les événements politiques qui ont suivi l'Assemblée des Gonaïves ont révélé la mauvaise foi des autorités politiques en place au regard du respect des échéances constitutionnelles pour l'organisation des élections avant la fin de l'année 2013. Ceci a entraîné et entraîne encore un climat de confusion institutionnelle et d'instabilité politique défavorables à toutes les velléités par la susdite administration de sortir le peuple de la misère. Il n'est pas alors étonnant que dans l'opinion publique, le projet politique de l'administration Martelly-Lamothe soit perçu comme une manœuvre destinée à provoquer la caducité du Parlement et d'entamer une révision constitutionnelle pour établir une nouvelle forme de dictature dans le pays.

En vue de parvenir à ces fins,

l'administration Martelly-Lamothe a tenté par tous les moyens de concentrer tous les pouvoirs entre les mains de l'Exécutif. La constitution réalisée de manière expéditive et irrégulière d'un bloc politique à la chambre des députés a montré les limites de cette approche qui fort heureusement est en train de perdre du terrain devant la conscience patriotique des députés concernés.

La nomination en dehors des procédures régulières du Président de la Cour de Cassation a miné les bases institutionnelles du CSPJ étant donné que le nom du juge en question ne figurait pas sur la liste arrêtée par le sénat de la république en plus du fait que l'âge requis pour l'éligibilité du magistrat était dépassé. Il convient aussi d'ajouter que la répression sanglante des manifestations pacifiques et démocratiques à Jérémie, l'Estère et Plaisance du Nord a mis en relief, s'il en était encore besoin, la volonté de l'Exécutif de sombrer dans l'arbitraire et l'illégalité.

À ce stade de l'exposé, il est opportun de rappeler, ne serait-ce que brièvement, les grands scandales qui ont émaillé l'administration Martelly-Lamothe durant ces dernières semaines :

Il s'agit tout d'abord des dénonciations accablantes du citoyen Shelson Sanon à l'encontre de l'un des conseillers spéciaux du Président de la république et d'un sénateur actuellement en fonction réputé comme un des proches du Chef de l'Etat.

Le deuxième scandale qui a défrayé la chronique est la création d'une administration informelle pouvant délivrer des autorisations officielles aux fins de dédouaner toutes sortes de marchandises au profit de certains membres du pouvoir exécutif et de ses acolytes. Ce qui correspond en définitive à une perception parallèle des recettes publiques.

Le troisième scandale et non des moindres est celui provoqué par les obstacles échelonnés par l'exécutif sur la voie qui mène à la distribution d'une saine et impartiale justice. En effet, l'action introduite devant les tribunaux concernant l'accusation portée contre l'épouse du Président et de son fils pour usurpation de titre et détournement de fonds publics a tourné finalement en tragédie. Le juge d'instruction Jean Serge Joseph en charge du dossier, après avoir sollicité de l'Exécutif qu'il autorise la comparution de grands commis de l'Etat à la salle d'audience, a trouvé la mort dans des circonstances non encore élucidées. Somme toute, ce dernier scandale à rebondissement qui a porté l'Exécutif à nier le fait qu'il ait fait pression sur le juge à l'occasion d'une rencontre controversée, a conduit le CSPJ d'une part et le Parlement d'autre part, à lancer trois enquêtes parallèles afin de faire le jour sur cette question.

Il appert de tout ce qui précède que la république s'approche à grand pas de l'effondrement institutionnel. La volonté manifestée par l'exécutif de violer systématiquement la constitution et de déstabiliser toutes les institutions étatiques en les rendant dysfonctionnelles révèle le caractère antidémocratique du projet politique de l'administration Martelly-Lamothe. Compte tenu des dérives multiples perpétrées par l'Exécutif : corruption systématisée, scandales et bruits de scandales qui défraient la chronique depuis son arrivée au pouvoir, le chef de l'Etat a violé systématiquement l'article 136 de la constitution qui lui fait obligation de veiller au bon fonctionnement des institutions républicaines. Etant donné que le chef de l'Etat a ainsi manqué à ses obligations constitutionnelles, il est donc passible de la Haute Cour de Justice. On comprend alors pourquoi la Chambre des députés aurait l'intention de choisir cette voie légale en vue de trouver une issue constitutionnelle à la crise politique. Néanmoins, nous croyons également en la

Martelly lance des flèches contre Mirlande Manigat !

Par Thomas Péralte

Dans tout système démocratique l'opposition s'avère indispensable pour assurer l'alternance de ce système. Face à l'incapacité et l'incompétence du pouvoir à résister sous les dénonciations de certains membres de l'opposition politique, le président acculé, lance à sa manière, à maintes occasions, toutes sortes de flèches à l'endroit des leaders de l'opposition. « Voleurs de terre ! Voleurs de bœufs ! Voleurs de poules ! Ils sont en l'air, nous sommes sur la terre. » Tels sont les propos prononcés contre l'opposition dans diverses déclarations faites tant à la capitale que dans certaines villes de province.

Les flèches sont d'autant plus directes qu'il a parlé d'une femme qui a connu la douleur du coup d'Etat, mitonne un complot contre son pouvoir. Tout le monde sait de qui il parle. « La dame exagère, il n'y a pas lieu d'avoir un coup d'Etat dans un système démocratique », ainsi fulmine le président Martelly contre cette dame. Dans l'histoire politique récente du pays, la femme dont son mari fut victime d'un coup d'Etat militaire du clan de Martelly n'est autre que Mirlande Manigat, la secrétaire générale du parti politique dénommé : Rassemblement des Démocrates Nationaux Progressistes (RDNP). Le parti qui se réclame de la démocratie libérale chrétienne ainsi que sa secrétaire générale n'ont pas pris de temps pour répondre à ces flèches, en rappelant, toutefois la participation de Sweet Micky dans deux coups d'Etat qui ont fait échouer les idéaux du 16 décembre 1990 et le sabotage de la célébration de deux cents ans de l'Indépendance d'Haïti.

Dans une note signée par le secrétaire général adjoint du RDNP, chargé des relations intérieures, le Dr Gérard E. Beaubrun, le parti de Leslie F. Manigat a protesté contre de telles déclarations et il a écrit ce qui suit : « Les membres du conseil exécutif ont suivi avec beaucoup d'attention et d'intérêt les déclarations de M. Martelly à la télévision relatives à un coup d'Etat. Tout dans ses propos traduit qu'il parlait de la secrétaire générale du parti, Mme Mirlande Manigat. Parti vieux de 34 ans, né en terre étrangère, le RDNP n'a jamais prôné et ne prône pas de coup d'Etat. Il n'a jamais été associé ni en 1991 ni en 2004, année du bicentenaire de l'Indépendance à ceux qui faisaient du coup d'Etat la seule réponse aux crises politiques. »

Par surcroît, Mme Manigat, de son côté, dans une adresse à la nation, prévoit qu'un vent mauvais souffle sur l'Etat. En voici la teneur : « Un vent mauvais souffle sur le Pouvoir Exécutif, un des piliers pourtant respectables mais actuellement dévoyé de l'Etat. La nation subit, avec consternation et impuissance, les effets corrosifs de la vulgarité et de l'indécence, la banalisation bambocharde de la chose publique, l'irresponsabilité érigée en méthode de gestion, et elle se demande si les effluves éthyliques ou provenant d'autres substances nocives ne propageraient pas des miasmes susceptibles de s'étendre, pour les corrompre, aux autres institutions de l'Etat. »

Un vent mauvais souffle sur le Pouvoir Exécutif, sinon on ne saurait comprendre pourquoi, en plein débordement « caravacheur », Michel Martelly m'a envoyé ce message ahurissant, sans ambiguïté, quant à ma prétendue intention de préparer un coup d'état contre lui. L'affaire aurait pu provoquer une hilarité générale, mais il s'agit de prendre ces propos insensés au sérieux et les placer sur une échelle d'escalade dont les étapes sont encore inconnues, mais elles sont chargées de virtualités menaçantes.

Cette attaque frontale me vise directement, même s'il n'a pas prononcé mon nom et je me demande pourquoi :



Michel Martelly (Sweet Micky) et Mirlande Manigat (Devan devan nèt) qui étaient en pleine lune de miel pendant les élections truquées et frauduleuses de 2010-2011 sont maintenant à couteau tiré

une dame, ancienne première dame dont le mari a été président et qui a subi un coup d'Etat... On ne saurait être plus clair. Elle vise aussi le parti dont j'ai l'honneur de présider aux destinées comme Secrétaire Générale, mes collaborateurs immédiats ainsi que les dirigeants de partis avec lesquels nous sommes en train de construire une opposition crédible, sérieuse ; car nous représentons l'alternative. Le RDNP a déjà répondu à une telle vilenie. Je remercie les militants de partout, en Haïti et à l'étranger qui m'ont témoigné leur solidarité et leur confiance. J'adresse aussi ma gratitude aux membres des partis solidaires, à la presse, aux institutions de la société civile, aux parlementaires, même aux citoyens proches du pouvoir en place, mais gagnés par l'écoeurement ou animés de la volonté de quitter le navire en perdition sur la pointe des pieds. Enfin, à tous ceux qui ont tenu à s'exprimer publiquement ou en privé pour critiquer vertement cette accusation farfelue mais marquée au coin de la plus évidente iniquité, je dis merci.

En fait, qu'est-ce qui a fait sauter Michel Martelly comme un cabri en furie ? Un coup d'Etat en gestation ? Mais n'avait-il pas déclaré, avec un peu de cabotinage imprudent, qu'il était à l'abri d'une telle mésaventure car il était protégé par les troupes de la Minustah ? Il faut croire que mes amis et moi nous disposerions de moyens militaires et logistiques capables de vaincre les unités onusiennes. C'est le cas de le dire : Soyons sérieux !

Michel Martelly perd le sommeil, semble-t-il car, malgré ses rodomontades, ses programmes qui exploitent la misère populaire sous le prétexte démagogique de l'altérer, il sait bien que le pouvoir qui lui a été octroyé dans des conditions que l'on sait, vacille sur ses bases et qu'il ne contrôle pas ce corps complexe que l'on appelle l'Etat. Mais par arrogance, il en a le sentiment mais pas l'intelligence de concevoir une parade efficace. Car Michel Martelly n'est pas à la place qui convient à son tempérament, à ses habitudes. Aussi, vogue-t-il de bêtise en faute et cette saga n'est pas terminée.

Je ne préside aucune tentative de coup d'Etat, et je me demande où se trouvait Michel Martelly en 1991 et en 2004... Mais je me place résolument contre un régime qui dilapide les fonds publics, ne respecte pas les règles les plus élémentaires de la convenance publique et de la gestion de l'Etat. Michel Martelly fait face à des problèmes naturels ou qu'il suscite lui-même, en pyromane plus qu'en pompier, mais au lieu de s'efforcer de les résoudre, il enfonce le pays dans une course vers l'abîme.

Les élections ? Ben voyons, il n'y a qu'à les réaliser selon la loi de 2008 ! Apparemment aucun de ses super conseillers ne lui a soufflé que cette loi avait été amendée en 2010, qu'elle ne tient pas compte de la Constitution elle-même maladroïtement amendée, comme

par exemple le quota de 30% en faveur des femmes. Mais les Article 231, et 232 servent ses desseins, en fait, un coup d'Etat programmé contre le Parlement, en janvier 2014. Ce qu'il y a d'intéressant avec Martelly, c'est qu'il annonce la couleur et il suffit d'écouter ses élocubrations pour savoir ce qu'il prépare. Il est probablement madré, mais il ne démontre pas d'intelligence politique et on se demande combien de ses collaborateurs, qui n'osent pas le contredire, se rendent compte qu'il les entraîne dans sa chute. C'est le cas de leur dire : réveillez-vous avant qu'il ne soit trop tard...

Peuple Haïtien,

Nous du RDNP, nous n'avons pas peur. Martelly dispose de divers instruments de la Puissance Publique, de certains éléments de l'Administration alors que nous savons que la grogne encore passive gagne plusieurs secteurs.

Je le dis avec calme et sérénité. Moi, je n'ai pas peur. Je sais que la politique telle qu'elle se pratique, réserve des dangers et je sais que n'importe quoi peut m'arriver; de vulgaires tracasseries à des actes contre ma personne ou celle de mes amis. J'ai confiance en la protection divine en tant que chrétienne. Et je crois en la perspicacité de la nation, ce qui ne m'empêche pas d'être vigilante. J'en appelle à mes compatriotes: quel que soit ce qui m'arrive, ne cherchez pas les coupables. Cette attaque est un acte avant-coureur d'autres plus dommageables à venir. Le combat que je mène comporte des risques face à un personnage qui ne respecte rien.

Un vent mauvais souffle sur l'Etat...

Il n'est pas vrai qu'un peuple a le gouvernement qu'il mérite. Le pays a eu la malchance de se voir imposer Michel Martelly. Mais aucun madichon n'est définitif. A nous, patriotes qui travaillons pour l'établissement de l'état de droit, base de la démocratie, de la morale en politique, de l'honnêteté et de l'efficacité dans la gestion des affaires de l'Etat, de faire en sorte que cette parodie de pouvoir s'achève dans les plus brefs délais. Point n'est besoin d'un coup d'Etat : ce pouvoir s'effondrera de lui-même. »

Alors que le président Martelly disait que dans un système démocratique le coup d'Etat n'a pas sa place, il fut l'un des artisans farouches de deux coups d'Etat comme rappelle la note. Il doit savoir également que dans un système démocratique, les élections libres, inclusives, démocratiques et honnêtes doivent avoir lieu à temps et que l'opposition a le droit de mener le combat politique suivant ses stratégies qui lui permettent d'accéder au pouvoir. Le refus catégorique d'organiser des élections et toute tentative d'intimidation de l'opposition sont des violations flagrantes des principes démocratiques et de l'Etat de droit. En conséquence, la violation des normes conduit directement à sa destitution [de Martelly]. C'est dans cette perspective qu'il faut dire: élections ou déchouage à la fin de l'année 2013.

haute conscience politique et citoyenne du peuple haïtien afin d'obtenir par la pression ce qui pourrait être refusé aux députés par contraintes politiques.

Nous du Mouvement patriotique de l'opposition démocratique (MOPOD), renforçons les concertations entamées

depuis le Cap-Haïtien en passant par les rencontres de l'Archaïe, de Léogane et des Gonaïves, en vue de la grande mobilisation citoyenne dont l'objectif est de stopper l'effondrement institutionnel et de rétablir les vraies valeurs morales, démocratiques et républicaines.

Fait à Port-au-Prince, le 24 juillet 2013

Pour le MOPOD, le comité de pilotage : Jean-André Victor (PLH), Evans Beaubrun (RDNP), Turnep Delpé (PNDPH), Serge Jean-Louis (Plate-forme Libération)

Sommes-nous devenus une société amorale ou déviante?

Par Jose Clément

Les temps changent. Le monde évolue. Les idéologies se transforment. Les sociétés sont en pleine mutation et avides de changement. On a comme l'impression qu'Haïti est en dehors de ces transformations sociales, politiques et idéologiques, tant que les vieilles pratiques en cours dans notre société ont la vie dure.

Il est impossible en l'an de grâce 2013 qu'un dirigeant politique ou encore moins un chef d'Etat pense pouvoir diriger en utilisant des pratiques qui rappellent étrangement celles de l'ère duvaliériste consistant à accuser des adversaires politiques de complot contre la sûreté de l'Etat, à dresser l'appareil judiciaire contre d'honorables citoyens qui ne veulent pas qu'on les réduise au silence, à dénoncer un soi-disant coup d'Etat en préparation sans la moindre preuve. Voilà le tableau macabre qui défile sous nos yeux en plein 21^e siècle dans un pays où l'archaïsme et le modernisme se côtoient au quotidien. Les forces répressives haïtiennes sont utilisées contre des citoyens qui crient leur ras-le-bol face à un pouvoir incapable de satisfaire la moindre revendication de la population et qui utilise une machine à propagande bien huilée pour distraire les citoyens.

Le spectacle est honteux et avilissant. Vouloir revenir aux méthodes abjectes et immondes de la dictature des Duvalier consistant à enrôler des citoyens dans une brigade aux fins de réduire au silence tous ceux et toutes celles qui sont critiqués vis-à-vis du régime en place est tout simplement une chimère. Les dirigeants en place ont eu tout simplement une mauvaise lecture de la réalité politique haïtienne s'ils croient pouvoir tenir en coupe réglée la société, à travers leurs menées aux re-lents dictatoriaux. 2013 n'est pas et ne sera jamais 1957 de funeste mémoire. Il est évident que le pouvoir de Michel Martelly n'a aucune base idéologique et encore moins une base sociale. Il est constitué de ramassis d'hommes et de femmes, sans état d'âme, animés d'un puissant désir de faire fortune au plus vite et au détriment d'une majorité qui ne sait à quel saint se vouer.

Et comme elle l'a bien souligné dans sa lettre à la nation en date du 2 Aout 2013, Mme Myrlande Manigat estime et ceci avec raison que «la nation subit, avec consternation et impuissance, les effets corrosifs de la vulgarité et de l'indécence, la banalisa-



La mort suspecte du juge d'Instruction Jean Serge Joseph n'a laissé planer aucun doute sur la volonté réelle d'une équipe qui veut à tout prix faire main basse sur l'appareil d'Etat à son profit propre.

tion bambocharde de la chose publique, l'irresponsabilité érigée en méthode de gestion». Il s'agit en fait d'une réponse aux propos du président Martelly qui l'accuse, sans le nommer, de fomenter un coup d'Etat contre son pouvoir. Il est tout simplement à craindre que les déclarations du chef de l'Etat ne soit pas porteuses d'un message avant-coureur de la dégringolade du pouvoir entraînant dans sa chute des manœuvres et dérives anti-démocratiques.

Bien que Madame Manigat ne soit pas en odeur de sainteté auprès de la population après qu'elle eut infligé une gifle politique à la Nation lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2010 qui a favorisé, de toute façon, l'accession de Martelly à la première Magistrature suprême de l'Etat. Mais comme candidate à ces joutes, Myrlande Manigat était également favorite ; cependant, elle n'a pas su garder sa consistance et sa constance pour réclamer jusqu'au bout l'annulation de ce scrutin pour «fraudes massives et irrégularités graves». Sa percée Louverturienne, comme son époux en 1988 lors des élections controversées organisées par le pouvoir militaire ayant à sa tête Henry Namphy qui l'a favorisée et renversée du pouvoir brutalement, a eu l'effet pervers dont les conséquences ne sont pas à minimiser. On ne doit pas oublier de sitôt que Madame Manigat avait décidé de ne pas siéger comme sénateur de la République en signe de solidarité avec son candidat de mari qui contestait les résultats de l'élection présidentielle de 2006 face à René Préval. Leslie Manigat fou de rage avait

déclaré que le peuple était retourné à son vomi, en référence à la population qui avait porté au pouvoir M. Préval.

La mort suspecte du juge d'Instruction Jean Serge Joseph n'a laissé planer aucun doute sur la volonté réelle d'une équipe qui veut à tout prix faire main basse sur l'appareil d'Etat à son profit propre. Tous les moyens sont bons pour venir à bout de l'adversaire politique. Jean Serge Joseph, fort de son indépendance et de son intégrité, a payé un lourd tribut pour avoir osé défier un système rétrograde et exclusiviste qui a la vie dure, après deux cent neuf ans d'histoire. Jean Serge Joseph, citoyen émérite, enquêtait sur le dossier de la famille du président Martelly qui serait impliquée dans des détournements de fonds publics. Il a connu le même sort que Dessalines sacrifié au Pont-Rouge, à l'entrée Nord de Port-au-Prince, pour avoir pris faits et causes pour les nouveaux libres, au lendemain de la guerre de l'indépendance.

La disparition brutale du juge prouve combien notre société est en pleine déliquescence. Cet homme de loi, ce faisant, revendiquait une justice équitable au profit de la société. Il travaillait pour la société. Pourtant, il n'a pas été compris au point que, même après sa mort, son cadavre est l'objet de souillure de la part d'une frange de la population qui piaffait et vociférait aux sons des décibels, pendant trois jours de «bamboche» initiés par le pouvoir Martelly/Lamothe. La République manque encore de citoyens responsables et conscients pour défendre sa cause.

Cette société devait se tenir debout comme un seul homme pour réclamer justice pour ce citoyen courageux qui voulait imprimer une nouvelle marque à la justice haïtienne trop longtemps sous la dictée d'un Exécutif totalitaire. Toutes les forces vives du pays y compris l'opposition politique - s'il y en a une dans sa composante structurelle - devraient entreprendre des démarches au niveau international pour réclamer la mise sur pied d'une Commission d'enquête pour faire le jour sur ce drame. S'il est avéré que, de près ou de loin, des autorités en place auraient trempé dans la mort du juge Jean Serge Joseph, le Parlement devrait se montrer à la hauteur de la situation dans ce dossier précis.

Les autorités en place jouent leur va-tout en ce moment précis. Les partis et organisations politiques haïtiennes doivent parler un même langage en procédant d'abord à une évaluation de l'environnement politique avant de parler d'élections. Il est clair que les élections sont d'une importance capitale pour renouveler le personnel politique, dans le cadre d'une démocratie balbutiante. Il est clair que les joutes à venir ne vont pas régler tous les maux du pays, surtout si elles ne sont pas organisées dans une ambiance propice. Il faut que des moyens politiques soient mis en place pour faire respecter le vote de la population. La tentation est encore grande en ce qui a trait aux fraudes électorales séculaires auxquelles le pays est habitué.

La montagne peut toujours accoucher d'une souris. Le Conseil Electoral mis sur pied par l'Exécutif est vicié à la base. Le Chef de l'Exécutif a déjà dit son mot en jetant son dévolu sur la loi électorale de 2008 contraire à l'esprit de la «Constitution amendée». Il n'est pas trop enclin à organiser des élections sénatoriales partielles, communales et locales. M. Martelly a donné la preuve par quatre en gardant dans son tiroir, depuis plusieurs semaines, le projet de loi électorale qui doit régir les élections avant la fin de cette année 2013. Les élections à venir, si elles ne sont pas régulées, peuvent enfoncer davantage le pays dans une crise interminable.

Le carnaval des fleurs de la honte !



Le président Michael Michel Martelly a tout fait pour empêcher aux peuples de se souvenir de cet affront révoltant dont ses compatriotes ont souffert des sauvages marines américains.

Par J. Fatal Piard

ces cadavres dont certains hantent son sommeil.

Nous dédions cet article à la mémoire du Juge Jean Serge Joseph, à celle de tous les martyrs de l'occupation américaine ainsi que de ceux et celles écrabouillés sur la route de Delmas au moment où nous écrivions cet article.

28 juillet 1915, 28 juillet 2013, 98 longues années depuis que les bottes de l'occupation ont piétiné les fleurs de notre souveraineté. En effet ce 28 juillet 2013 devrait être le jour de la commémoration de la honte. Cependant le président Michael Michel Martelly a tout fait pour empêcher aux peuples de se souvenir de cet affront révoltant dont ses compatriotes ont souffert des sauvages marines américains.

En outre, du mercredi 24 au mardi 30 juillet ce devrait être une semaine de deuil, en mémoire du juge Jean Serge Joseph décédé comme nous sommes tous au courant. Les circonstances de cette mort qui a défrayé la chronique ne sont un secret pour personne. Le Juge Jean Serge Joseph a payé de sa vie le simple fait d'avoir catégoriquement refusé de prostituer son intégrité. En plus d'un accident cérébral vasculaire non encore établi, il aurait été aussi empoisonné selon ce qu'aura révélé l'autopsie réalisée au Canada [ndlr. dont on attend les résultats officiels].

La ballade populaire dans le nord de l'équipe Martelly Lamothe a occasionné la mort du policier Duffaut Jacques Jr. de l'USGPN ; tout comme la semaine précédente, des habitants de la Commune de l'Esther d'où est originaire le juge Joseph, pour avoir manifesté contre l'assassinat de leur compatriote, trois d'entre eux ont perdu la vie et plusieurs autres blessés par balles, suite à une intervention inopportune de la PNH et de la MINUSTAH. Apparemment gêné, le gouvernement veut tout tenter pour faire oublier tous

Les fleurs de la honte « Yo venere Ronaldo, yo pa konn ti Manno », dénonçait avec raison Sweet Miki célèbre pour ses kyrielles de sornettes. Devenu amnésique à la faveur des privilèges du pouvoir, dix ans plus tard, Michael Joseph Martelly préfère vénérer Diablo pour qui un débours de l'ordre de 50,000 dollars US a été consenti pour une simple visite en Haïti alors qu'il ignorait royalement Don Kato. Ah ! le pouvoir qui peut rendre bête !

Aucun des conseillers de la présidence ne semble savoir si forcer les masses populaires à ne plus honorer la mémoire des victimes de l'occupation américaine est un crime de lèse-patrie. C'est justement dans cet objectif que le carnaval des fleurs de la honte de Martelly/Lamothe a débuté le dimanche 28 juillet.

Pour comble de malheur, la nature a tenté de mettre un frein au cynisme de la présidence. C'est ainsi que dame pluie s'est mêlée de la partie. De toute façon, tout laissait à désirer : la qualité de ce spectacle d'une médiocrité spectaculaire, chiffré à 80,000,000.00 de gourdes ; le recyclage des déguisements de l'année dernière, une mauvaise sonorisation, une mauvaise planification, j'en passe.

Des remarques pertinentes de notre ami Jacques Fortilus ont fait mention des chars musicaux qui n'étaient que des boîtes en fer forgé n'ayant aucune forme de créativité architecturale. Trop de temps mort entre le passage de deux groupes ou de deux chars allégoriques.

Les médias devraient être au courant du plan du parcours. Tout le monde devrait connaître les noms de ceux et celles qui ont conçu les costumes. Seuls les gens déguisés devraient monter sur

Suite à la page (15)

Les législatives et la présidentielle de 2010 ont apporté beaucoup plus de problèmes qu'elles n'en ont résolus pour la simple bonne raison que le pouvoir issu de ces joutes ont ruiné davantage l'espoir démocratique de toute une population. Il est en train de vassaliser toutes les institutions républicaines dans ce pays en passant par les pouvoirs Législatif et Judiciaire pour arriver à la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif. Il a procédé au gaspillage systématique des fonds publics à travers des dépenses qui ne valent pas la peine. C'est un pouvoir à scandales et qui vit foncièrement de scandales. Il ne se passe pas une semaine sans que l'Exécutif haïtien ne soit mêlé, à tort ou à raison, à un quelconque scandale.

Dans ce pêle-mêle politique et la confusion qui y règnent, les «forces morales» dans ce pays n'ont jamais élevé la voix. Sinon, par leur long silence,

elles se font complices d'une situation délétère qui n'a que trop duré. Les responsables d'églises, toutes croyances confondues, ont pour mission de bien veiller sur leur troupeau. Justement, elles sont tout simplement en collusion avec les forces du statu quo dont les intérêts se croisent quelque part. Il faut croire que les églises haïtiennes sont bien étrangères aux principes de la morale. Elles deviennent tout simplement des libertaires.

Tout compte fait, la série de scandales initiée par le pouvoir en place est loin d'être terminée. Ce n'est que le début d'une pièce de théâtre en plusieurs actes et dont le dernier acte serait la chute inéluctable de ce pouvoir contre nature.

**Jose Clément
Centre International d'Etudes et de
Réflexion (CIER)**

Maryland, 5 Aout 2013

Mrs. M. Menard
Certified Natural Health Professional (CNHP)
Holistic/Naturopathic Health Coach

- Kinesiology
- Iridology
- Body Balancing
- Natural Products Available For All Symptoms
- Nutritional Consultant

Increase your ENERGY & WELLNESS.
Your HEALTH is your WEALTH!
Evaluation by appointment only.

917.549.1875
www.mynsp.com/menard

RADIO PA NOU

1685 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226

67 Khz
www.radyopanou.com

Depuis 2002

- Nouvelles
- Analyse
- Publicité

Fondateur: Jude Joseph
Bureau:
(718) 940- 3861

Studio:
(718) 701- 0220 • (718) 856- 8702
(718) 928- 7022 • (718) 462- 0992
(718) 469- 8511

The U.S. Embassy to Martelly's Rescue!

By Francklyn B. Geffard

In every country around the world, elections are an act of national sovereignty. It is how citizens choose their political representatives. In Haiti, elections for municipal and local government posts and for one third of the Senate's seats are about two years late. Although these elections are vital for the renewal of the nation's political leaders and democratic institutions, they do not seem to be a priority for those who hold the reins of political power.

With only 20 senators sitting in its 30 seats, the Haitian Senate works hard to keep a fragile quorum. If two or three senators are traveling, the Senate has great difficulty to keep meeting. But this doesn't seem to concern those responsible for ensuring the smooth running of state institutions.

Section 136 of the 1987 Constitution says that the Haitian President "shall see to the respect for and enforcement of the Constitution and the stability of the institutions. He shall ensure the regular operations of the public authorities and the continuity of the State." Has Haiti's current head of state fulfilled his responsibility with respect to this clause?

Elections are both a requirement of the Constitution and of democracy. It is the Constitution that establishes elections and their frequency. Not respecting elections constitutes a serious violation of the Constitution and a breach of democracy. The Martelly regime, which claims to promote the rule of law, has not made the organizing of elections a priority. However, the regime has made clear its predilection for pleasure, partying, and circuses as it organizes at least two carnivals every six months in a country plagued by extreme poverty. According to the National Coordination for Food Security (CNSA) at least two out of every three Haitians suffer from hunger, not having enough to eat.

Several weeks ago, the Transitional College of the Permanent Electoral Council (CTCEP), the body responsible for organizing the upcoming elections, presented a draft electoral law to the Executive, which must in turn send it to the Parliament for ratification. The President, who has the document in his possession, has still not passed the document on to Parliament. When the opposition pressed him to give the draft as soon as possible to the Parliament for ratification, he replied: "Let those who are in a hurry use the 2008 electoral law to organize the elections." This remark would suggest that the head of state has no responsibility in organizing elections. It is a way for Michel Martelly to say that he is in no hurry and will take his time before facilitating the elections. Some sectors of the opposition already point to this as the source of the blockage of the electoral process. Without an electoral law, the electoral council cannot make the election. The President knows this too.

However, the head of state is already aware of what to expect if the elections are not held this year. In response to his remarks, which many people considered cavalier, Sauveur Pierre Etienne, National Coordinator of the Organization of Struggling People (OPL), said that "there will come a day when Michel Martelly will be squeezed, and at that time it is the opposition that will take its time watching to see how he will get out of it."

Although Martelly still enjoys the support of the U.S. Embassy which always defends him, he must take this warning seriously. Already a sector of the opposition is pressing Michel Martelly to organize elections as soon as possible at the end of this year. The Patriotic Movement of Democratic Opposition (MOPD), which includes several opposition parties, in a Jul. 24 statement gave President Martelly a choice between "elections and resignation." One line in their declaration made in Léogane says that it is "the right of the Haitian people



U.S. Ambassador to Haiti Pamela White (right) intervenes on behalf of President Michel Martelly (left) whenever a political noose is tightening around him.

to sovereignty and peacefully demand the early end of the five year mandate given to any President if he deviates from the rules of the democratic game."

Maybe some will say that we have already heard these kinds of statements but this stance of the opposition seems to have caused panic in the halls of power. In reacting to this statement, Michel Martelly seems to have left his senses. At the end of the so-called Carnival of Flowers (Jul. 28-30), he accused Mirlande Manigat, the leader of the Assembly of Progressive National Democrats (RDNP), of fomenting a plot to overthrow him. Is this a tactic to divert public attention away from a range of scandals surrounding the President and the rest of his government? Maybe Michel Martelly wants to destabilize the opposition which has made a timid effort at concerted action. On several occasions, Michel Martelly has said he is safe from any coups because of MINUSTAH's presence in the country. How can he fear a coup while his protectors are still in Haiti? This logic is completely inconsistent!

Martelly was not the only one to react to the opposition's statement. Pamela White, the U.S. Ambassador to Haiti, quickly intervened to try to calm things down. Although saying in the recent past that it was unrealistic to think of holding elections by the end of the year, she has now apparently changed her mind. "I'm always optimistic," she told reporters. "I think we'll find a solution. I still believe that there is always the possibility of holding elections in 2013."

However, she admitted that the clock is running. Pamela White reiterated that Washington is ready to contribute \$10 million to help Haiti carry out transparent, credible, and peaceful elections. So, the diplomat speaks and then backtracks. Sometimes it is possible, sometimes it is not possible! Which should we believe? Who should determine when elections in Haiti are possible or not? Has the United States ever seen its elections thrown off schedule for outrageous reasons because a head of state wants to monopolize the electoral process?

What we have to see in Ms. White's intervention is a desire to break the anti-Martelly opposition's mobilization. She wants to make sure that nothing happens to the regime that she is defending on behalf of her superiors. Caught in a bind because of his insistence on running the country according to his impulses, Michel Martelly is caught up in several scandals, each more damning than the next. To escape, he is counting on the U.S. Embassy's intervention to try to save his five year mandate, which he has himself undermined.

In fact, Pamela White is walking in the footsteps of her predecessor, Kenneth Merten, who had to intervene to try to convince Haitian and international public opinion that Michel Martelly was not a U.S. citizen. Ambassador White is

rescuing Martelly, her protégé, just as the opposition seems to have resolved to do battle with his regime, which Pierre Espérance, the Executive Director of RNDDH, recently dubbed a "delinquent power."

However, Pamela White's intervention is not innocent. She prefers to deal with a very weak Martelly than to deal with elements from the opposition that could refuse to bow to the dictates of Haiti's powerful neighbor. Martelly's weakness puts things in the ideal situation to plunder what remains of Haiti's mineral resources.

It should be noted that no serious international pressure has yet been exerted on Martelly to organize elections. Washington, Paris, and Ottawa have allowed Martelly to do as he sees fit and have not expressed much concern about his lack of willingness to hold elections to strengthen state institutions. This international trio is silent on the Martelly regime's totalitarian excesses as it tries to manipulate justice to persecute political opponents. For example, last week, the Martelly government was determined to stop an opponent, lawyer André Michel, just because he was one of the complainants in a lawsuit charging that the presidential family has been involved in corruption and the misappropriation of public funds. The "international community" chose to remain an "observer."

The U.S. Embassy intervenes on behalf of Michel Martelly whenever the noose is tightening around him but has never denounced his disturbing conduct in power. Instead, the U.S. plans to resume aid directly to the government by way of its misnamed "non-governmental organizations" or NGOs. This is merely a way to reward the regime for services rendered. Nobody is fooled. This is a signal to the opposition which hopes to uproot the Martelly regime. This is also why the U.S. embassy would not be embarrassed to support the "legal bandits" even if the Haitian Senate (and hence the whole Parliament) lapses on the second Monday of January 2014. On the contrary, this would help many things. Without the Parliament, the Executive could rule by decree. There would be no obstacle for it to cede control of the exploitation of mines for gold, copper, bauxite, and other precious metals that are abundant in Haiti's mountains.

What is at stake in the coming elections is not only the renewal of members of local and municipal governments and part of the Senate. Powerful international economic interests are at work behind the scenes. For them, those who win the elections must be flexible and willing to negotiate the exploitation of gold mines that are in the ground of a country that is known as poor. Michel Martelly is the one on whom these sectors have the most leverage because of his past and how he came to power. He owes them a lot. Already, many bogus

continued on p(14)

Did Judge Jean Serge Joseph Die from Rat Poison?

By Miningawareness.com

Radio Metropole has reported, as of Aug. 5, 2013, that the Coroner of Quebec revealed in his medical report that Investigating Judge Jean Serge Joseph died of "une hémorragie intraparenchymateuse", i.e., an intraparenchymal hemorrhage, which is a less frequent form of stroke.

It is just this type of stroke which would be caused by rat poison, although it is not the only possible cause. However, Radio Metropole and others have twisted this around to say that it proves that Judge Joseph was not poisoned, whereas the opposite is true. Rather, this report of Intraparenchymal hemorrhage supports the possibility that he was indeed poisoned.

But WHY would the Montreal Quebec Coroner leak this information to Radio Metropole in Port-au-Prince (which has recently been accused of censorship) rather than to the Montreal daily "La Presse," which has been actively following this case? It is clear from the Coroner's web site that their report will most likely only be finished in a little under nine months.

Although we cannot be sure, the source of Radio Metropole's information seems to be some of the gossipy web sites favorable to President Michel Martelly and Prime Minister Laurent Lamothe. Those sites posted similar statements a few days ago. We had opted to ignore these pro-Martelly-Lamothe, gossipy sites and await a more reliable source of information. But since the Radio Metropole post came up as top news with Google and has a more serious appearance, we decided that we must respond.

However, why would Radio Metropole and the pro-Martelly-Lamothe camp choose to say that he died of the more rare type of stroke? The type that would be induced by rat poison, or trauma to the head? It can have other causes, some of which could tie into our, up until now, favored theory of stress. If it was this type of stroke, however, we must switch to the belief that it was rat poison – at least until more information becomes available. Whatever the cause, the correlation between his death and judgeship cannot be spurious.

So, how would they know? Does the pro-Martelly-Lamothe camp know the real cause of Judge Joseph's death perhaps? And, were they lined up and prepared to say that it was this less frequent type of stroke, because that is the type which would be caused by rat poison and they knew he was poisoned by rat poison? If not, wouldn't they have come up with the more common type of stroke as cause of death? Unless, of course they really have word from the Montreal Coroner, which we doubt. The most probable reason that they would have this information is that there could have been an information leak within the Bernard Mevs Hospital, where Judge Joseph died. So, it may well have been an intraparenchymal hemorrhage, as reported. (As seen below, the Montreal Coroner is reported as denying giving out details to non-family members.)

We started our piece about "Was Judge Joseph Poisoned?", so that people could understand that he could possibly have been poisoned, and that those suggesting this scenario are not crazy. Poisoning can mimic natural causes of death, including stroke. One does not die of poison, per se, but rather, the poisoning does certain things to the body which can be fatal. The things it does depends on the type of poison. Rat

poison and other blood thinners can induce this type of stroke. Other poisons and drugs could raise blood pressure to dangerously high levels.

Regarding intracranial hemorrhage of which Intraparenchymal hemorrhage is one subtype: "Intracranial bleeding occurs when a blood vessel within the skull is ruptured or leaks. It can result from physical trauma (as occurs in head injury) or nontraumatic causes (as occurs in hemorrhagic stroke) such as a ruptured aneurysm. Anticoagulant therapy, as well as disorders with blood clotting can heighten the risk that an intracranial hemorrhage will occur," according to Wikipedia.

Anticoagulant therapy means "blood-thinning" therapy and warfarin and super-warfarin (brodifacoum) rat poison fall under this category.

Here are some symptoms of super-warfarin (brodifacoum) rat poison overdose:



Judge Jean Serge Joseph's fatal stroke on Jul. 13 was apparently of a type that can be caused by rat poison, as well as by stress.

0.2.7 NEUROLOGIC
0.2.7.1 ACUTE EXPOSURE
A) WITH POISONING/EXPOSURE

1) Intracranial hemorrhage, headache, loss of consciousness, seizures, and coma have been reported after brodifacoum ingestion. (<http://toxnet.nlm.nih.gov/cgi-bin/sis/search/a?dbs+hsdb:@term+@DOCNO+391>)

So, there you go. According to the U.S. National Institute of Health super-warfarin (brodifacoum) poisoning can cause intracranial hemorrhage, the very thing, which the alleged Coroner's report said was cause of death.

As we said before, we suspect that Radio Metropole's and others' information regarding the intracranial hemorrhage probably came from an information leak within the Bernard Mevs Hospital, where Judge Joseph passed away. They have a CT scanner so that they should have, most probably, known the type of stroke. Notice that, according to the below HPN report, the Coroner confirms that it was a stroke, but not the type of stroke. And, that additional results are outstanding.

Haiti Press Network reported the following, which appears legitimate (translation our own):

"Haiti-Canada-justice: CVA confirmed for Judge Joseph, but the investigation continues." Tuesday, 6 August 2013 JNG/HPN

"The thesis of cerebrovascular accident (CVA) [Stroke] is maintained by the Quebec Coroner, Dr. Jean Brochu, in the death of Judge Jean Serge Joseph. 'That information was transmitted to the family of Mr. Joseph', specified the spokesperson, Geneviève Guillbault, in an email 'clarification' addressed to the media, Tuesday morning.

The confirmation of the thesis of CVA does not put an end to the investigation, contrary to what one might think. 'The coroner is still awaiting

continued on p(14)

Par Ken Jones*

Lors de mon voyage au Venezuela au sein d'une délégation d'enseignants (1), je n'ai pas entendu une seule fois les mots "prise de responsabilité" ou "tests à haut risque" (2). En tant que professeur formant des enseignants aux États-Unis, je discute rarement des poli-

écoles bolivariennes s'inspirent de l'émancipateur de l'Amérique Latine Simón Bolívar, qui a aussi donné son nom à la République Bolivarienne du Venezuela. Le volet éducatif de la Révolution Bolivarienne, lancé par Chavez, fait partie du nouveau tissu socialiste qui émerge dans la société, articulé avec d'autres initiatives gouvernementales visant à encourager le pouvoir communal, le



Les écoles maternelles sont appelées *Simoncitos* (3), en référence à Simón Bolívar. Selon les statistiques gouvernementales, près de 70% des enfants du Venezuela sont accueillis par ces écoles gratuites

tiques éducatives et des réalités de mon pays sans devoir affronter ces concepts stressants. Mais dans les écoles et dans les systèmes éducatifs du Venezuela ? Cela n'entre pas dans la discussion.

Là-bas, le dialogue porte davantage sur l'éducation comme droit humain et comme responsabilité de l'État. Il ne s'agit pas de "produits" comme nous disons aux États-Unis mais davantage "d'accès" et de "possibilités". Ce que notre petit groupe venu des États-Unis a découvert fut une foule de témoignages, pas un "test".

Nous avons aussi appris certaines choses quant aux résultats très concrets et positifs obtenus depuis que le Président Chavez a commencé à s'occuper de l'analphabétisme et de l'absence d'accès à l'éducation en général, à la suite de son élection en 1998.

Par exemple en 2005, l'UNESCO a déclaré le Venezuela territoire libre d'analphabétisme, avec plus d'un 1,5 millions de personnes initiées à la lecto-écriture, principalement à travers un curriculum et une approche pédagogique développés par les cubains. Le taux d'inscription

coopérativisme, la santé gratuite (là aussi en coopération avec Cuba) et l'alimentation subventionnée. Ensemble, ces initiatives et d'autres mesures cherchent à transférer le pouvoir à la majorité de citoyens pauvres jusqu'ici exclus du droit de vote, et s'inscrivent dans une perspective socialiste plutôt que capitaliste.

Notre délégation a visité une école maternelle bolivarienne, un école primaire, un lycée, une école professionnelle, un centre de formation d'adultes, une université, un conservatoire de musique et une académie de la police. Nous avons également visité une coopérative de femmes dans une communauté agricole, un centre culturel dans un quartier populaire, et une agence gouvernementale de droits humains. Le point commun qui relie ces différents lieux et initiatives est l'objectif de construire une société nouvelle par la construction de connaissances et de compétences nouvelles, d'une citoyenneté responsable, de coopérativisme, de collaboration et d'apprentissage avec la communauté locale. Nous avons observé le plaisir et la réussite dans l'expression artistique, un enseignement axé sur



Chavez a mis en mouvement un système scolaire novateur – les écoles bolivariennes s'inspirent de l'émancipateur de l'Amérique Latine Simón Bolívar, qui a aussi donné son nom à la République Bolivarienne du Venezuela

de l'école secondaire a augmenté de 53.6% en 2000 à 73.3% en 2011. Récemment l'UNESCO a placé le Venezuela à la cinquième place mondiale pour le pourcentage de personnes inscrites dans l'enseignement supérieur – la deuxième place en Amérique Latine après Cuba. L'éducation publique au Venezuela est gratuite pour tou(te)s, de l'école maternelle à l'université. L'État assure également la gratuité des repas et du transport.

Chavez a mis en mouvement un système scolaire novateur – les

le concept de projet, et une attention particulière portée au bien-être des personnes et à la santé des différents écosystèmes.

"Quelque chose de plus grand que soi"

On pouvait presque palper un sentiment d'espoir et d'énergie connecté à ces écoles, au sens de ne pas travailler seulement à produire une amélioration personnelle, mais aussi pour quelque chose de plus grand que soi. Il existe aussi une con-

science politique incisive, informée sur le pays et sur le monde. Les personnes ont très envie de s'exprimer sur les changements en cours dans leur pays. Ils ont parlé de leur vision démocratique de l'avenir d'un pays libéré de l'exploitation des transnationales et de notre propre nation impérialiste. Ils ont parlé consciemment d'une histoire nationale faite de dictatures et de capitalisme extrême et ont versé des larmes sincères sur la mort de leur cher enseignant et dirigeant Hugo Chavez. Ils savaient que Chavez et la révolution qu'ils continuent à mener ont été diabolisés par leurs propres médias privés comme par ceux des États-Unis et du monde occidental. Ils voulaient que nous connaissions leur réalité, sur place.

Nous avons également rencontré un couple d'étudiants universitaires qui s'identifiaient comme opposants à Chavez. Ils n'étaient pas aussi positifs au sujet des changements, bien sûr, et mettaient en cause la qualité des nouvelles écoles et des missions éducatives, exprimant des réserves sur la viabilité de ces nouveaux programmes largement financés par les revenus pétroliers. Ils ont également exprimé leurs préoccupations au sujet de la réussite individuelle et des avantages compétitifs, ainsi que sur les effets dissuasifs et les inégalités générées par ce qu'ils voient comme un système éducatif "d'aumônes". Pour notre délégation venue des États-Unis, ceci avait une résonance familière : nous avons pu percevoir le fort contraste entre ces valeurs issues d'une vision globale du capitalisme et celles du socialisme. Simplification excessive peut-être, mais néanmoins évidente.

Les écoles bolivariennes prennent au sérieux l'idée d'éduquer tout le monde et offrent aux éducateurs états-uniens une vision de ce qui peut être fait d'une manière tout à fait différente de la réforme éducative de notre pays. C'est perceptible dans une foule de détails, dans les approches observées, dans les points de vue recueillis tout au long de notre séjour, de lieu en lieu.

Les écoles maternelles sont appelées *Simoncitos* (3), en référence à Simón Bolívar. Selon les statistiques gouvernementales, près de 70% des enfants du Venezuela sont accueillis par ces écoles gratuites, où le gouvernement paie les salaires des enseignants, et où les conseils communaux (fondés par les habitants et appuyés par le gouvernement) fournissent les immeubles et les matériels scolaires. Souvent, les parents viennent aussi en tant que bénévoles, s'ils le peuvent. Lors de notre visite à une école maternelle, nous avons vu un groupe de 14 petits avec 3 adultes. Ils nous ont dit leurs noms, âges, couleurs et animaux préférés, et ont dansé le hokey-pokey avec nous.

Les écoles primaires sont aujourd'hui des écoles à temps plein (dans le passé la plupart fonctionnaient avec deux horaires de demi-journées pour deux populations étudiantes séparées) qui offrent des repas et des soins de santé gratuits, ainsi que des activités extracurriculaires. Les édifices scolaires sont remeublés et de nouveaux bâtiments sont rapidement construits. Tous les étudiants reçoivent un ordinateur portable (bien que nous l'avons appris il existe encore un grand besoin de formation professionnelle des enseignants sur comment les utiliser efficacement).

A travers les projets des étudiants et les services d'éducation d'adultes, ces écoles sont connectées à la vie des communautés avoisinantes. Notre groupe de dix a obtenu d'être invité d'honneur le jour d'une remise de diplômes dans une école primaire qui a présenté des performances très réussies et maîtrisées des élèves : danses, chants, cos-

tumes traditionnels et expositions d'art original. Les étudiants diplômés sont venus vers nous pour nous demander d'ajouter notre signature sur les t-shirts qu'ils portaient – une coutume semblable à la signature des albums de promotion aux États-Unis.

"Nous devons faire évoluer notre langage"

L'école secondaire que nous avons visitée se trouve dans une communauté rurale, Monte Carmelo. Elle vient d'emménager dans un bâtiment achevé en 2010 – un cadeau du président Chavez, personnellement convaincu de le faire par sa directrice charismatique, Gaudy Garcia. Le curriculum de l'école est centré sur les vies des habitants à travers des récits oraux, les manières naturelles de cultiver les aliments, les artisanats et traditions locales, les confiseries, les guérisseurs. Cette année les projets des étudiants tournent autour de l'histoire de leur propre communauté, dont l'histoire de l'éducation. Les projets sont réalisés en sous-groupes et doivent posséder un impact social, au-delà d'une simple enquête. Les thèmes choisis par les étudiants incluent l'agro-écologie, la coopérative locale féminine, les plantes qui protègent les cultures des insectes prédateurs, la lombriculture et les serres.

Dans ce lycée l'accent est mis sur la collecte des semences et la fabrication de plats à partir des cultures produites par ces graines. Gaudy



L'éducation publique au Venezuela est gratuite pour tou(te)s, de l'école maternelle à l'université. L'État assure également la gratuité des repas et du transport.

intensifs menés pour tenter d'inclure tout le monde dans ce programme d'alphabétisation. Par exemple, le gouvernement a envoyé les statistiques de l'administration éducative réunies lors du recensement des habitants inscrits dans la nouvelle Mission « En Amor Mayor » qui offre des pensions à toutes les personnes âgées, même celles qui n'ont jamais cotisé.

Irlanda va de maison en maison pour visiter celles qui ont signalé dans ce recensement qu'elles ne savent pas lire ni écrire, et leur demande si elles souhaitent apprendre. Si non, elles signent qu'elles ne désirent pas ce service. Le programme vise une participation de 100%, qu'elle considère comme essentielle. « C'est une façon de faire de chacun un citoyen actif », dit-elle. « Si vous ne pouvez pas lire ni écrire, vous ne connaissez pas vos droits et



A l'école secondaire Monte Carmelo, l'accent est mis sur la collecte des semences et la fabrication de plats à partir des cultures produites par ces graines.

nous a parlé en connaissance de cause du problème des organismes génétiquement modifiés (OGM). En 2005, lorsqu'elle a mené un inventaire des semences locales, elle a réalisé qu'il y avait encore beaucoup de semences indigènes dans sa propre communauté et qu'on devrait collecter et protéger ces semences. « Monsanto a sa main partout », dit-elle. « Nous devons veiller à ce qu'il ne vole plus nos semences, notamment le maïs. Nous ne voulons pas qu'il se passe chez nous ce qui s'est passé au Mexique. » L'école a créé sa « réserve » ou son « réservoir » de graines. Gaudy ne veut pas l'appeler « banque » de graines. « Nous devons faire évoluer notre langage du capitalisme au socialisme », dit-elle.

"Mission Robinson" est le programme d'alphabétisation d'adultes. Irlanda Espinoza, directrice régionale de ce programme dans la ville de Sanare, s'est entretenue avec nous. Elle nous a parlé avec émotion de ce programme comme une réponse à la dette sociale envers les pauvres, accumulée pendant de nombreuses années avant Chavez, lorsque la croyance dominante était que tous n'ont pas droit à l'éducation. Elle a expliqué qu'avant la révolution, on avait cessé d'offrir une éducation aux jeunes filles enceintes, d'où la dette actuelle envers leurs enfants.

Irlanda nous a décrit les efforts

vos responsabilités, vous ne pouvez vraiment pas faire partie d'un conseil communal.» Elle sait tout de la philosophie éducative émancipatrice de Paulo Freire.

"La musique, une manière naturelle d'être solidaire de l'autre"

Dans la ville de Barquisimeto, nous avons visité une branche locale du Conservatoire national de musique pour la jeunesse, "El Sistema". Il s'agit d'un programme d'éducation à la musique classique financé par le gouvernement et qui concerne 350.000 jeunes dans 125 orchestres. Selon les rapports de l'institution, près de 70% des participants proviennent de secteurs de faible revenu. Le programme a démarré en 1975 et s'est transformé en un système reconnu mondialement au point d'être adopté partout en Amérique Latine et en Europe.

Le célèbre directeur Gustavo Dudamel, qui travaille actuellement comme chef d'orchestre de l'Orchestre Symphonique Simón Bolívar et du Philharmonique de Los Angeles, s'est formé dans la branche de Barquisimeto. Le "Sistema" possède des programmes spéciaux pour les enfants handicapés et un chœur White Hands de sourds-muets. Le mois dernier, le fondateur du "Sistema" (4) José Antonio Abreu a ren-

ENNE AU VENEZUELA !



Gaudy García, directrice de l'école de Monte Carmelo, fière de montrer les œufs pondus dans le poulailler de l'établissement

contré le nouveau président Nicolas Maduro et a convenu avec lui d'étendre le programme pour intégrer un million d'enfants à l'apprentissage des instruments de musique.

Avec 2000 étudiants inscrits dans ses programmes, l'école de Barquisimeto était une vraie ruche le samedi où nous l'avons visitée. Un groupe de vingt enfants de quatre ans se familiarisait avec des violons et des violoncelles dans une cour ouverte, les couloirs étaient pleins de personnes jouant toutes sortes d'instruments. Dans de petites salles travaillaient les sections de pratique. Deux orchestres de jeunes au complet se trouvaient en pleine répétition, ainsi qu'un ensemble avec chef d'orchestre et un orchestre de musique de chambre sans chef : "cela les aide à s'écouter l'un l'autre" a dit notre guide.

Il nous a expliqué que le système suivi au conservatoire dépend du coopérativisme. "Si vous savez un peu, vous pouvez enseigner un peu" est la maxime. Notre guide a expliqué que l'instruction musicale offre un équilibre parfait d'excellence individuelle et de coopération de groupe – des étudiants de tous les âges jouent dans un orchestre. "La musique est une manière naturelle d'être solidaire de l'autre" a-t-il dit.

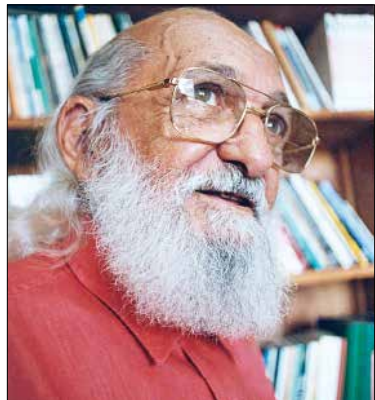
A Barquisimeto, nous avons aussi visité une école professionnelle pour des étudiants de 14 à 25 ans qui avaient quitté l'enseignement formel. En tant qu'états-uniens nous fûmes surpris d'apprendre que cette école fait partie du réseau d'écoles catholiques mais est financée par l'État. Des cycles courts et longs sont offerts dans des matières telles que l'électricité, la plomberie, la coiffure, la cuisine, la céramique.

On compte 222 de ces pro-



Jeunes musiciens se familiarisant avec leurs instruments.

grammes à travers tout le pays, situés dans les secteurs les plus pauvres, selon le gouvernement. Il est encore plus surprenant d'apprendre que bien que ces écoles sont subventionnées par le gouvernement, l'Église catholique a adopté une position fortement anti-Chavez, voyant le gouvernement comme "castro-communiste." L'enseignant qui nous a rencontrés nous a dit "c'est quelque



Paulo Freire : «Lire le monde avant de lire le mot» : (Recife, 1921-São Paulo, 1997)

chose qui est dans leur tête mais pas dans la réalité. Ils voient comme un droit le fait de recevoir de l'argent du gouvernement fédéral."

"Articuler les savoirs populaire et universitaire"

Un des aspects les plus intéressants du système scolaire bolivarien est la "territorialisation" de l'université. Les nouvelles universités ont été initiées par Chavez comme une alternative aux universités dites autonomes, traditionnelles, qui ont principalement servi les élites et qui conservent la part du lion dans le financement de l'enseignement supérieur par l'État. Les facultés des communautés locales sont converties en universités

territoriales dans le but de former chacun mais aussi de contribuer aux projets stratégiques nationaux.

L'université que nous avons visitée à Barquisimeto compte 12.500 étudiants en science et technologie, ergonomie, bibliothéologie, systèmes intégraux, administration publique, sciences informatiques appliquées, souveraineté alimentaire, sécurité, protection de l'environnement, entre autres domaines.

Comme dans les écoles bolivariennes de niveaux inférieurs, les curriculums cherchent à contribuer à la solution de problématiques des communautés locales. Et contrairement aux universités traditionnelles, les études ne sont pas enfermées dans les départements de chacune des disciplines mais générées par la faculté et les étudiants à travers une approche intégrée, multidisciplinaire. Les professeurs et les instructeurs ne possèdent pas toujours de diplômes formels. "Il est important d'articuler les connaissances populaires avec le savoir académique", nous a-t-on expliqué.

Une section unique de cette université est appelée Chaires Libres et offre des études sur la culture populaire, la transformation sociale, l'égalité de genre et le "bien vivre". Ce dernier point est développé en collaboration avec les élèves pour dégager ce que « le socialisme peut nous apporter en termes de relations mutuelles » et s'inspirer largement de la pensée indigène sur la vie en harmonie avec la nature.

D'autres universités sont encore en cours de création – parmi lesquelles une Université des Travailleurs (où les connaissances sont acquises au travail et construites sur base des savoirs des travailleurs), une Université Expérimentale des Arts (5) et l'Université Indigène du Venezuela (6) située dans les États d'Amazonas et de Bolívar, conçue par les peuples indigènes.

Peut-être le plus grand défi posé au système éducatif vénézuélien est-il le problème de la corruption policière et de la violence. Dans ce pays les forces armées sont considérées comme un appui solide du gouvernement et appuyées par la population en général. Chavez était un militaire et les membres des forces armées sont venus historiquement des secteurs pauvres et du monde du travail, aussi défendent-elles la révolution bolivarienne. La police, en revanche, ne bénéficie pas de la même confiance, vu son rôle dans la violence et dans la corruption tout au long des dernières années, et sa collusion dans les fréquents enlèvements et homicides à Caracas.

Afin de transformer la police, Chavez a créé une Police Nationale Bolivarienne (7) et a nommé Soraya El Achkar, ex-laïque de l'ordre Maryknoll et militante des droits humains, à la tête de la nouvelle académie de la police, l'Université Nationale Expérimentale de la Sécurité (UNES) (8). Nous avons rencontré Soraya à l'université de Caracas, dont les bâtiments sont encore en cours de construction. Sur ces lieux, avant Chavez, se dressait une prison haïe par la population. Soraya a persuadé Chavez de transformer ce site en académie, en lieu d'espérance sur les cendres du désespoir.

Fondée en 2009 pour transformer les méthodes policières, pour rendre les officiers plus attentifs aux droits humains et pour qu'ils travaillent en lien étroit avec les communautés, l'UNES dispose de neuf sièges à travers le pays et en prévoit sept de plus. Pour l'heure, selon le rapport de Soraya, elle accueille 25.000 étudiants et dispose d'un personnel de 4.000 professeurs, administrateurs et travailleurs. On y forme tous les niveaux de la police ainsi que des inspecteurs et du personnel péniten-



Batteurs devant leurs partitions, au cours d'une répétition au grand air.

taire

L'approche éducative passe par une prise de décision collective des policiers, enseignants et groupements de droits humains sur ce qui doit figurer dans les curriculums. Trois axes fondent ce curriculum, selon Soraya : éco-socialisme, droits humains et égalité de genre.

Le curriculum s'articule autour de quatre aspects du travail communautaire : la jeunesse ; le désarmement (ce que nous appellerions aux États-Unis le contrôle des armes) ; la culture, les sports, la musique et l'art ; et la vie en commun (à savoir la médiation des difficultés). Les partenariats et les accords communautaires sont encouragés et des efforts

Conclusion

Après ce bref parcours à travers le système éducatif vénézuélien il est apparu à notre délégation que ce qu'on entend par "réforme éducative" dans ce pays est virtuellement à l'opposé de ce que nous appelons réforme éducative aux États-Unis. Ici, ce terme a fini par désigner une approche centralisée et standardisée dont les prémisses blâment et dévalorisent les enseignants des écoles publiques. Il fonctionne à travers l'individualisme et un régime de contrôle externe, une réduction du financement public, et une politique de privatisation appuyée par le gouvernement. Sa raison d'être est de générer une plus grande compé-



Gustavo Dudamel, directeur de «El sistema», le Conservatoire national de musique pour la jeunesse. Concert en plein air dans un quartier populaire.

sont menés pour aider les jeunes à trouver du travail et s'insérer dans des activités productives.

Il y a deux thèmes transversaux dans l'ensemble du cursus policier :

1. L'usage progressif et différencié de la force, pour adapter la réponse policière aux personnes impliquées et au contexte. La violence est interdite. On enseigne l'usage judiciaire et approprié de la force.

2. La police communautaire. La police apprend à développer des relations de travail et de collaboration avec la communauté et la recherche de solutions communautaires à la criminalité.

Soraya nous a dit que Chavez était "grand sur l'éducation" et qu'il disait "nous avons besoin de plus d'intelligence et de moins de force". "La réforme de la police", a-t-elle dit, "incarne l'esprit de Chavez sur la révolution et les droits humains."

Sa vision de l'académie est qu'elle évoluera de l'UNES (université nationale) à l'ULES (académie latino-américaine) pour devenir un équivalent de l'École Latino-Américaine de Médecine (ELAM) de Cuba. Soraya voit aussi ce travail comme un contrepoint aux états-uniennes École des Amériques (SOA) et International Law Enforcement Academy (ILEA). Toutes deux sont connues pour avoir formé des militaires et des policiers aux méthodes de répression et dont les diplômés sont réputés pour leurs tortures, assassinats et coups d'État.

Le Venezuela vient d'assumer la présidence du MERCOSUR et la formation de la police sera peut-être un des axes de travail au sein de ce groupe de nations.

tivité sur la scène mondiale. L'effet est d'exclusion. C'est un modèle capitaliste, modelé sur des paramètres de domination du monde.

Au Venezuela, par contraste, la réforme éducative implique des approches locales et diversifiées, inspirantes, dont les prémisses sont la valorisation et l'autonomisation de l'ensemble du personnel travaillant dans les écoles. Il fonctionne grâce à une éthique de responsabilisation interne et de travail collectif, l'augmentation du financement public, et l'appui par le gouvernement de la prise de décision au niveau local. Sa raison d'être est de construire une coopération accrue au niveau de la communauté. L'effet est d'inclusion. Il s'agit d'un modèle socialiste, formulé en termes de « bien vivre ».

Un soir au Venezuela, alors que nous discutons à quelques uns sur ce que nous considérons comme les agressions tragiques contre l'éducation publique aux États-Unis, une personne a demandé où nous pouvions voir un espoir. J'ai répondu : « Au Venezuela ».

*professeur associé d'éducation à l'Université du Maine du Sud, États-Unis d'Amérique (1).

Notes :

(1) **Ken Jones**, auteur de cet article, est professeur associé d'éducation à l'Université du Maine du Sud. Membre de l'American Educational Research Association (AERA) et du National Network for Educational Renewal (NNER). Éditeur de "Democratic School Accountability : A Model for School Improvement". Du même auteur, on peut lire "la guerre contre les écoles

Suite à la page (16)

Lettre du mois d'Août à Obama !

Libérez les Cinq Cubains !



Combattants héroïques contre la terreur de l'impérialisme américain

Par Jacqueline Roussie

Monsieur le Président Obama
The White House, 1600 Pennsylvania Avenue N.W., Washington DC 20500 USA

Monsieur le Président,

Lors de votre séjour en Afrique du Sud vous n'avez pu être reçu par Monsieur Nelson Mandela. Ce grand homme qui a eu 95 ans le 18 juillet dernier était trop affaibli pour vous rencontrer.

Nul doute que si vous aviez pu avoir un échange avec Nelson Mandela, il vous aurait parlé des cinq patriotes cubains Gerardo Hernández, Antonio Guerrero, Fernando González, René González et Ramón Labañino dont la vie présente de nombreuses similitudes avec la sienne.

Le 18 septembre prochain marquera le quinzième anniversaire de l'arrestation de ces Cubains qui ont reçu des encouragements du monde entier, et parmi eux, ceux du peuple d'Afrique du Sud, et de Nelson Mandela en personne...

Les Cinq comme Nelson Mandela ont été injustement jetés en prison, et ont été condamnés à de lourdes peines après une parodie de procès. Les Cinq comme Nelson Mandela sont restés dignes et fidèles à leurs convictions durant toutes ces années de leur longue détention, qui n'est hélas pas terminée pour quatre d'entre eux. Les Cinq comme Nelson Mandela ont lutté contre l'apartheid, et trois d'entre eux ont même combattu en Angola.

Pendant les 17 interminables et épouvantables mois d'isolement dans leurs cellules de la prison de Miami, le trou, penser au sort de Nelson Mandela

Suite à la page (16)

Lettre ouverte d'Hassan Hamade à l'ambassadrice de l'Union européenne En matière de terrorisme, vous êtes les professeurs et nous sommes vos élèves

Par Hassan Hamade

Commentateur politique le plus écouté au Liban, Hassan Hamade a réagi à l'inscription de la « branche militaire » du Hezbollah sur la liste européenne des organisations terroristes. Plutôt que de défendre la Résistance, ce qui va de soi, il porte le fer sur l'absence de capacité morale de l'Union européenne à distinguer le Bien du Mal.

Votre Excellence Madame l'Ambassadrice,

Madame, vous savez que l'une des tâches les plus difficiles pour un diplomate civilisé et respectable ayant réellement foi en la paix, tel que vous, est de se trouver contraint dans l'exercice de ses fonctions à défendre une décision inique et agressive prise par sa hiérarchie représentant un État ou un ensemble d'États, comme c'est le cas de l'Union européenne qui a décidé d'inscrire sur sa liste des organisations terroristes internationales ce qu'elle a qualifié d'« aile militaire » du Hezbollah !

Ceci, soit dit en passant, alors



Angelina Eichhorst, ambassadrice de l'Union européenne au Liban

que le ministre bulgare des Affaires étrangères M. Kristian Vigenine a officiellement déclaré qu'il n'y avait aucune preuve d'une relation quelconque entre le Hezbollah et l'explosion du bus transportant des passagers à Burgas en Bulgarie, ce qui signifie que c'est en toute connaissance de cause que l'Union européenne a pris sa décision en contradiction avec l'enquête menée par ce pays ; et ceci, maintenant que le voile se lève sur l'attentat du

Suite à la page (14)

Le père d'Edward Snowden adresse une lettre ouverte à Obama pour dénoncer les «programmes de surveillance orwelliens»

Par Thomas Gaist

Lon Snowden, père d'Edward Snowden, a écrit une lettre ouverte au président Barack Obama, dénonçant les programmes de surveillances de la NSA que son fils a démasqués et la chasse aux sorcières internationales organisée par le gouvernement Obama en réaction à ces divulgations.

La lettre en date du 26 juillet 2013, a été écrite en collaboration avec Bruce Fein, l'avocat de Lon Snowden.

Dans cette lettre, Snowden compare les programmes de surveillance de l'Agence de sécurité nationale (NSA) à la loi sur les esclaves en fuite [nommée Fugitive Slave Act] et aux lois Jim Crow [lois de ségrégation] dans les Etats du sud des Etats-Unis. Il écrit que les Etats-Unis ont des leçons à tirer de la « dynamique du Troisième Reich ». La lettre compare aussi la situation actuelle au procès de Nuremberg après la Deuxième Guerre mondiale « lors duquel l'argument de l'obéissance aux ordres' avait été rejeté en tant que moyen de défense. »

La lettre arrive dans le contexte de nouvelles divulgations concernant l'ampleur formidable des programmes. Dans une interview accordée dimanche à l'émission d'information « This Week » de la chaîne américaine ABC News, le journaliste du Guardian, Glenn Greenwald a affirmé : « La NSA dispose de milliers de milliards de communications téléphoniques et de courriers électroniques dans leurs bases de données qu'ils ont collectées au cours de ces dernières années. »

Greenwald a décrit les programmes utilisés par la NSA en disant « Tout ce qu'un analyste doit faire c'est indiquer une adresse email ou une adresse IP et le programme fait deux choses. » Et de poursuivre, « Il recherche cette base de données et le laisse écouter l'appel ou lire les courriers de tout ce que la NSA a stocké, ou il consulte l'historique de navigation où se trouve les termes de recherche Google qui ont été tapés et il alerte également à toute autre activité que les gens reliés à cette adresse email ou cette adresse IP font à l'avenir. »

« Tout ceci se fait sans consultation d'un tribunal et sans que l'analyste ait même besoin d'obtenir l'approbation d'un supérieur. » a-t-il continué. Greenwald a dit qu'il présenterait des preuves de l'accès extensif aux données relatives à la surveillance accordé à des analystes subalternes.

Dans leur lettre ouverte, Lon Snowden et Fein accusent le gouvernement Obama de recourir au secret pour laisser l'opinion publique dans le brouillard et bloquer le débat sur ses « programmes de surveillance orwelliens ». Ils affirment qu'une « grande majorité » de la population américaine « exprime maintenant son inquiétude quant au maillage de surveillance de tous les Américains qu'Edward a démasqués et que vous dissimulez. »

Les auteurs affirment que les actions de Snowden découlent d'une longue tradition de désobéissance civile contre la tyrannie, écrivant que « l'histoire de la liberté est celle de la désobéissance civile face à des lois ou pratiques injustes. » Ils citent Thoreau [Henry David] au sujet du devoir moral de contrevenir à la loi lorsque la loi devient un instrument d'injustice :

« Si l'injustice devient telle qu'elle fait de vous l'instrument d'une injustice frappant des tiers, alors j'affirme qu'il faut violer la loi. Vous devez faire de votre vie l'obstacle qui arrêtera la machine. »

Fein et Snowden placent la persécution de Snowden [Edward] dans le contexte des crimes historiques perpétrés par l'élite dirigeante américaine en mentionnant l'emprisonnement durant la Deuxième Guerre mondiale de citoyens américains d'origine japonaise. Ils écrivent : « Une page très sombre de l'histoire américaine de la Deuxième Guerre mondiale n'aurait jamais été écrite si le Ministre de la Justice (Attorney General) de l'époque avait démissionné plutôt que de participer à l'organisation de camps de concentration racistes où furent parqués 120.000 citoyens américains d'origine japonaise ainsi que des étrangers résidents aux USA. »

Ils affirment qu'Edward Snowden était motivé par sa conviction que l'« espionnage secret et aveugle de millions de citoyens innocents » dans lequel il était impliqué violait l'esprit des premier et quatrième amendements. Voyant que les « membres du Congrès concernés sont restés soit silencieux, soit se sont bornés à faire des commentaires sibyllins, » Snowden « s'est retrouvé confronté à choisir entre son devoir de citoyen et la passivité. »

Fein et Snowden condamnent la réaction du gouvernement Obama face aux divulgations. « Nous trouvons donc que le zèle avec lequel votre gouvernement cherche à punir M. Snowden pour avoir fait son devoir de citoyen qui est de protéger le processus démocratique et de sauvegarder les libertés, est inadmissible et indéfendable. »

« D'autre part, nous sommes consternés par le mépris dont fait montre votre gouvernement des règles d'un procès équitable, de la primauté du droit, de la justice et de la présomption d'innocence en ce qui concerne Edward, » ont-ils ajouté.

La lettre cloue aussi au pilori le Congrès en accusant les « Démocrates



Lon Snowden, père d'Edward Snowden



Bruce Fein, l'avocat de Lon Snowden

et Républicains en vue, du Congrès et du Sénat » d'avoir violé la présomption d'innocence en dénonçant Edward comme un traître immédiatement après la divulgation des documents, notamment « John Boehner, Président du Congrès, Nancy Pelosi, Michele Bachmann, membres du Congrès et la Sénatrice Dianne Feinstein. »

La lettre conclut en exhortant Obama à lever les charges qui pèsent sur Snowden et à appuyer les lois « qui viendront mettre fin aux abus de surveillance de la NSA qu'il a révélés. » Toutefois, comme Obama l'a clairement fait comprendre, il n'a nullement l'intention de faire l'une ou l'autre de ces choses.

Wsws 29 juillet 2013

GET YOUR TAX REFUND FAST

- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing

Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
(between Clarendon Rd & Avenue D)

CHERY'S BROKERAGE

Conversations avec Mariela Castro Espín ! 1ère partie

Mariela Castro Espín a réussi à s'emanciper de son héritage familial. Nièce de Fidel Castro, leader historique de la Révolution cubaine et fille de Raúl Castro, actuel Président de Cuba, Mariela Castro a gagné une renommée internationale non pas grâce à son patronyme mais grâce à son action en faveur du droit à la diversité sexuelle.

Directrice du Centre d'éducation sexuelle (CENESEX) à Cuba, licenciée en Psychologie et en Pédagogie, titulaire d'un Master en Sexualité, Mariela Castro a fait sienne la cause des homosexuels, bisexuels, lesbiennes et transsexuels, et a permis à ces communautés de sortir de la marginalité à laquelle la société l'avait cantonnées...

Salim LAMRANI (SL) : Vous aviez donc réussi à imposer votre point de vue au sein du Comité disciplinaire de l'UJC.

Mariela Castro Espín (MCE) : Oui, mais ce ne fut pas sans mal, car j'ai dû utiliser la figure de mon père. Le dirigeant de l'UJC au sein de cet institut était un homophobe récalcitrant. C'était le plus virulent de tous les membres du comité. Il voulait sanctionner tout le monde. Je tentais de lui expliquer que l'idéologie n'avait rien à voir avec la sexualité, mais il ne voulait rien entendre.

Plus tard, j'ai découvert qu'il était bisexuel, qu'il avait eu une aventure avec une personne qui avait ensuite émigré au Canada. C'était un homosexuel refoulé. A cette même époque survint l'exode de Mariel et un bon nombre de ces personnes extrémistes, qui demandaient des sanctions exemplaires contre les homosexuels et les lesbiennes, qui prétendaient être plus révolutionnaires que les révolutionnaires, qui croyaient être l'anti-impérialisme personifié, ont quitté le pays à cette occasion, à destination des Etats-Unis. Lénine avait raison lorsqu'il affirmait que derrière chaque extrémiste se trouvait un opportuniste. Les homosexuels et les lesbiennes, que ce dirigeant voulait sanctionner car il les considérait comme étant des contre-révolutionnaires, quant à eux, sont restés à Cuba, malgré les difficultés et le sectarisme à leur égard. Les dogmatiques et les sectaires furent les premiers à quitter le navire dès que la possibilité se présentait. Voyez un peu la contradiction.

Le Centre National d'Education Sexuelle (CENESEX)

« Un pays comme Cuba, une nation socialiste, doit défendre l'égalité des droits pour tous »

SL : Il semble que vous ayez beaucoup été marquée par la discrimination vis-à-vis des homosexuels.

MCE : J'ai été plus que marquée. J'ai été outrée et choquée. J'étudiais la philosophie marxiste à l'époque, laquelle m'avait permis de prendre du recul sur ces questions. J'ai commencé à m'intéresser aux thèmes de la sexualité, avant d'intégrer le Centre National d'Education Sexuelle, le CENESEX.

SL : Quand est-ce que le CENESEX a-t-il vu le jour ?

MCE : L'histoire du CENESEX remonte à 1972 lorsque la Fédération des Femmes Cubaines (FFC) a créé un groupe de travail destiné à évaluer les difficultés et recenser les discriminations dont étaient victimes les homosexuels et les lesbiennes.

Depuis 1976, ce groupe de travail a le statut de groupe assesseur auprès du Parlement cubain, créé la même année. Le but était d'influencer les législateurs sur ces questions. C'était une idée de ma mère Vilma Espín, fondatrice de la Fédération des Femmes Cubaines.



Mariela Castro Espín

Il était difficile d'aborder à l'époque le thème de l'homosexualité. On abordait la thématique dans certains cours car l'Association américaine de Psychiatrie, en avance sur son temps, avait cessé de considérer l'homosexualité comme une pathologie en 1974. Il convient de rappeler que l'Organisation mondiale de la santé n'a cessé de considérer l'homosexualité comme une maladie mentale qu'en 1990 !

SL : Quelle stratégie a mis en place le CENESEX ?

MCE : À partir du milieu des années 1970, le CENESEX a commencé à publier des ouvrages d'auteurs de l'Allemagne de l'Est, pays qui était également en avance sur cette question, afin de lutter contre les préjugés et les discriminations. L'un de ces livres L'homme et la femme dans l'intimité de Sigfried Schnabel, publié en 1979, a d'ailleurs été le best-seller de l'année et affirmait que l'homosexualité n'était pas une maladie. C'était la première fois qu'une plume scientifique démontrait à Cuba que l'homosexualité n'était pas une maladie.

Mais cette réalité ne convenait pas à beaucoup de gens. D'ailleurs, dans une seconde édition du livre, le chapitre en question fut supprimé. Ma mère était entrée dans une colère noire et je vous garantis que l'éditeur a sans doute passé le pire moment de sa vie. Il avait supprimé le chapitre de manière arbitraire, sans consultation. Homophobe, il ne supportait pas l'idée que l'homosexualité puisse être considérée comme quelque chose de naturel chez l'être humain, et de surcroît, par un scientifique de l'Allemagne de l'Est, communiste comme nous. Ma mère,

Suite à la page (14)

« J'ai vécu pour lutter »

Par Fidel Castro Ruz

Message de Fidel aux chefs de délégations en visite à Cuba pour les festivités du 60e anniversaire de l'attaque des casernes Moncada et Carlos Manuel de Cespedes.

Chers amis,

Le vendredi 26 juillet, nous commémorons le 60e anniversaire de l'attaque du régiment de la Moncada, à Santiago de Cuba, et de la caserne Carlos Manuel de Cespedes, à Bayamo. J'ai appris que de nombreuses délégations s'apprétaient à se rendre à Cuba pour commémorer avec nous cette date, date à laquelle notre petit pays exploité décida de poursuivre la lutte inachevée pour l'indépendance de la Patrie.

Déjà à l'époque, notre Mouvement était fortement influencé par les idées novatrices qui se débattaient dans le monde.

Rien ne se répète exactement à l'identique dans l'Histoire. Simon Bolivar, le Libertador de l'Amérique, émit un jour le souhait de créer en Amérique la plus grande et la plus juste des nations, avec pour capitale l'isthme de Panama. Créateur et visionnaire infatigable, il lança plus tard un avertissement prémoniteur en déclarant que les États-Unis semblaient destinés par la Providence à couvrir l'Amérique de misères au nom de la Liberté.

Cuba a souffert, au même titre que l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale et le Mexique, dont le territoire lui fut arraché à feu et à sang par la voracité insatiable du voisin du Nord, qui s'appropriait son or, son pétrole, ses fabuleuses forêts de séquoia, ses meilleures terres et ses riches et abondantes eaux de pêche.

Je ne serai cependant pas avec vous à Santiago de Cuba, étant tenu de respecter la résistance évidente des gardiens de ma santé. Je peux par contre écrire et transmettre des idées et des souvenirs, qui seront toujours utiles, du moins à celui qui les écrit.

Il y a quelques jours, alors que j'observais depuis mon siège du milieu d'un véhicule de double traction, ce qui avait dû être un ancien centre génétique pour la production de lait, j'ai pu lire une très brève synthèse d'un seul paragraphe de mon discours prononcé le 1er Mai 2000, il y a déjà plus de 13 ans.

Le temps effacera ces paroles écrites en lettres noires sur un mur blanchi à la chaux : « Révolution [...] c'est lutter avec audace, intelligence et réalisme ; c'est ne jamais mentir et ne violer aucun principe éthique ; c'est la conviction profonde qu'il n'existe aucune force au monde capable d'écraser la force de la vérité et des idées. Révolution, c'est l'unité, c'est l'indépendance, c'est lutter pour nos rêves de justice, pour Cuba et pour le monde,

ce qui est la base de notre patriotisme, de notre socialisme et de notre internationalisme. »

Nous commémorons aujourd'hui les 60 ans de cet événement qui s'est produit en 1953 ; une action courageuse qui témoigne de la capacité de notre peuple à créer et à assumer à partir de rien n'importe quelle tâche. L'expérience ultérieure nous a montré qu'il aurait été plus sûr de commencer la lutte par les montagnes, ce que nous pensions faire si la forteresse de la Moncada une fois prise, nous n'avions pas pu résister à la contre-offensive militaire de la tyrannie avec les armes dont nous nous serions emparés à Santiago de Cuba, et qui étaient plus que suffisantes pour vaincre dans cette action, et ce beaucoup plus vite que le temps qu'elle devait nous prendre par la suite.

Les 160 hommes choisis pour cette opération avaient été sélectionnés parmi les 1 200 candidats dont nous disposions ; des jeunes entraînés originaires des anciennes provinces de La Havane et de l'est de Pinar del Rio, affiliés à un parti radical de la nation cubaine, au sein duquel l'esprit petit bourgeois inculqué par les propriétaires étrangers et leurs moyens de propagande avaient une influence plus ou moins importante dans tous les recoins du pays.

J'avais eu le privilège de faire des études, et, une fois à l'université, j'avais acquis une conscience politique à partir de zéro. Il n'est pas inutile de répéter que ce j'ai raconté à plusieurs reprises : que j'ai créé la première cellule marxiste du Mouvement avec Abel Santamaria et Jesus Montané, à partir d'une biographie de Karl Marx de Franz Mehring.

Le Parti communiste, composé de personnes sérieuses et dévouées à Cuba, supportait les avatars du Mouvement communiste international. La Révolution, reprise le 26 juillet, se nourrit des expériences de notre histoire, de l'esprit dévoué et combatif de la classe ouvrière, de l'intelligence et de l'esprit créatif de nos écrivains et de nos artistes, ainsi que des capacités dormantes de notre personnel scientifique, qui s'est démultiplié depuis. Aujourd'hui, rien ne ressemble au passé. Nous mêmes, ceux auxquels le hasard a confié un rôle de dirigeant, notre ignorance et la limite de nos connaissances nous feraient rougir de honte. Le jour où nous n'aurons rien appris, sera un nouveau jour de perdu.

L'être humain est le produit des lois rigoureuses qui régissent la vie. Depuis quand ? Depuis des temps infinis. Jusqu'à quand ? Jusqu'à des temps infinis. Et les réponses le sont également.

C'est pourquoi, même si je ne les partage pas, je respecte le droit des êtres humains à trouver des réponses divines, [à]des questions qu'ils peuvent se poser,



Fidel Castro Ruz

pourvu qu'elles ne servent pas à justifier la haine, au lieu de promouvoir la solidarité au sein de notre propre espèce, une erreur dans laquelle beaucoup de ces réponses sont tombées à un moment donné de l'histoire.

L'action téméraire que nous avons menée voici 60 ans ne fut en aucun cas improvisée ; j'admets cependant, qu'à partir de l'expérience accumulée jusqu'ici, il aurait été plus réaliste et plus sûr de commencer cette lutte par les montagnes de la Sierra Maestra. Avec les 18 fusils que nous avions pu récupérer après le très dur revers essuyé à Alegria de Pio, en partie à cause de notre manque d'expérience et pour ne pas avoir exécuté les instructions du Mouvement à Cuba, et aussi par excès de confiance quant à la puissance de feu des membres de l'expédition, qui possédaient plus d'une cinquantaine de fusils à lunette, et à l'entraînement au tir qu'ils avaient reçu. Attentionnés aux vols en rase-mottes des avions de combat ennemis, nous avons négligé la surveillance à terre et avons été attaqués depuis une petite élévation située à quelques mètres de notre emplacement. Jamais plus nous ne nous sommes laissés surprendre de la sorte par l'ennemi.

À tous les combats que nous avons livrés par la suite, c'est nous qui avons surpris l'ennemi, et dans les actions finales, avec moins de 300 combattants, après 70 jours de combats incessants, nous avons brisé l'offensive de ses troupes d'élite et de ses plus de 10 000 hommes. Lors des combats que nous avons livrés pendant deux ans, les bombardiers et les chasseurs ennemis venaient sur nous en une vingtaine de minutes. Cependant, il n'a été fait état d'aucun combattant tué pendant un raid aérien tout au long de cette lutte difficile. Tout changea dans les décennies suivantes avec la nouvelle technologie développée par les États-Unis, mise au service des forces réactionnaires en Amérique latine et dans le monde, qui étaient leurs alliées. Les peuples trouveront toujours des formes adéquates de lutte.

Suite à la page (15)

GUARINO FUNERAL HOME

Serving the Haitian Community
for Over 30 Years

9222 FLATLANDS AVENUE
BROOKLYN, NY 11236

718-257-2890

LACROIX MULTI SERVICES

Tel: **718-703-0168** * Cell: **347-249-8276**

1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226

www.lacroixmultiservices.com

- Income Tax • Electronic Filing
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit - IRS Check
- Business Tax • Notary Public
- Immigration Services
- Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
- 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
- Resume • Property Management • Credit Repair

18 juillet 1994 contre un immeuble d'une institution juive à Buenos Aires, attentat immédiatement attribué au Hezbollah alors que les investigations suivent toujours leur cours et que les doigts accusateurs pointent M. Vladimir Corach, ancien ministre argentin de l'Intérieur connu pour ses étroites relations avec la mafia et les Services de sécurité israéliens.

Concernant cette dernière décision de l'Union européenne, il est de mon devoir de noter quelques observations que je vous confie en espérant que vous voudrez bien les transmettre à votre hiérarchie pour la bonne raison que la définition du terrorisme, adoptée par l'Union elle-même, s'applique en premier lieu aux gouvernements et aux décideurs qui en font partie.

Madame, nul doute que vous savez que l'Union européenne considère la prise en otage de civils innocents comme un « crime terroriste » ne souffrant d'aucune prescription, crime équivalant à un crime contre l'humanité que rien ne pourrait justifier. Par conséquent, le moins que l'on puisse dire est que l'Union européenne adopte une position officielle déraisonnable, inhumaine, et conciliante avec les auteurs de ces crimes quand il s'agit des otages libanais enlevés à A'zaz, ou de Monseigneur Paul al-Yazigi et de Monseigneur Jean Ibrahim, tous deux victimes syriennes incontestablement pacifiques et innocentes.

Nul doute que vous savez ce qui est désormais de notoriété publique concernant l'impact direct et décisif du gouvernement de M. Erdogan sur les organisations terroristes armées ; gouvernement d'un État membre de l'OTAN regroupant nombre de gouvernements de votre Union européenne, alliés et complices dans la guerre dévastatrice menée contre la Syrie.

Vous savez aussi que rien de tout cela n'a empêché votre Union de poursuivre sa collaboration sur le terrain avec le gouvernement turc en soutenant, armant et entraînant les terroristes qui comptent pas moins de quarante mille mercenaires étrangers à la Syrie, comme l'a reconnu l'Émissaire international M. Lakhdar Brahimi. C'est là une vérité qui place votre Union dans le cercle des accusés au premier degré et engage votre responsabilité éthique et juridique, avec tout ce que cela implique comme poursuites judiciaires contre les responsables aux commandes.

Il est absolument inadmissible de vous voir couvrir ces crimes odieux, d'autant plus que votre Union ne cesse de donner des leçons à autrui insistant sur la nécessité de combattre le terrorisme où qu'il sévise sans aucune concession et sous aucun prétexte. Et si jamais il vous fallait encore des preuves, il est plus que probable que les vidéos innombrables mises en ligne sur YouTube par les terroristes criminels et nécrophages, eux-mêmes, n'ont pu échapper à votre vigilance !

Madame, pardonnez-moi de préciser que je ne vous imagine pas ignorante du fait que le détournement d'un avion civil équivaut, à juste titre et selon vos propres critères, à un crime classé

dans le registre du terrorisme international et comparable aux enlèvements de personnes et à leur détention ou à leur assassinat avec ou sans documents photographiques à l'appui, etc... N'est-ce pas ce qui s'est passé il y a quelques semaines lorsque certains gouvernements de votre Union ont fermé leur espace aérien à l'avion du président bolivien Evo Morales en provenance de Moscou ? N'a-t-il pas été obligé à un atterrissage forcé en Autriche ? N'a-t-il pas été bloqué pendant des heures sous prétexte que l'Etat-unien Edward Snowden —qui a révélé au monde que le gouvernement US « vous » espionnait— pouvait se trouver à son bord ? L'information n'est-elle pas partie de l'Ambassade états-unienne à Moscou ? Quel paradoxe !

Cet incident, qui est donc pure agression contre un avion civil transportant le président d'un État indépendant et souverain, nous rappelle la première opération de ce genre qui a eu lieu le 22 octobre 1956 lorsque des responsables français ont jugé bon de détourner un avion civil transportant des dirigeants du FLN de Rabat vers Tunis [Ahmed Ben Bella, Hocine Ait Ahmed, Mohammed Khider, Mohammed Boudiaf, Mostefa Lacheraf]...

Le détournement des avions, Madame, est malheureusement une invention européenne tout comme, par exemple, le nazisme qui est d'inspiration européenne... Nous en resterons donc là et nous nous contenterons de vous rappeler que les gouvernements européens classent les détournements d'avions dans le registre du terrorisme international ! Madame, la crise tragique qui a frappé la Syrie a fait tomber plus d'un masque et a révélé l'étendue de vos mensonges ; le premier de ces mensonges étant votre décision de placer Al-Qaïda et ses dérivées au sommet des organisations terroristes internationales, parce que la plus dangereuse. Et voilà que la scène syrienne nous révèle les mécanismes de coordination, sur le terrain, entre votre organisation européenne et celle d'Al-Qaïda ; coordination déjà flagrante et publiquement rodée en Libye avant de se traduire avec éclat sur le territoire syrien comme en témoignent les nombreuses déclarations de responsables européens.

Je me limiterai à deux de ces éminents responsables : le ministre français des Affaires étrangères, M. Laurent Fabius, qui a clairement dit l'année dernière à Marrakech lors d'une Conférence des prétendus amis de la Syrie que les terroristes de Jabhat al-Nosra faisaient du « bon boulot » avant que les USA ne les placardent sur la liste des terroristes ; et le prolige ministre britannique des Affaires étrangères, encore plus brutal et sadique, qui a carrément déclaré que les membres d'Al-Qaïda et dérivées ne devaient pas rentrer de Syrie car ils étaient une menace pour vos pays civilisés !

Je me limiterai pas sur le flot continu d'armes et de munitions introduites en Syrie à travers des « portes européennes » que nous connaissons et que vous connaissez fort bien vous-même.

En revanche, je vous dirai que

l'Union européenne qui n'a cessé de prétendre se soucier des chrétiens du Proche-Orient a constamment et systématiquement persécuté le christianisme et les fidèles adeptes de cette religion céleste née de notre terre et donc « fille de l'Orient ». Disant cela, je n'exagère, ni ne triche, témoin en est Sa Sainteté le pape Benoît XVI. Philosophe et très grand théologien, il a tenu à avertir de cette persécution permanente dans son message célébrant la « Journée mondiale de la Paix » début 2011. Je vous le livre, mot pour mot, tel qu'il est rédigé en fin du paragraphe 14 : « J'exprime aussi le souhait qu'en Occident, spécialement en Europe, cessent l'hostilité et les préjugés à l'encontre des chrétiens qui veulent donner à leur vie une orientation cohérente avec les valeurs et les principes exprimés dans l'Évangile. Que l'Europe apprenne plutôt à se réconcilier avec ses propres racines chrétiennes : elles sont essentielles pour comprendre le rôle qu'elle a eu, qu'elle a et veut avoir dans l'histoire ; elle saura ainsi faire l'expérience de la justice, de la concorde et de la paix, en cultivant un dialogue sincère avec tous les peuples. » [1].

Madame, vous savez comme je sais que ces vérités sont pratiquement ignorées de vos peuples car ils vivent derrière un nouveau rideau de fer, encore plus opaque, plus rusé et plus insidieux que le rideau de fer plus primitif qui se dressait autour du Bloc de l'Est, et qui est toujours debout autour des dictatures arabes et non arabes. Votre rideau à vous est invisible, mais le plus effrayant est qu'il se manifeste par la soumission de vos gouvernements à une double occupation ; d'une part, l'occupation militaire, sécuritaire et économique états-unienne ; d'autre part, l'occupation sécuritaire et culturelle israélienne.

C'est la vérité, Madame, quoi que nous fassions pour l'ignorer. Et la récente décision de l'Union européenne ne fait que confirmer la réalité de cette double occupation de vos pays, occupation dont nous souhaiterions que vous vous libériez un de ces jours. Nous savons que c'est difficile, car la plus tenace des occupations est celle qui se saisit des esprits au moyen d'un « terrorisme culturel » incessant exercé par vos différents médias presque totalement sous la domination des sionistes.

Madame, nous vivons tous, vous comme nous, une période de changement social où la vraie confrontation est entre la liberté et l'esclavage. Mais si la liberté ne se fonde que sur une seule norme et sur une seule mesure, les critères de l'esclavage sont multiples.

Veillez m'excuser si j'ai été trop long, mais l'horreur du tsunami de mensonges exige que nous mettions quelques points sur les « i ». Soyez assurée que je suis convaincu de votre sincérité et de la noblesse de vos objectifs contrairement à ce que je pense de l'Union européenne que vous représentez.

L'Europe, Madame, n'est pas dans une situation juridique et éthique qui lui permette de nous donner des leçons d'humanité, ni d'humanisme.

Réseau Voltaire 6 août 2013

qui s'était efforcée de trouver le financement nécessaire à la publication de l'ouvrage, avait vu son œuvre sabotée par le sectarisme et l'homophobie d'un individu, avec un pouvoir donné, incapable d'accepter l'idée que les homosexuels puissent bénéficier des mêmes droits que lui.

Le CENESEX a poursuivi ses efforts pour aborder le thème de l'homosexualité et débattre de la question sans tabou. En 1989, suivant le processus d'institutionnalisation débuté dans les années 1970, le CENESEX a été intégré au sein du Ministère de la Santé Publique, afin de pouvoir recevoir son budget de l'Etat, car la FMC est une organisation non gouvernementale.

SL : Les résistances étaient-elles fortes au niveau institutionnel ?

MCE : Les résistances étaient fortes. Au début des années 1990, lorsque nous avons sollicité le Ministère de l'Éducation pour débattre de cette question dans les écoles et les Universités, on nous a imposé un refus catégorique. En aucun cas, il n'était possible d'évoquer le thème de l'homosexualité avec les haut-fonctionnaires du Ministère de l'Éducation. Tout au plus ont-ils accepté de travailler sur le programme d'éducation sexuelle qui a été approuvé en 1996, grâce à notre persévérance. Nous avons établi un programme pour tous les niveaux, de la maternelle au lycée. À partir de ce document, le Ministère de l'Éducation a élaboré son propre programme.

SL : Quelle est la politique actuelle de l'Etat cubain vis-à-vis de la diversité sexuelle ?

MCE : Actuellement, grâce justement aux initiatives du CENESEX, les choses sont en train d'évoluer de manière positive. Nous sommes considérés comme une institution tertiaire de santé et nous sommes chargés des thèmes qui concernent sexualité ainsi que de conseiller le monde politique. Désormais, les droits des homosexuels et des personnes transgenres sont davantage pris en compte par le monde politique. Nous sommes partis du raisonnement suivant : ne rien faire pour les homosexuels était en soi un acte politique. Il fallait absolument mettre un terme à cela. Nous avons donc proposé que soit mise en place une politique explicite d'attention envers les homosexuels et une politique de lutte contre les discriminations dont ils sont victimes.

Grâce au dialogue permanent que nous avons maintenu avec les législateurs et le Parti Communiste, aujourd'hui, pour la première fois dans l'histoire de la Révolution, a été intégré dans les documents qui seront débattus à partir de janvier 2012 le thème de l'orientation sexuelle comme motif de discrimination générale contre laquelle il faut lutter et dont la presse doit débattre désormais sans tabou ni censure. Les homosexuels ne doivent plus être exclus de l'armée, des postes de direction, etc. Les homosexuels doivent pouvoir participer à la vie publique, comme tous les citoyens, sans discrimination aucune.

continued from page (9) The U.S. Embassy...

contracts were signed between the regime and certain companies in the exploration, study, and exploitation of these valuable resources for development. The Haitian Senate resolution adopted on Feb. 20, 2013 demanding that the executive immediately stop implementation of a licence already signed with SOMINE S. A., "VCS Mining," or any other entity, has dealt a big blow to those who were preparing to empty the country's gold mines. The Senate has become an obstacle. It stands in the way of powerful national and international economic interests.

It is in this context that we must understand the unwavering support

for Michel Martelly of the powers which call themselves the "Friends of Haiti." It is not surprising that the self-appointed givers of democratic lessons are playing a double game on the issue of the partial Senate elections. This is a dangerous game which can even cost lives if taken lightly. Recent statements by Ms. White can be interpreted as blaming the opposition. Today, the die is cast. The games are clear. Without a national awakening, nothing can stop the slow but sure establishment of a dictatorship in Haiti with the help of a powerful sector of the "international community" in order to complete the looting of Haiti's resources.

continued from page (9) Judge Jean Serge.....

other results of studies which he ordered and his report of the investigation will be rendered public during the Autumn', added the communication service of the Office of the Coroner.

Conclusion? Patience
The Office of the Coroner judged that it was necessary to give these details due to the media escalation that

has been running for over a week on the topic of the cause of Mr. Joseph's death. All sorts of information and theories on the topic rained down and appeared in the media.

A Haitian Senator, Moïse Jean-Charles, was the first to evoke the possibility that the Magistrate was poisoned. Following this, numerous sites and publications on Internet took up the case, invoking all sorts of scenarios.

'At this stage, the only information confirmed and verified by the Coroner is that Mr. Joseph was victim of a cerebrovascular accident and all other information which circulates on the topic of his death was never put forward, confirmed nor invalidated by the Office of the Coroner of Quebec,' clarified Mrs. Guibault.

She also reminded everyone that autopsy reports are confidential documents and not publishable. "The autopsy report on the death of Mr. Joseph was thus not published by the Office of the Coroner."

Finally, the spouse of Judge Jean Serge Joseph, Rachele Acéla, finally obtained a visa to enter Canada in order to attend the funeral of her husband. This visa was refused previously by a Consul of the Canadian Embassy in Port-au-Prince, which provoked the ire of the Haitian community of Montreal.

The brother of the deceased, Fritz Joseph, confirmed the information Tuesday morning on the air at CPAM1410, the Haitian Radio of Montreal. Funeral services which were planned for last Sunday had been put off because of the visa problem."

RUSH SERVICE
SAME DAY MOST

TRADUCTIONS
TRANSLATIONS
RESUME PREPARATION

FAX SERVICE
HAITI & CARIBBEAN

TAXES EMPLOYEE
DRIVERS
BABYSITTERS
CURRENT
& BACK YEARS SELF-EMPLOYED
FILED YEAR-AROUND

K-EXPRESS
lakay se lakay

1864 NOSTRAND AVE
CORNER NEWKIRK, BROOKLYN, NY
OPEN MON-SAT 9 AM-6 PM
347-406-7823 / 718- 284-3156
FAX 347- 529-2593

MAXX
REAL ESTATE
Consultant Corp.

REAL ESTATE:

- Residential
- Commercial • Condo
- Coop • Rentals

INCOME TAX:

- Individual • Business

NOTARY PUBLIC

Unique market knowledge & excellent negotiation skills

1424 Flatbush Ave.,
Brookly, NY 11210
(Corner Farragut Road)
718.576.6601
maxxrealtys.com

Non pale Kreyòl!



Director: Florence Comeau

Interlink Translation Services

- * Translations * Interpreters
- * Immigration Services
- * Resumé * Fax Send & Receive
- * Much more.

English • French • Kreyòl • Spanish

Tel: 718-363-1585

899 Franklin Avenue,
Brookly, NY 11225

Money Here. **WESTERN UNION** Money There.

westernunion.com moving money for better

offered by
Denasse Realty

Money Transfer • Bill Payments

Also offering:

- Income Tax • Rental: Co-ops, Commercial, Residential
- Typing Service • Translations
- Notary Public • Immigration Services
- Resumes, Faxing & More

Lebens Denasse, Licensed Real Estate Broker

674 Rogers Avenue
(between Lenox & Clarkson)
Brookly, NY 11225

718.484.4156 office
646.725.3327 cell

ldenasse76@yahoo.com

Vous serez-là, sur le théâtre du premier combat.

Je me souviens que, tout de suite après l'action de ce 26 juillet 1953, le dernier de nos véhicules s'approche et on m'invite à monter. Je m'installe à l'arrière, qui est déjà plein. Un autre combattant s'approche sur la droite ; je descends pour lui céder ma place. La voiture repart et je me retrouve seul. Jusqu'au moment où l'on m'a repêché la première fois en plein milieu de la rue, armé d'un fusil semi-automatique Browning calibre 12, je tentais d'empêcher deux hommes postés sur le toit du bâtiment central du camp militaire de se servir de leur mitrailleuse calibre 50. C'est la seule chose qu'on pouvait voir dans cette bataille généralisée.

Les rares camarades qui, avec Ramiro Valdés, avaient pénétré dans le premier baraquement ont réveillé les soldats qui dormaient, et qui, d'après ce qu'on m'a expliqué, se trouvaient en petite tenue.

Je n'ai pu parler ni à Abel ni aux membres de son groupe qui, du haut d'un immeuble situé au fond de l'hôpital civil, dominaient la partie arrière des dortoirs. Je pensais que pour lui, ce qui se passait était évident. Peut-être a-t-il pensé que j'étais mort.

Raul, qui se trouvait avec le groupe de Lester Rodriguez, avait une vision claire de la situation, et il pensait que nous étions morts. Lorsque le chef de cette escouade décide de descendre, ils prennent l'ascenseur et, une fois en bas, Raul se précipite et arrache le fusil des mains d'un sergent, qui n'oppose aucune résistance, pas plus d'ailleurs que les soldats qui l'accompagnaient.

Ma principale préoccupation à ce moment-là, c'était le groupe de camarades censés avoir occupé la caserne de Bayamo, qui n'avaient aucune nouvelle de nous. Pour ma part, j'avais suffisamment de munitions et je pensais vendre cher ma vie en combattant les soldats de la tyrannie.

Tout à coup, une autre voiture arrive ; on vient me chercher. Une nouvelle fois, j'ai l'espoir de pouvoir venir en aide aux camarades de Bayamo par une action à la caserne d'El Caney.

Plusieurs véhicules étaient stationnés au bout de l'avenue, d'où je pensais partir en direction de ce bâtiment militaire. Mais le camarade qui conduisait notre véhicule a emprunté un autre itinéraire, et nous nous sommes dirigés vers la maison d'où nous étions partis à l'aube. Il a changé de vêtements. J'ai changé d'arme ; j'ai pris un fusil semi-automatique calibre 22 avec des balles en acier, un peu plus puissant que le fusil calibre 22, quelques vêtements et, à plusieurs mètres de là, nous avons traversé une barrière de barbelés défendue par une quinzaine d'hommes armés, dont l'un était blessé. D'autres camarades ont laissé leurs armes et ont tenté de trouver une issue. J'étais accompagné de Jesus Montané et d'autres chefs. Nous avons marché pendant des heures par cet après-midi torride sur le flanc nord de la Gran Piedra, une montagne que nous devions franchir pour nous rendre à Realengo 18, un chemin en pente d'où, selon l'excellent écrivain révolutionnaire Pablo de la Torriente, un homme armé d'un fusil pouvait résister à une armée. Mais, Pablo est mort au combat en Espagne pendant la Guerre civile espagnole, où environ un millier de Cubains a appuyé la lutte de ce peuple contre le fascisme. J'avais lu Pablo, mais jamais je n'ai pu lui parler, car il était déjà parti en Espagne lorsque j'ai commencé mon baccalauréat.

Nous avons pu continuer vers ce chemin en pente, et sommes restés au sud de la cordillère. Ma zone préférée pour engager la lutte de guérillas était située entre le sanctuaire d'El Cobre et la sucrerie Pilon. J'ai donc décidé de traverser en direction de l'autre côté de la baie de Santiago de Cuba par un point que je connaissais depuis l'époque où j'étudiais au Collège de Dolores, dans la ville où vous allez vous réunir. Une grande partie de notre petit groupe était épuisé par la faim et la fatigue. Un blessé avait été évacué, et Jesus Montané tenait à peine debout. Deux autres camarades qui avaient moins de responsabilités, mais étaient en meilleure forme, m'accompagneraient vers la zone ouest de ces montagnes. Mais les événements les plus dramatiques et les moins encourageants nous attendaient. Dans l'après-midi, je donnai l'instruction au reste des camarades

de cacher leurs maigres armes dans le maquis, et de se rendre à la tombée de la nuit chez un paysan aisé qui vivait au bord de la route reliant Santiago de Cuba à la plage. Ce paysan possédait du bétail et une liaison téléphonique avec la ville. Les armes furent vraisemblablement interceptées par l'ennemi, qui connaissait la zone dans laquelle nous nous trouvions.

Avant l'aube, une escouade du commandement militaire fortement armée nous réveilla avec les canons de leurs fusils. Les veines du cou et le visage de ces soldats bien nourris étaient déformés par l'excitation. Nous avons compris que notre sort était joué d'avance lorsqu'une discussion éclata. On ne m'avait pas encore reconnu. Lorsque les soldats m'avaient fermement ligoté et m'avaient demandé de déclarer mon identité, je leur avais ironiquement balancé un nom que nous utilisions dans des plaisanteries de la pire espèce. Je n'arrivais pas à croire qu'ils ne s'étaient rendus compte de rien ! L'un d'entre eux, le visage déformé par la rage, s'époumonait à répéter qu'ils étaient les défenseurs de la patrie. D'une voix forte et sûre, je lui répondis qu'ils étaient les oppresseurs, au même titre que les soldats espagnols dans la lutte de notre peuple pour son indépendance.

Le chef de la patrouille était un homme noir qui avait du mal à tenir ses hommes. « Ne tirez pas ! », ne cessait-il de crier aux soldats.

Il répétait à voix basse : « Les idées ne peuvent pas être tuées, les idées ne peuvent pas être tuées ». Profitant d'un moment de confusion, il s'est approché de moi et m'a dit :

« Vous êtes très courageux, les gars ». À ces paroles, j'ai répondu : « Lieutenant, je suis Fidel Castro ». Il m'a soufflé : « Ne le dites à personne ». Et nous nous sommes retrouvés une nouvelle fois à la merci du hasard.

Le lieutenant n'était pas un officier du régiment. Il avait d'autres responsabilités légales dans la région de l'Orient.

Mais d'autres événements encore plus importants allaient se dérouler par la suite.

Je donne l'instruction aux camarades qui doivent se démobiliser de

garder les armes, qui seront acheminées vers l'endroit où nous devons prendre contact avec les gens de l'évêque.

L'opinion publique de Santiago de Cuba avait réagi avec colère devant les crimes horribles commis contre les révolutionnaires par l'armée de Batista.

Monseigneur Perez Serantes, évêque de Santiago de Cuba, avait obtenu certaines garanties, suite à ses démarches pour le respect de la vie des révolutionnaires prisonniers. Cependant il restait à [Pedro] Sarria une bataille à livrer contre le commandement du régiment qui, cette fois, confia la tâche de transférer les détenus à la caserne Moncada au sbire le plus acharné de la boucherie imposée par le chef militaire de Santiago de Cuba.

C'est la première fois dans notre Patrie que les jeunes avaient démarré une telle lutte contre ce qui devait être jusqu'au 1er Janvier 1959 : une colonie yankee.

En arrivant aux abords de la maison du voisin près de la route étroite qui relie la ville à la plage de Siboney, une camionnette attendait. Sarria me fit asseoir entre lui et le chauffeur. Une centaine de mètres plus loin, ils croisent le véhicule du commandant Chaumont qui exige qu'on lui remette le prisonnier. Comme dans un film de science fiction, le lieutenant discute et affirme qu'il gardera le prisonnier pour le conduire au bivouac de Santiago de Cuba et non au siège du régiment. Cet incident me rappelle une expérience bien étrange.

Il est impossible en un temps aussi bref d'exposer à nos illustres invités les idées que m'évoquent les temps incroyables que nous sommes en train de vivre.

Je ne peux imaginer que dans dix ans, pour le 70e anniversaire, j'écrirais un livre. Malheureusement, personne ne peut garantir qu'il y aura un 70e, un 80e, un 90e ou un 100e anniversaire de l'attaque de la caserne Moncada. À la Conférence internationale sur l'environnement, à Rio de Janeiro, j'ai dit qu'une espèce était en danger d'extinction : l'Homme. Mais à ce moment-là, je pensais qu'il s'agirait d'une question de siècles.

Aujourd'hui, je ne suis plus aussi optimiste. Quoi qu'il en soit, rien ne me

préoccupe, la vie continuera d'exister dans la dimension sans fin de l'espace et du temps.

En attendant, je ne dis qu'une seule chose, puisque chaque jour se lève pour tous les habitants de Cuba et de la planète :

Les dirigeants de n'importe laquelle des plus de 200 grandes et petites nations, révolutionnaires ou pas, doivent continuer à vivre. La tâche qui consiste à créer la justice et le bien-être est si difficile que les dirigeants de chaque pays ont besoin d'autorité, car dans le cas contraire, ce sera le chaos.

Récemment, l'on a tenté de calomnier notre Révolution, en voulant présenter le chef de l'État et du gouvernement de Cuba comme agissant dans le dos de l'Organisation des Nations Unies et d'autres chefs d'État, en l'accusant de jouer double jeu.

Je n'hésite pas à affirmer que même si pendant des années nous avons refusé de signer des accords sur l'interdiction de telles armes parce que nous refusions d'attribuer ces prérogatives à aucun État, jamais nous ne tenterions de fabriquer des armes nucléaires.

Nous sommes opposés à toutes les armes nucléaires. Aucune nation, grande ou petite, ne doit posséder cet instrument d'extermination, capable de mettre fin à l'existence humaine sur la planète. Quiconque de ceux qui disposent de telles armes en possède déjà suffisamment pour provoquer une catastrophe. Jamais la peur de mourir n'a empêché les guerres nulle part dans le monde. Aujourd'hui, les armes nucléaires, mais aussi le changement climatique sont les dangers les plus imminents qui, en moins d'un siècle, peuvent rendre impossible la survie de l'espèce humaine.

Je tiens à rendre aujourd'hui un hommage spécial à un leader latino-américain et mondial pour ce qu'il a fait en faveur de notre peuple et d'autres peuples de la Caraïbe et du monde, il s'agit d'Hugo Chavez Frias. Il serait présent aujourd'hui parmi nous s'il n'avait pas perdu son vaillant combat pour la vie. Lui, comme nous, n'a pas lutté pour vivre : il a vécu pour lutter.

Fidel Castro Ruz
26 juillet 2013

les stands artistiquement décorés. Dès le premier jour, le bilan en termes de blessés était très lourd et avoisinait une centaine.

Au soir du dimanche 28 juillet, une dame a été transpercée par un poignard.

Un jeune homme a eu la tête écrabouillée sous les pneus arrière du char du groupe Ambiance. D'un autre côté, les hommes de main de Godson Auréus se sont montrés à la hauteur de leur tâche en appliquant les consignes de bourreaux sans foi ni loi.

Selon plusieurs témoignages concordants, la majeure partie des actes de violence ont été perpétrés par les jeunes policiers. Voulant faire leurs premières armes ils se sont amusés à semer des coups de matraques à tout venant. Disons du moins à tous ceux qui avaient le faciès de fils du peuple. Ce fut en prin-

cipe un carnaval strictement réservé aux teints clairs, faisant ainsi croire que le pays leur appartient exclusivement.

Danser sur des cadavres

Tout au début de juillet, l'un des pylônes de Laurent Lamothe placés sur l'autoroute de Delmas s'est brisé. Dans sa chute, il a écrabouillé une jeep Toyota rouge garée sur le trottoir. Le mardi 30 juillet Mère Nature a encore rappelé la présidence à la raison. Un camion à benne du SMCRS dont les freins ont lâché a semé le deuil.

Dévalant de Delmas 103 à Delmas 95, il ramassait tout sur son passage notamment des *taptap* assurant le trajet Pétion-ville Centre-Ville. Plus de 4 personnes sont mortes sur le coup. Plusieurs parmi les dizaines de blessés dont les corps mutilés ont été transportés

d'urgence à l'hôpital ne rentreront pas chez eux vivants. Pourtant impassible devant autant de machabées, le gouvernement Martelly/Lamothe danse sur ces cadavres tout en trinquant des verres de sang d'un rouge vif. Quelle Honte pour le pays ce carnaval des fleurs de la honte !

Toujours au cours de la journée du mardi 30 juillet un autre camion dont les freins ont lâché sur la route de Laboule a dévoré deux voitures privées sur son passage. L'on ne sait encore combien de personnes sont mortes dans cet accident à Laboule. De cadavres en cadavres le gouvernement continue, dans l'indifférence la plus totale, de se la couler douce tout en humant l'arôme infecte de ces cadavres naturels ou provoqués.

De toute évidence nous y reviendrons pour un bilan complet de ce carnaval de la honte où les partisans

du pouvoir dansaient sur le sang vif du peuple ainsi que sur le cadavre du juge Jean Serge Joseph. Aussi convient-il d'exhorter ceux et celles qui sont conscients/es du danger qui nous guette à se mobiliser pour célébrer le carnaval des fleurs de la souveraineté et de la dignité retrouvées.

A cette grande manifestation de la honte il ne manquait qu'un député de l'Organisation des Parlementaires Rampants (OPR) ci devant OPL pour s'agenouiller et inhaler la poussière rivée aux talons de ses patrons du gouvernement Martelly Lamothe.

Camp d'été Août 2013-Cite Soleil
Terme : Nou Menm Timoun Solèy, Nou vle Lapè poun ka aprann Tèt Frèt

Du 05 au 30 Aout 2013
3ème Edition Camp d'été
5 a 15 ans
Filles & garçon

Ann goumen pou Timoun Solèy viv tankou Moun

USDC UNION SOCIALE POUR LE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

FLASH! FLASH!
POUR COMMEMORER LA FETE DE NOTRE DAME DE L'ASSOMPTION
ST. JEROME CHURCH
PRESENTS

PAWOL SELES

LE DIMANCHE 18 AOÛT, 2013 6HRS PM A 10HRS PM

LOCATION: GYMNASIUM DE ST. JEROME
NOSTRAND AVE ENTRE NEWKIRK & FOSTER

DONATION: \$20.00
POUR VOS TICKETS APPELEZ LE PRESBYTERE AU NUMERO 718-462-0223

makout li a, touye plis pase 30 mil Ayisyen. Ansanm ak rejim sanginè a Meriken pral kase ren peyizànri an ak pwodiksyon nasyonal la nan fè masakre tout kochon kreyòl yo epi louvri vant peyi a pou kòmès pwodui pèpè li yo pran mache a.

Pandan 27 lane, soti 1986 rive 2013, devan lit rezistans popilasyon an pou jwenn libète politik li, reklame dwa li yo, defann souvèrèntè peyi l, pwoteje pwodiksyon nasyonal la epi konbat plan lanmò neyoliberal yo, Meriken pral chanje taktik. Apre lame kraze zo a fin fè masak sou masak, koudeta nan koudeta, kote sityasyon politik la vin an boulatya, Meriken pral asosye l ak lòt enperyalis, tankou: Lafrans, Kanada, Inyon Ewopeyen, Brezilèlatrye pou mete peyi a anba yon lòt okipasyon fizik militè ak yon fòs entènasyonal fwa sa a, kote y ap sèvi ak Nasyonziini tankou yon paravan. Y ap itilize menm pouvwa pèp la swadizan eli demokratikman an pou mande okipasyon fizik militè a epi remande ankò chak fwa manda fòs okipasyon an bout. Men se Meriken ak lòt enperyalis asosye l yo, atravè Konsèy Sekirite a, ki genyen vrè kontwòl ni MINIA ki te la anvan ni MINISTA ki la depi 2004 e k ap kontinye jouk jounen jodi a. Se yo tou atravè ajans entènasyonal ed finansyè ak ed imanitè epi miltinasyonal yo ki gen kontwòl ekonomik peyi a. Se yo tou atravè eleksyon-seleksyon epi teknokrat yo mete nan administrasyon piblik la ki genyen vrè kontwòl politik peyi a.

Okipasyon total la ak piyaj manch long lan pote dezolasyon, lamizè, koripsyon, imilyasyon, vyolans, pèvèsyon ak restriktirasyon sèlman pou peyi a. Lè a rive pou n rekipere teritwa esklav mawon yo, ak Makandal epi Boukman nan tèt yo, te goumen pou li an. Lè a rive pou n rekipere Leta lame esklav yo, ak Touden nan tèt yo, te goumen pou mete premye baz la. Lè a rive pou n rekipere endepandans politik ak ekonomik peyi a lame esklav yo ini ak lame afranchi yo, ak Desalin nan tèt yo, te goumen pou reyalye premye janvyè 1804 la. Lè a rive pou n rekipere souvèrèntè alimantè ak endepandans kiltirèl peyi a peyizànri ayisyen an depi 1806, ak Goman epi an 1843 ak



Université Indigène du Venezuela, conçue par les peuples originaires



Cérémonie de remise de diplômes

publiques”, <http://www.zcommunications.org/the-war-on-public-schools-by-ken-jones>. Il peut être contacté à jonesk@maine.edu

(2) Remis en vogue sous l'administration Obama, critiquées pour leur social-darwinisme, les "high stake tests" sont des épreuves du

type "quitte ou double" qui fixent en une seule fois le sort d'un élève.

(3) Sur les Simoncitos, voir <http://www.slideshare.net/edelinbravo29/05-simoncito-comunitario>

(4) Site de "El sistema" : <http://www.fesnojiv.gob.ve/>

(5) Site de l'Université Expé-

Akao nan tèt yo, pa janm sipann goumen pou li a.

Lè a rive pou patriyòt yo, demokrat yo, pwogresis yo ak militan, militant yo ini yo pou mete kanpe yon **laj mouvman patriyotik, demokratik, popilè** ki pou makonnen l ak popilasyon an pou rele chalbare dèyè MINISTA pou **kaba okipasyon fizik militè a**.

28 jiyè 2015, 100 lane okipasyon politik, ekonomik, sosyal ak kiltirèl se twòp atò! Yon **laj mouvman patriyotik, demokratik, popilè** dwe tanmen travay ak popilasyon an pou rive tabli yon **Leta nasyonal, demokratik, sosyal** pou

rekipere totalman souvèrèntè nasyonal peyi a epi konsolide l.

Pòtoprens, 22 jiyè 2013
Ayiti Djanm, Gwoup Refleksyon Moyiz Louvèti (GRML), **Kay Fanm**, Komite Rezistans Popilè Benwa Batravail (KRBB), Koodinasyon Rejyonal Oganizasyon Sidès (KROS), Kolektif Solidarite-Idantite-Libète Koumbit Travayè Peyizan Pou Libere Ayiti (KSIL/KONTRAPÈP LA), Mouvman Demokratik Popilè (MODEP), Mouvman Peyizan Papay (MPP), **Pati Kan Pèp la, SOFA**, Tèt Kole Tì Peyizan Ayisyen (TK),



Promotion de policiers. Leur curriculum s'articule autour de quatre aspects du travail communautaire : la jeunesse ; le désarmement (le contrôle des armes) ; la culture: les sports, la musique et l'art ; et la vie en commun (à savoir la médiation des difficultés).



Tous des violonistes de El Sistema

rimentale des Arts : <http://www.unearte.edu.ve/>

(6) Sur l'Université Indigène, voir "Nous sommes comme des herbes qui repoussent quand on les arrache", <http://venezuelainfos.wordpress.com/2013/07/27/nous-sommes-comme-les-h...>

(7) Voir "La sécurité au Venezuela : la solution depuis l'État et non comme offre électorale", par Jesse Chacón, <http://venezuelainfos.wordpress.com/2012/07/14/>

la-securite-au-venezuela-la-solution-depuis-letat-et-non-comme-offre-electorale-par-jesse-chacon-fondation-gisxxi/(8) Site de l'Université Expérimentale de la Sécurité : <http://www.unes.edu.ve/>

Source : ZNet, 26 juillet 2013, .
 Reproduit dans **Le Grand Soir**
 31 juillet 2013.
 Traduit de l'anglais par Thierry Deronne

a été pour les Cinq une source de réconfort qui les a aidés à ne pas sombrer dans la folie.

A la famille de Mandela, lors d'une visite privée durant votre séjour en Afrique du sud, vous avez déclaré que cet homme était une source d'inspiration personnelle et une source d'inspiration pour le monde.

Monsieur le Président, laissez-vous guider par cette source d'inspiration, et libérez les Cubains. Vous en avez la possibilité. Vous agiriez ainsi dans le sens de la justice, et rendriez possible de nouvelles relations entre votre pays et Cuba. Ce serait le plus bel hommage rendu à Nelson Mandela.

Recevez, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments humanistes les plus sincères.

Jacqueline Roussie 64360 Monein (France)

Copies envoyées à : Mesdames Michelle Obama, Nancy Pelosi, Kathryn Ruemmler, Janet Napolitano ; à Messieurs Joe Biden, John F. Kerry, Harry Reid, Eric Holder, Denis Mac Donough, Pete Rouse, Rick Scott et Charles Rivkin, ambassadeur des Etats-Unis en France.

Premier août 2013

KATOU RESTAURANT
 5012 Ave M
 (Entre E. 51 et Utica)
 10h am - 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
 Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou Griots - Poissons - Poissons Gros Sel - Dinde - Poulet - Cabri - Boeuf - Légumes
 Bouillon le samedi - Soupe le dimanche - Bouillie de banane le soir
 Appelez le **718-618-0920**
 Livraison à domicile
 Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

VENUS RESTAURANT
 Specializing in Caribbean & American Cuisine

We do Catering Available for all Occasions Fritaille etc..

670 Rogers Avenue (Corner of Clarkson Ave) Brooklyn, NY 11226
 "Venus, l'endroit idéal!"
718-287-4949

kréole FLAVOR

Caribbean Cuisine
 Catering & Take-Out
 1738 Flatbush Avenue Brooklyn, N.Y. 11210
718-258-0509

AMBIANCE EXPRESS

• Restaurant
 • Fritaille
 • Patés

2025 Nostrand Avenue (just off Farragut Road) Brooklyn, NY
 General Manager: Marie S
718.434.4287

FRITAYE 5 STAR

• Breakfast • Lunch
 • Dinner • Fritaille

Catering for all occasions

Gran Pan-Pan Rice
 FOR SALE:
 Wholesale & Retail

1347 Flatbush Avenue (bet. Foster Ave. & E. 26th St.) Brooklyn, NY 11226
718-975-0915-6

Déjà 2,5 millions de dollars investis pour assassiner le président Maduro !

Par Thierry DERONNE

L'espérance de la droite internationale et des grands médias de voir la révolution bolivarienne disparaître avec la mort (suspecte) du président Hugo Chavez – est frustrée depuis que le nouveau président Nicolas Maduro a relancé avec force les transformations en s'appuyant notamment sur le "gouvernement de rue" au Venezuela (1) et sur l'intégration politique de l'Amérique Latine ou la coopération Sud-Sud. D'où la reprise des préparatifs d'attentat dont les services de l'intelligence vénézuélienne viennent de déjouer une première tentative.

Planifiée pour le 24 juillet dernier, l'opération prévoyait l'assassinat de Maduro par un franc-tireur lorsqu'il s'exposerait publiquement lors des commémorations de la



Nicolas Maduro

Miami, Roberto Frómota, leader du groupe terroriste F4 qui a reconnu être l'auteur d'actions terroristes contre Cuba et son mentor le terroriste international d'origine cubaine Luis Posada Carriles. Ex-agent de la CIA, celui-ci est l'auteur (entre autres) de l'attentat à la bombe du 6 octobre 1976 qui coûta la vie aux 73 passagers du vol 455 de Cubana de Aviación et responsable de la torture et de la disparition de militants

d'avoir organisé l'assassinat du diplomate cubain à l'ONU Félix García en 1980.

Avant le projet d'assassiner le président bolivarien, la première phase de cette opération visait à installer le chaos au Venezuela pour justifier une intervention extérieure. Elle fut lancée par le candidat de la droite Henrique Capriles Radonski dès l'annonce de sa défaite aux présidentielles le 14 avril 2013. Suivant sa consigne de descendre dans la rue pour libérer la rage, des commandos mêlant paramilitaires infiltrés et militants de son parti Primero Justicia ont assassiné les militants boliviariens José Luis Ponce, Rosiris Reyes, Ender Agreda, Henry Manuel Rangel, Keler Enrique Guevara, Luis García Polanco, Rey David Sánchez, Jonathan Antonio Hernández Acosta et Johnny Pacheco, ont attaqué ou incendié des permanences du Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV), 25 centres de diagnostic intégral (centres de santé populaire gratuits), des médias communautaires, des centres d'approvisionnement populaire (réseau Mercal), des sièges régionaux du Conseil National Electoral, ainsi que des domiciles de fonctionnaires publics.

Trois semaines avant le scrutin, trois députés de droite, MM. Ricardo Sánchez (suppléant de Mme María Corina Machado), Andres Avelino (suppléant de M. Edgar Zambrano) et Carlos Vargas (suppléant de M. Rodolfo Rodríguez) avaient retiré leur appui à M. Capriles en dénonçant l'existence de ce plan de déstabilisation (2).

Cette violence imprégnée de racisme social avait bénéficié de la complaisance des médias privés, qui dominent la majorité des ondes au Venezuela, et des grands médias internationaux, qui ont invisibilisé les victimes. Lors de la campagne présidentielle, le journal français "Le Monde" avait qualifié Henrique Capriles d'"avocat élégant, social-démocrate" (sic).

Cette première phase, qui échoua face à la résistance pacifique de la population, avait suscité le commentaire de l'ex-président Lula en avril 2013 : "Quand on occupe des fonctions présidentielles il y a des choses qu'on ne peut pas dire, par diplomatie, mais aujourd'hui je peux les dire : de temps en temps les États-Unis s'ingèrent dans les élections organisées dans un autre pays. Ils devraient s'occuper de leurs affaires et nous laisser choisir notre destin." (3)

En juin 2013 un enregistrement téléphonique a révélé les contacts suivis avec les États-Unis d'une autre dirigeante de la droite vénézuélienne, María Corina Machado (elle aussi impliquée dans le coup d'État sanglant d'avril 2002 contre Chavez). Celle-ci y insiste sur la nécessité d'organiser un nouveau coup d'État précédé de "confrontations non-dialogantes" (sic).

Depuis le début, toute cette opération a compté sur l'appui de plusieurs officiers de la CIA et de deux ex-présidents liés au trafic de drogue international et au paramilitarisme : l'ex-président colombien Álvaro Uribe Vélez et l'ex-président de facto du Honduras, l'entrepreneur Roberto Micheletti, qui s'était em-



Le terroriste international Luis Posada Carriles

paré du pouvoir au Honduras à la suite du coup d'État contre le président Manuel Zelaya.

Ce sont les mêmes secteurs d'extrême-droite qui ont organisé des activités de déstabilisation contre les gouvernements de Bolivie et



La mère de Luis García (24 ans) assassinée le 15 avril à Maracaibo

d'Équateur et qui au Venezuela, toujours avec la complicité des médias privés, ont participé au coup d'État contre Hugo Chavez en avril 2002, au lock-out pétrolier de 2002-2003, au massacre de la Plaza Altamira en décembre 2012, aux attentats à l'explosif contre les ambassades d'Espagne et de Colombie en 2003, à l'assassinat en 2004 du juge Danilo Anderson qui enquêtait sur les auteurs du massacre du coup d'État, à l'infiltration en 2004 d'une centaine de paramilitaires colombiens, arrêtés dans la finca Daktari (périphérie de Caracas) alors qu'ils préparaient l'assassinat de Hugo Chávez.

Des échanges téléphoniques montrent que l'option d'assassiner Nicolas Maduro, reportée à cause des fuites et des mesures prises par les services d'intelligence vénézuélienne, reste activée. Un des scénarios privilégiés par les terroristes se-

rait "le gouvernement de rue", pour profiter du niveau élevé d'exposition du président au cours de ses contacts directs avec la population.

Caracas, le 1 août 2013, avec AVN et Telesur.

Notes :

(1) Lire "Deux tours du monde en 100 jours : révolution dans la révolution bolivarienne", <http://venezuelainfos.wordpress.com/2013/07/29/deux-tours-du-monde-en-100-jours-revolution-dans-la-revolution-bolivarienne/>

(2) Lire "Venezuela : victoire du "chavisme sans Chavez" de Maurice Lemoine, <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2013-04-17-Venezuela>

(3) Lire "Défaite de la tentative de coup d'État. L'ex-président Lula critique l'ingérence des États-Unis dans les élections vénézuéliennes", <http://venezuelainfos.wordpress.com/2013/04/17/defaite-de-la-tentative-de-coup-detat-lex-president-lula-critique-lingerence-des-etats-unis-dans-les-elections-venezueliennes/>



Une centaine de paramilitaires colombiens arrêtés en mai 2004 dans la finca Daktari, propriété du cubain Roberto Alonso, non loin de Caracas. But avoué de l'opération : "décapiter Chavez".

naissance de Simón Bolívar, suivie de l'attaque simultanée d'objectifs politiques et militaires par 400 hommes entrés au Venezuela à travers la frontière colombienne.

Selon le Ministre de l'Intérieur Miguel Rodríguez Torres qui a révélé ces détails le 31 juillet à la chaîne d'information TeleSur, les réunions pour mettre ce plan au point se sont déroulées à Bogotá, Medellín (Co-

lombie), Miami et Panama. Maduro, ont été réunis par le réseau de la droite vénézuélienne et l'entrepreneur Eduardo Macaya Álvarez (d'origine cubaine) alias Eddy, membre du Comando de Organizaciones Revolucionarias Unidas (CORU) et Omega 7, suspecté

de gauche vénézuéliens au sein des polices politiques de régimes des années 60 et 70. Malgré plusieurs demandes d'extradition, il continue à bénéficier de la protection du gouvernement des États-Unis.

C'est également à Miami que les 2.5 millions de dollars destinés à couvrir l'achat des armes et la logistique pour l'attentat contre



Le leader de la droite vénézuélienne Henrique Capriles Radonski (à gauche) réuni à Santiago le 19 juillet 2013 avec Jovino Novoa, sous-secrétaire de gouvernement de Pinochet. Capriles Radonski est impliqué dans la violence et les assassinats de militants boliviariens le 15 avril 2013 et dans le coup d'État meurtrier contre le président Chavez en avril 2002

lombie), Miami et Panama.

Dans le staff de cette opération on retrouve des terroristes assumés, des putschistes et des personnalités liés au narcotrafic et au paramilitarisme, tous vieux acteurs de la subversion en Amérique Latine : tels, à

Maduro, ont été réunis par le réseau de la droite vénézuélienne et l'entrepreneur Eduardo Macaya Álvarez (d'origine cubaine) alias Eddy, membre du Comando de Organizaciones Revolucionarias Unidas (CORU) et Omega 7, suspecté

- Vitamins
- Herbs
- Supplements

ALL NATURAL

1358 Flatbush Avenue
(between Farragut & E. 26th St.)
Brooklyn, NY 11210

Toll Free: 855 **421-6030**
Local: 718 **421-6030**

www.PotentialVegetal.com

MENEZ JEAN-JEROME

Attorney at Law

Real Estate
Immigration-Divorce

4512 Church Avenue
Brooklyn, NY 11203

Nou pale kreyòl!

(718) 462-2600
(914) 643-1226 CELL

PAUL J. JOURDAN

ATTORNEY AT LAW

107 Kenilworth Place
Brooklyn, NY 11210

Phone:
(718) 859-5725
(347) 898-7514

- Immigration
- Divorce
- Business Formation
(Corporation & Partnership)
- Estate Administration - Wills
- Real Estate Closings

Keorapetse William Kgositsile: «La seule force capable de briser le pillage, c'est l'Afrique unie»

Militant de l'ANC, le poète Keorapetse William Kgositsile a connu un long exil aux États-Unis avant de rentrer à Johannesburg en 1990. Conversation libre sur la littérature, le jazz, l'Afrique et la révolution.

Il est coiffé de son éternelle casquette de marin, les yeux pétillants, le sourire toujours aux lèvres. À soixante-quinze ans, Keorapetse William Kgositsile garde dans le regard quelque chose d'enfantin, et, au cœur, le sens de la lutte. Chez lui, le poète et le militant sont indissociables. Membre influent de l'African National Congress (ANC), il a dû prendre le chemin de l'exil, dès 1961, sous la pression d'un régime sud-africain déterminé à faire fermer New Age, le journal auquel il collaborait alors. Destination, les États-Unis, où il fait corps avec le combat des Africains-Américains pour les droits civiques. Un mouvement qui entre en résonance avec sa propre lutte contre l'apartheid. Kgositsile devient vite une figure majeure de la poésie afro-américaine.

À New York, il fréquente les clubs de jazz, côtoie Coltrane, Nina Simone, Billie Holiday. À ses yeux, cette musique révolutionnaire est un ferment d'unité culturelle de la diaspora africaine à travers le monde, une nouvelle langue commune, proprement révolutionnaire. À Harlem, il fonde le Black Arts Theatre (Théâtre des arts afro-américains). En 1975, Kgositsile décide de rentrer en Afrique. Interdit de séjour dans son propre pays, il s'installe à Dar es Salam. Dans l'exil, il dote l'ANC d'un département des arts et de la culture. Il retrouve sa ville natale, Johannesburg, en 1990, après vingt-neuf ans d'exil.

L'Humanité : En quoi la poésie a-t-elle participé à la lutte contre le régime d'apartheid ?

Keorapetse William Kgositsile : La poésie fut pour nous une arme dans le combat contre l'apartheid. À l'intérieur comme à l'extérieur du pays, de grands poètes ont pris part à la lutte. Ils restent aujourd'hui encore des militants, toujours attachés aux valeurs de solidarité internationale.

L'Humanité : Vous-même, vous avez longtemps vécu dans l'exil, aux États-Unis. Quelles étaient les différences et les similitudes entre votre lutte contre l'apartheid et celles des Africains-Américains pour les droits civiques ?

Keorapetse William Kgositsile : L'ANC avait un engagement internationaliste. C'est ainsi que des militants comme moi se sont retrouvés aux États-Unis dans les années 1960. Le combat des Africains-Américains était comme une part de notre propre lutte. Il me fut facile de participer pleinement aux combats d'alors aux États-Unis. C'était une évidence.

L'Humanité : Qu'avez-vous appris, alors, des militants américains ?

Keorapetse William Kgositsile : Il est difficile de généraliser, car ce mouvement était fait d'un large spectre d'engagements, des militants des droits civiques jusqu'aux nationalistes se revendiquant d'un combat culturel, en passant par la gauche progressiste et le Parti communiste. Dans ce paysage, les Blacks Panthers faisaient plutôt figure de nationalistes radicaux. Je ne me sentais pas proche d'eux, du fait de leurs méthodes et de cette recherche de confrontation sans réel programme révolutionnaire.



Keorapetse William Kgositsile

L'Humanité : Votre idée, à l'époque, était de donner corps à un mouvement culturel noir international. Pourquoi, alors, avez-vous si durement critiqué la négritude de Césaire et Senghor ?

Keorapetse William Kgositsile : (Rires.) Non, au sein même de ce mouvement littéraire se réclamant de la négritude, il y avait des nuances, des différences. Je respecte beaucoup Césaire, parce qu'il avait conscience que, dans les moments de crise, vous avez besoin d'idées fortes pour mobiliser les gens. Et comme les Africains et leurs descendants subissaient depuis longtemps l'oppression, l'exploitation au nom de la « race », il pensait qu'il fallait retourner cette notion de race pour les mobiliser. Mais, après cela, vous avez besoin d'un programme d'action débarrassé des modèles « raciaux ». Je pense en outre que l'audience des auteurs se réclamant de la négritude était alors essentiellement européenne et blanche.

L'Humanité : Quelle fut votre première expérience du racisme ?

Keorapetse William Kgositsile : Je dirais que j'ai subi le racisme pour la première fois lorsque j'étais encore un petit garçon. Il y avait, dans le quartier où je vivais avec ma mère, un club de boxe pour enfants. Comme tous mes petits camarades, dont certains étaient blancs, je voulais rejoindre ce club. Mais lorsque nous y sommes allés, le club a refusé mon inscription. Cela s'est terminé en bagarre générale entre les enfants du quartier, entre ceux qui m'ont témoigné leur solidarité en refusant eux aussi de s'inscrire et ceux que mon exclusion laissait indifférents.

L'Humanité : Avec la poésie, le jazz fait partie de votre vie. En quoi poésie et jazz sont-ils liés ? Quel rôle le jazz a-t-il joué dans le développement d'une conscience noire ?

Keorapetse William Kgositsile : Dans les années 1960, l'intellectuel et dramaturge africain-américain Amiri Baraka a publié un essai intitulé *The Changing Same*, où il affirme que le développement du jazz aux États-Unis correspond à une redistribution des énergies musicales venues du continent africain. C'était le même genre de musique, mais elle était refaçonée par les conditions objectives qui prévalaient de l'autre côté de l'Atlantique. Si nous en venons à la poésie orale, la frontière entre la poésie et la musique n'existe pas. Encore aujourd'hui, lorsque vous allez dans des zones rurales, au Botswana, en Afrique du Sud, vous pouvez entendre un poète passant de la récitation au chant, sans rupture. La musique, en particulier le jazz, explore des expériences vécues, en étant délestée du lourd bagage des mots. Avec la seule force du son. C'est pourquoi la musique est toujours en avance sur la poésie, qui doit faire avec le bagage excessif de la signification, des mots, avant de pouvoir être expressive et créative. Le musicien, lui, est loin devant le poète... De ce fait, je dirais que même en termes d'expression révolutionnaire, ou radicale, le jazz sera toujours en avance.

Le musicien de jazz a le pouvoir d'articuler ces idées révolutionnaires en se passant des mots. Il les joue. En jouant, il mobilise une énergie proprement révolutionnaire à mes yeux.

L'Humanité : Croyez-vous toujours à cette idée de l'unité africaine ?

Keorapetse William Kgositsile : Oui. Je pense que nous devons y croire et la défendre. En particulier dans ce moment où les conflits, les guerres ravagent le continent. L'Afrique est un grand continent, un continent très riche. Il recèle d'incommensurables ressources naturelles. Nous avons des terres agricoles. Potentiellement, nous avons de quoi produire tout ce dont nous avons besoin. Pourtant les Africains sont parmi les plus pauvres, parce qu'ils ne contrôlent pas ces ressources. La majeure partie de ces ressources est contrôlée par les Européens et les Américains. Les matières premières sont exportées à vil prix et les produits manufacturés dont elles permettent la fabrication nous reviennent à des prix prohibitifs. Je pense que la seule force capable de briser ce cercle vicieux du pillage et de l'asphyxie, c'est une Afrique unie. Là, nous nous heurtons à l'obstacle de ces petites fictions que sont les frontières entre nos pays, des frontières tracées par les Européens dans leurs propres intérêts. Après les indépendances, chaque pays s'est retrouvé avec un petit chef à sa tête. Je pense que nos problèmes perdureront tant que nous n'aurons pas compris qu'il n'y a rien de précieux dans ces petites fictions, que l'unité du continent vaut bien davantage.

L'Humanité : Qu'avez-vous ressenti à votre retour en Afrique du Sud en 1990 ?

Keorapetse William Kgositsile : Au début, une ville comme Johannesburg m'a fait l'effet de m'imposer quelle autre ville. Elle m'était devenue étrangère. J'ai écrit un poème sur ces premières impressions. Après une si longue absence, les rues de Johannesburg ne pouvaient me réclamer, pas plus que je ne les réclamaient. Au retour d'un exil, vous gardez en vous cette image figée du pays natal. Mais en votre absence, tout a changé, pas toujours pour le meilleur... Les souvenirs et la réalité s'entrechoquent et lorsque vous tentez de poser le pied au sol il se dérobe sous vos pas. Il vous faut donc vous réorienter. Aujourd'hui, je me sens bien mais, au début, ce n'était pas facile.

L'Humanité : Vous vous êtes parfois montré très critique vis-à-vis de la façon dont l'ANC exerce le pouvoir. Quelle est aujourd'hui votre appréciation ?

Keorapetse William Kgositsile : Les orientations politiques en tant que telles ne me posent pas de problème. Mes critiques portent en effet sur l'exercice du pouvoir, sur la mise en œuvre des politiques. Tout au long de notre histoire, nous avons cultivé, au sein de l'ANC, le débat critique. Autrefois, cette attitude était encouragée. Nous avions, entre nous, des débats vifs, de nombreuses controverses. Cette culture s'est perdue, sans doute parce que certains au sein de l'ANC se sentent menacés par les voix dissonantes. À mes yeux, celui qui alerte, met en garde, n'est pourtant pas un ennemi. Il est simplement le témoin des erreurs que nous pouvons commettre en cheminant vers les buts d'émancipation que nous nous sommes fixés. Sur le fond, je crois que nous ne devrions jamais oublier que le système économique dominant, le capitalisme,

En ces temps de violences océanes déversant sur les rives de l'espoir des immondices de malheur, notre monde écartelé a bien besoin d'accalmie pour effacer des cruautés du temps de douloureux embarras. Portés par l'arc-en-ciel de ces deux récents jaillissements poétiques de Lenous Suprice, nous

saisirons à bras le corps tous les ouragans maléfiqes à cheval sur la nébuleuse de nos rêves, et l'écarlate igné de notre colère de peuple rougeois déjà de tous ses feux de victoire et d'apothéose pour l'implantation des blés du renouveau en fleur au cœur de la raison. [F.L.]

Pour effacer les embarras

(À Fanfan – la Tulipe – Latour)

Du dehors comme du dedans le vin cassé sans verre n'a point saveur d'autrefois même tout autour les autres douceurs à ce jour laissées pour compte mille fois plutôt qu'une sans feu ni goût ou nulle tentative de... pour effacer les embarras.

Avoir su que les instants ainsi allaient devenir dans la mémoire de

sa montre baladeuse quelqu'un aurait gardé plus ou moins intact cet ex-temps d'avant la déchirure même bousculé par de vieux ouragans démons briseurs de miroirs affectifs loin d'avoir à contempler des heures creuses au détour d'une fugitive nébuleuse.

À un paquebot menant large au bord des lèvres du moment quelqu'un d'autre

aurait implanté de grands sabords afin de réchauffer une glace laissée en plan pas trop loin d'une impérative attente.

Tout effort d'harmonisation de reconstruction d'un meilleur regard sur l'ensemble sera un immense dépotoir jeté dans l'entendement si les voix sont encore aimantées par les mêmes désagréments. **Lenous Suprice**

Accalmie

(à mon ami D. Beauger, témoignage d'admiration pour son implication communautaire à Montréal, Duverger et ailleurs...)

Assises en alléluia sur une déshumanisation à son paroxysme, les pies d'une sectaire nichée, en chorale, chantent encore le même vieux blues, les bien connues petites rengaines de la mesquinerie, en guise d'élévation, croit-on, pour l'être et l'invisible en ta demeure.

Mais, toi, tu dors en ombre imprévisible et te réveilles avec la lourdeur des décombres dans la mémoire, par manque d'échappatoire.

Cette fois, tout semble sans eau et sans feu pour mijoter ta quiétude, apparemment.

Quelqu'un voudra bien rebâtir ta conscience, après avoir été à l'origine de ta mainmise sur l'insoutenable.

Au secours de la beauté, certains élans demeurent dans leur posture d'inquisiteurs, cyniques tout du long, en proie à une trop grande envie de vider leurs sacs de récriminations à propos de jadis... de ta sagacité ou de ton insolence.

Tu seras avec d'autres, nombreux, à la remonte d'une fierté, rouge courage et couleur de beau temps à l'horizon, pour l'implantation des blés du renouveau en fleur au cœur de la raison, question de mieux nourrir la joie d'être (enfin!) vraiment ensemble, indépendants de l'infortune et tant d'autres heurts d'hier jusqu'à ce jour...

Heureusement, cette fois, ce ne sera pas pour entendre la cacophonie

du malheur, non plus pour l'épandage d'un malodorant fiel, qu'il y aura atoutrement de tes montagnes.

Il y aura sans doute mieux, dans la métropole de ta survivance, beaucoup plus que ces bals perdus sans musique en tête dans la tourmente, par la visite d'une symphonie première, vraie accalmie après les heures nombreuses d'aggravation.

Tout un petit monde sera là : à l'avant-plan, les rescapés de l'innommable et tout le reste des descendants du souverain détonateur, pour bien te détourner de l'immonde, des feux nourris venant de tireurs franchement mercenaires. **Lenous Suprice**

ne peut avoir de visage humain. Jamais le capitalisme ne bénéficiera à la majorité du peuple. Si les ressources restent entre les mains de ceux qui nous ont exploités et nous exploitent encore, quand bien même ils offriraient quelques strapontins à quelques-uns d'entre nous, cela ne changera pas la réalité sociale de l'Africain moyen. Voilà les raisons pour lesquelles je resterai critique.

L'Humanité : Quel regard portez-vous sur la jeunesse des townships de Johannesburg et d'ailleurs, durement frappée par le chômage et la pauvreté ? Diriez-vous que subsiste en Afrique du Sud une forme d'apartheid économique ?

Keorapetse William Kgositsile : Oui, il subsiste un apartheid économique, qui creuse les lignes de fracture séparant les classes sociales. C'est une réalité sur laquelle nous ne pouvons pas fermer les yeux, qui met en jeu à la fois la race et la classe dans l'Afrique du Sud post-apartheid. Ce sont là les survivances d'une situation coloniale. Les Noirs ont conquis le droit à la participation politique, mais cela n'a pas beaucoup changé leur quotidien. La tragédie, c'est que les valeurs bourgeoises qui vont de pair avec le capitalisme affectent et influencent la jeu-

nesse. Ce que nous voyons, c'est qu'ils n'aspirent plus qu'à l'accumulation de biens matériels, un mirage que leur fait miroiter ce système économique. En fait, l'horizon de leurs rêves est de profiter du système.

L'Humanité : D'un point de vue culturel, diriez-vous que la révolution de 1994 a libéré en Afrique du Sud une énergie créatrice ?

Keorapetse William Kgositsile : Oui et non. Une jeune génération d'écrivains a émergé, ils écrivent dans nos langues indigènes. Mais cela ne s'est pas produit accidentellement : les conditions objectives ont changé. L'appui des institutions a été décisif pour rendre visible cette expression. Chaque année, des classiques de la littérature sont traduits dans les neuf langues nationales indigènes. Cela a ouvert un espace à ces langues et libéré des forces créatives. Mais ce sont les mêmes qui contrôlent, encore et toujours, le secteur de l'édition. Ceux-là possèdent les forêts, les usines de papier, les journaux et les maisons d'édition. Ils possèdent et contrôlent chaque aspect, chaque recoin de la filière du livre. En ce sens, une contradiction subsiste. Si vous entrez dans n'importe quelle librairie de Johannesburg, vous trouverez toujours beaucoup plus de

livres écrits par des auteurs européens ou américains que de livres écrits par des Africains. Cela n'a pas changé.

L'Humanité : Vous dites du théâtre qu'il joue un rôle majeur dans le domaine politique, en particulier dans les processus révolutionnaires. Qu'en est-il du théâtre dans l'Afrique du Sud d'aujourd'hui ?

Keorapetse William Kgositsile : Nous avons de jeunes troupes, des metteurs en scène brillants, mais, malheureusement, ce n'est plus aussi palpitant que pendant la lutte (la lutte anti-apartheid - NDLR). Mais de jeunes créateurs réalisent, de plus en plus, la nécessité de jeter un regard en arrière vers la possibilité d'un théâtre relié aux luttes. De ce point de vue, je sens poindre, dans un futur proche, des changements profonds.

L'Humanité : La France, un pays auquel vous êtes attaché, a vu émerger, cette dernière décennie, des auteurs d'origine africaine, issus des immigrations postcoloniales, qui contribuent au rayonnement de la littérature francophone à travers le monde. Comment l'expliquez-vous ?

Keorapetse William Kgo-

sitsile : Le même constat peut être dressé pour le monde anglophone ! L'invention littéraire la plus vibrante, en langue anglaise, ne vient pas aujourd'hui du Royaume-Uni... Elle vient d'Afrique, d'Inde, de la Caraïbe, du monde africain-américain. Des aires où des gens se saisissent de la langue avec un imaginaire plus libéré. Dans ce métissage, la langue d'expression est traversée, pétrée par les langues d'origine et par l'imaginaire dont elles sont porteuses.

L'Humanité : Cela témoigne-t-il de bouleversements politiques annonciateurs d'un surgissement de ce que l'on appelait autrefois le tiers-monde ?

Keorapetse William Kgositsile : J'en suis convaincu. Les équilibres du monde connaissent de grands bouleversements. Le Nord ne peut accepter ce processus sans aversion, aucun changement ne pourra s'opérer sans luttes. Les anciennes puissances coloniales ne vont pas nous dire : « D'accord, les gars, c'est votre tour, maintenant. » Nous devons lutter pour affermir et affirmer cette nouvelle présence au monde.

L'Humanité 1^{er} Août 2013

Suite de la page (20)

cette saison aux côtés de Lavezzi, d'Evani, d'Ibrahimovic, de Thiago et cie pour le PSG qui l'avait prêté au Mans FC.

Certaines jeunes vedettes haïtiennes, nées à l'extérieur du pays représentent leurs pays d'accueil dans les disciplines sportives ou autres. On ne peut guère les blâmer, car un travail n'est pas fait. Par contre, Jean Eudes Maurice est l'une des exceptions qui fait le contraire de celles-là; compliments à ses parents. Dans une entrevue qu'il a accordée au journal "So Foot", il dit: «Jouer pour Haïti, c'est représenter tout un peuple qui souffre, des personnes qui ne mangent pas pendant des jours, qui n'ont pas accès à l'eau potable, à la santé et à l'éducation. Le maillot d'Haïti est vraiment lourd à porter». Jean Eudes Maurice, un exemple vivant pour nos enfants qui sont nés hors d'Haïti.

Dario Talabert
Montréal

G.K. Multi-Services

- African & Haitian Movies
- CDs • Cellphones & Accessories
- Soap • Shampoo • Incense
- Perfume

MoneyGram International Money Transfer
DHL WORLDWIDE EXPRESS

GIROSOL nopin LONG DISTANCE

UNITRANSFER a subsidiary of Unibank Haiti C.A.M.

(Guy & Vicky)
196-19 Jamaica Ave.
Hollis, NY 11423
718.217.6368

Immaculée Bakery & Restaurant

2 Locations en Brooklyn

Spécialités

- Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
- Jus citron • Bonbon amidon
- Bouchées • Cornets
- Pain patate (sur commande)
- Bouillon (chaque samedi)
- Soupe (chaque dimanche)

1227 Nostrand Avenue
(entre Hawthorne & Winthrop)
Tél: 718.778.7188

1411 Nostrand Avenue
(entre Linden & Martense)
Tél: 718.941.2644

Directory Classified

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

ADOPTION

Affectionate, educated, financially secure, married couple want to adopt baby into nurturing, warm, and loving environment. Expenses paid. Cindy and Adam. 800.860.7074 or cindyadamadopt@aol.com

HELP WANTED

TLC-Licensed DRIVERS WANTED! With or without car. Alpha Car Service, Flatbush Ave. & Ave. I, Brooklyn. Call 718-859-2900.

HELP WANTED

Owner/ Ops: A. Duie Pyle offers excellent income with No Touch Freight!! Home Weekends!! CALL DAN or JON @ 1-888-477-0020 EXT. 7 or APPLY @www.driveforpyle.com

HELP WANTED

\$8,000 COMPENSATION. Women 21- 31. EGG DONORS NEEDED. 100% Confidential/Private. Help Turn Couples Into Families with Physicians on The BEST DOCTOR'S List. 1-877-9-DONATE; 1-877-936-6283; www.longislandivf.com

HELP WANTED

HOST an Exchange Student TODAY! 3-10 months. Make a lifelong friend from abroad. Enrich your family with another culture. CALL Amy: 1-800-677-2773 www.host.asse.com e-mail: info@asse.com

HELP WANTED

AIRLINE CAREERS begin here- Get

FAA approved Aviation Maintenance Technician training. Financial aid for qualified students- Housing available. Job placement assistance. Call AIM 866-296-7093

HELP WANTED

Drivers- HIRING EXPERIENCED/ INEXPERIENCED TANKER DRIVERS! Earn up to \$.51/mile! New Fleet Volvo Tractors! 1 Year OTR Exp. Req.-Tanker Training Available. Call Today: 877-882-6537 www.OakleyTransport.com

HELP WANTED

FOREMEN to lead utility field crews. Outdoor physical work, many positions, paid training, \$17/hr. plus weekly performance bonuses after promotion, living allowance when traveling, company truck and benefits. Must have strong leadership skills, good driving history, and be able to travel in New York and NE States. Email resume to Recruiter 4@osmose.com or apply online at www.OsmoseUtilities.com EOE M/F/D/V

HELP WANTED

Wanted: 29 Serious People to Work From Anywhere using a computer. Up to \$1,500-\$5,000 PT/FT www.amazinglifestylefromhome.com

LAND FOR SALE

NY-VT BORDER: 40 acres only \$99,900, easy access Albany NY, Bennington VT perfect mini farm, open & wooded, ideal for equestrian or sportsman, abundant wildlife, sur-

vayed & perc tested Bank financing available. Call owner 413-743-0741

OUT OF STATE REAL ESTATE

Discover Delaware's Resort Living without Resort pricing! Milder Winter's & Low Taxes! Gated Community with amazing amenities; New Homes mid \$40's. Brochures available 1-866-629-0770 or www.coolbranch.com

PERSONAL

Haitian man seeking Haitian woman age 25-40. Start with friendship leading maybe to love. Must be educated & speak English, French or Kreyol. Send text or email. jean.vicor68@yahoo.com. 347-379-5765.

VACATION RENTALS

OCEAN CITY, MARYLAND. Best selection of affordable rentals. Full/ partial weeks. Call for FREE brochure. Open daily. Holiday Real Estate. 1-800-638-2102. Online reservations: www.holidayoc.com

WANTED

CASH for Coins! Buying ALL Gold & Silver. Also Stamps & Paper Money, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc in New York 1-800-959-3419

WANTED TO BUY

WE BUY ANYTHING OLD. Costume Jewelry, fountain pens, old watches, world fair and military items. Zippo Cigarette lighters, anything gold. Call Mike 718-204-1402.

DAISLEY INSTITUTE

495 Flatbush, Brooklyn, NY
718-467-8497



TRAIN TO BECOME A HEALTH PROFESSIONAL IN 4 WEEKS TO 8 MONTHS

NURSE AIDE	\$685
HHA	\$520
PCA/HOME ATTENDANT	\$300
MEDICAL ASSISTANT	\$6000
PHARMACY TECH	\$900
EKG & PHLEBOTOMY	\$690
NURSE TECH/ PATIENT CARE TECH/PCA	\$690

Having difficulty passing the New York Nurse Aide Exam? Try our Nurse Aide Exam Prep Course...\$2500

Morning, evening & Saturday classes, loans available.

Call 718-467-8497

PLAZA COLLEGE

Est. 1916

MEDICAL ASSISTING

Begin your career with a degree in a field that gives you the clinical experience to care for patients:

- Taking vital signs
- Performing CPR & First Aid
- Administering EKG's
- Performing patient exams
- Assisting in laboratory procedures
- Performing office procedures
- OSHA techniques
- Phlebotomy (drawing blood)

CALL NOW 718.502.6248

www.PlazaCollege.edu

74-09 37 AVE., JACKSON HEIGHTS, QUEENS

www.PlazaCollege.edu/disclosures

BRAMSON ORT COLLEGE

www.BramsonORT.edu

19 Degree Programs including:

- Paralegal
- Medical Assistant
- Graphic and Game Design
- Electronics Technology
- Business Management
- Computer Technology

Apply Today 877-479-0705

Build Your Future with Us!

- Accounting
- Administrative Assistant
- Renewable Energy
- Computer Programming
- Pharmacy Technician
- CADD & HVAC and more!

Exam Prep & Free Tutoring • Financial Aid Available • Flexible Class Schedules
Affordable Tuition • Job Placement Services • Career Internships

PLAZA COLLEGE

Est. 1916

Health Information Technology

The integral part of the "behind the scenes" medical field

- Gain experience in maintaining health records
- Learn to ensure the quality, accuracy, and confidentiality of vital medical documentation
- Become trained in various classification systems for medical reimbursement processes

CALL NOW 718.502.6248

www.PlazaCollege.edu

74-09 37 AVE., JACKSON HEIGHTS, QUEENS

www.PlazaCollege.edu/disclosures

REAL ESTATE AUCTION

By Order of Owner - On-Site

Join our online auction!

Beautiful Rensselaer County, NY Equine Properties offered Separately and as Entirety Package.

Auction: Sat. 8/17/13 @ 11 AM

Inspection/Registration: 10 AM Auction Day • Open House: Thurs. 8/8/13 6:00 PM - 8:00 PM

Tracts 1 & 2: 2591 Phillips Rd., Town of Schodack, Castleton, NY

Tract 1: Exquisite 4 Bed, 3 Bath, 3,024+/- Sq Ft Home on 31.37+/- Acres, Heated Inground Pool, 12-Stall Barn with Heated Tack Room and Wash Stall, Riding Arenas, 20 Fenced Acres for Pasture.

Tract 2: 71.33+/- Acres of Wooded and Open Land Including Riding Trails through the Wooded Area. Great Development Opportunity.

Tract 3: 2601 Phillips Rd, Town of Schodack, Castleton, NY. Approved Building Lot with Stable, Septic & Electric on 5.3+/- Acres.

See Web For Terms & Details
www.collarcityauctions.com
(518) 895-8150 x 102

"The American Dream Is Ours To Defend"

Tuition Assistance • Jobs • Training

1-800-60-GUARD

NATIONALGUARD.com

NATIONAL GUARD

Looking for 50 Homeowners to Qualify for a FREE Home Solar System

- Own Your Own Home
- Have a Southernly-Facing Roof
- Little to No Shading
- Credit Score of 680
- Pay an Electric Bill

The U.S. Government and State of New York have financial incentives that provide homeowners the opportunity to replace your electric provider with solar power.

Roof Diagnostics Solar is now qualifying 50 homes for a FREE home solar system. Call 845-694-3536 to see if your home qualifies!

845-694-3536

ROOF DIAGNOSTICS SOLAR

Hélène Koscielniak en signature!



L'enseignante, surintendante scolaire, l'auteure Canadienne Hélène Koscielniak présentera et dédicacera ses deux derniers romans « Marraine » et « Filleul » au local de la Grenadier Books, le Samedi 21 Septembre 2013 à partir de 7hrs PM.

Marraine, est un roman qui touche des personnages attachants comme Normande qui, à l'insu de son mari, vivant à Kapuskasing, s'inscrit à « Secours aux Démonis », un organisme de charité qui parraine des enfants à travers le monde, et devient marraine de Jo'no, un Dominicano-Haïtien de dix ans. Puis Gabriella Vellera et ses enfants (Jo'no), eux dans un batey ou agglomération pour travailleurs agricoles remplissant les tâches de coupeurs de canne à sucre, à la frontière de la République dominicaine et de Haïti.

Filleul est la suite du roman Marraine qui avait été finaliste au Prix des lecteurs Radio-Canada en 2008. « La mère Gabriella, demande à Normande, la marraine, de faire venir Jo'no au Canada, parce que là-bas, il commence à tomber dans la délinquance à cause de toutes les difficultés qu'ils rencontrent »

Hélène a été en liste pour le Prix des lecteurs de Radio-Canada 2013 pour son roman Filleul et a remporté le Prix de littérature éclairée du Nord pour Contrepoids en 2013.

Un rendez vous à ne pas manquer

Samedi 21 Septembre 2013 à partir de 7hrs PM • Au 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Artistes invités : les poètes Jean Elie Barjon, Tony Leroy, Paul Tulcé et autres.

Prix des livres : Marraine » (547 pages) \$29,95 ; « Filleul » (361 pages) \$27,95
Editions L'Interligne - Informations 718-421-0162

Jean Eudes Maurice, l'international haïtien, né en France

Par Dario Talabert

Les amateurs de foot du continent américain, au cours des deux derniers mois, ont eu la chance d'apprécier deux compétitions prestigieuses de haut calibre: «La Coupe des Confédérations» disputée au Brésil et la «Gold Cup» jouée aux États-Unis, remportée respectivement par les deux pays hôtes. Beaucoup de joueurs ont profité de ces tournois pour démontrer leurs talents, quand ceux déjà connus ont excellé encore plus. C'est le cas d'un jeune joueur haïtien, qui, avant la «Gold Cup», était un inconnu pour certains de ses compatriotes. Pour ceux qui suivent la Ligue 1 «Le Championnat Français» et la sélection haïtienne, c'est un joueur connu. Jean Eudes Maurice a surpris beaucoup de gens de n'avoir pas choisi de représenter son pays d'origine, alors qu'il a préféré endosser le bicolore d'Haïti plutôt que de porter le tricolore de la France. Un parcours détaillé de l'international haïtien depuis sa naissance jusqu'à la «Gold Cup» pour découvrir ce talent

Jean Eudes Maurice, né le 21 juin 1986 à Alfortville (Val-de-Marne) en France, est un footballeur professionnel franco-haïtien qui mesure 1,80m (5'11") et pèse 73kg. Il évolue au Mans FC pour la saison 2012-2013 du championnat de France de Ligue2 (2ème division). Formé à l'US Alfortville, il rejoint en 2005 l'UJA Alfortville en senior. 2005-2006, il se fait remarquer en tentant sa chance à Bastia L2. Faute de contrat, il a quitté Bastia pour rejoindre l'UJA Alfortville. C'est ainsi que l'entraîneur de la réserve du Paris Saint-Germain, Bertrand Rouzeau l'a remarqué, lors de la saison 2006-2007, en terminant meilleur buteur de son équipe. Pour ses performances, il est recruté par son nouvel entraîneur en juin 2007 et devient professionnel en juillet 2008 sous l'impulsion de Paul Le Guen.

Deux apparitions en tant que joueur professionnel dans l'équipe première en disputant un match de la coupe de l'UEFA. Son premier but sous les couleurs de Paris Saint-Germain est inscrit le 23 septembre 2009, lors du 16ème de finale de la coupe de la ligue contre Boulogne sur Mer, le seul but du match (1-0). 20 novembre 2009, il fait son entrée à la 79ème minute de jeu comme remplaçant pour son premier match en Ligue 1 face à l'Olympique de Marseille. 2 décembre 2009, il inscrit son premier but en Ligue 1 face à



Grâce aux deux buts de Maurice, la victoire a été acquise pour la sélection haïtienne en «Gold Cup» contre Trinidad & Tobago (2-0), le 13 juillet 2013

Boulogne à la 86ème minute, toujours comme remplaçant. 31 juillet 2011, face aux argentins du Boca Juniors, il ouvre le score pour son club. Presqu'un mois plus tard, le 29 août 2011, le PSG l'a prêté au Racing Club de Lens (RC Lens), club évoluant en Ligue 2.

Dans la foulée, Jean Eudes Maurice s'envole pour intégrer la sélection haïtienne qui rejoue pour la première fois sur ses terres depuis le séisme qui a frappé le pays un an et demi plus tôt. Au cours de sa première sélection, le 2 septembre 2011, contre les Îles Vierges Américaines, l'haïtien du RC Lens inscrit le deuxième but de la victoire 6-0 de son équipe.

Avant d'être prêté au Mans FC le 6 mars 2012 en Ligue 2 pour le RC Lens.

Sa carrière avec la sélection haïtienne est jeune de deux ans. Un exploit remarqué pour son pays le 13 juillet 2013, grâce à ses deux buts, la victoire est acquise pour la sélection haïtienne en «Gold Cup» contre Trinidad & Tobago (2-0). Les deux seuls buts de la sélection haïtienne dans cette compétition. Une dizaine de matchs joués en sélection y compris la «Gold Cup» est respectable pour Jean Eudes Maurice et reste pour lui des moments forts. Un geste patriotique!

Aux dernières nouvelles, Jean Eudes Maurice va jouer
Suite à la page (19)

AROMARK SHIPPING

AROMARK SHIPPING SPECIALIZES IN SHIPPING FULL CONTAINER LOADS WITH PERSONAL EFFECTS, HOUSEHOLD GOODS, COMMERCIAL CARGO, CARS, TRUCKS, BUSES FROM NY PORT TO HAITI EVERY WEEK, SAILING TIME 10 to 12 DAYS.

IS YOUR DIRECT CONNECTION TO HAITI
YON KONEKSYON DIREK POU HAITI

EVERY FRIDAY FROM 8 AM TO 3.30 PM WE RECEIVE CARS, TRUCKS, BUSES IN RED HOOK MARINE TERMINAL 143 VAN BRUNT ST. BROOKLYN, NY 11231 (CORNER HAMILTON AVE & VAN BRUNT ST) EXIT 26 ON BROOKLYN QUEENS EXPRESSWAY FROM VERRAZANO BRIDGE

ONE CALL DOES IT ALL
BOOKING, TRUCKING & SHIPPING TO PORT-AU-PRINCE.

Please call **GABRIEL** or **ROBERT**:
973-690-5363

Fax: (973) 690-5364
Email: solutions@vmtrucking.com
www.HaitiShipping.com

ROSS UP FAMILY PRESENTS

Rose RESTAURANT

#1 West Indian Restaurant
173-18 Jamaica Ave Queens, NY 11433
718-523-1088

COME OUT & ENJOY GREAT FOOD!

FREE FOOD TASTING
From Mon. - Thursday
11am - 7pm

Fritaille & Seafood Special \$7 w/ Free 16oz Drink. Limited Time Only!

Store Hours: Mon. - Sun, 11AM - Midnight
7 Days A Week
rosorestaurantandbakeryinc

TAP TAP

Haitian Restaurant

819 FIFTH STREET • MIAMI BEACH, FL
305.672.2898

ZAGAT RATED EXCELLENT

Awarded New Times Best of:
Best service in A restaurant • Best haitian Restaurant